courant alternatif

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N° 48 — ÉTÉ 1985 — 12 Francs

Dossier **PRISONS**

Une troisième gauche ?

CHOMAGE

Immigrés : DROIT DE VOTE

Spécial Eté 36 pages

SOMMAIRE

Chomage p4 à 8

Congrès CNTf p9

Naissance d'une 3e gauche? p10 à 14

Dossier Prisons p15 à 22

Immigrés p23 à 25

Réfugiés p26

Espagne : la CNT et les restructurations p27 à 29

Kanaky : Interview FLNKS p30 à 33

Pays Bas p34 à 35

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF

Le dernier week-end de chaque mois, une Commission Journal **(C.J.)** est organisée dans une ville différente pour préparer chaque numéro. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que des militants OCL de la ville en question et que des représentants d'autres groupes OCL.

Chaque C.J. a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter des articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres suivant les événements et les souhaits émis par différents groupes ou individus. Le collectif local organisateur **doit immédiatement après la CJ rédiger un compte-rendu politique et technique le plus précis possible**, puis, pendant les deux semaines qui suivent assurer le suivi de ce qui a été décidé lors de la C.J (liaisons, contacts etc.), écrire l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent dans le mois puis de **réaliser la maquette.**

Depuis trois années que nous fonctionnons ainsi, 18 villes ont *accueilli* **Courant Alternatif** : Caen, Angers, Orléans, Poitiers, Bordeaux, Albi, Toulouse, Peyrehorade, Aix-en-Provence, lyon, Paris, Boulogne/mer, Reims, Dijon, Auxerre, Dieppe, Etampes, Forcalquier.

Longwy et Champigny-sur-Marne se sont ajoutés à cette liste.

CONTACTS

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST
* OCL/Egregore
B.P. 1213
51058 REIMS cédex

La Galère
B.P. 1917
37019 TOURS cedex

* ASTEVMU
B.P. 170
CAEN cédex 14008

PAYS DE LOIRE/BRETAGNE
* OCL/L'Encre y est
33 Place d'Alger
72000 LE MANS

POITOU - CHARENTES
* CRIC
B.P. 227
86006 POITIERS cédex

SUD - EST
* OCL c/o CNT
B.P. 160
13634 ARLES cédex

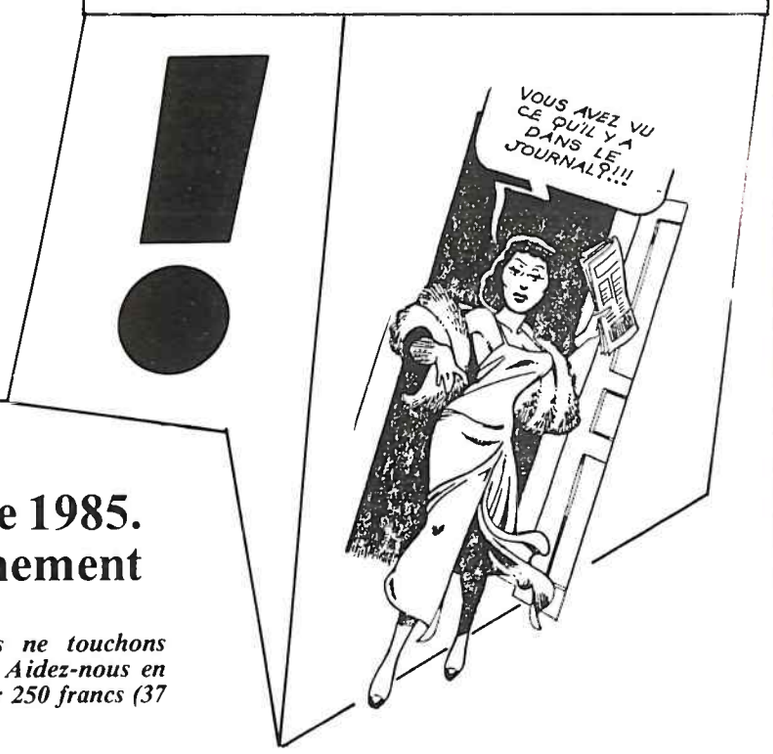
BANLIEUE EST - PARIS
* RUPTURES
B.P.1
94501 CHAMPIGNY/Marne cédex

SUD-OUEST
* Acratie
B.P. 23
64130 MAULÉON

CENTRE
* La Commune
B.P. 1228
45002 Orléans cédex

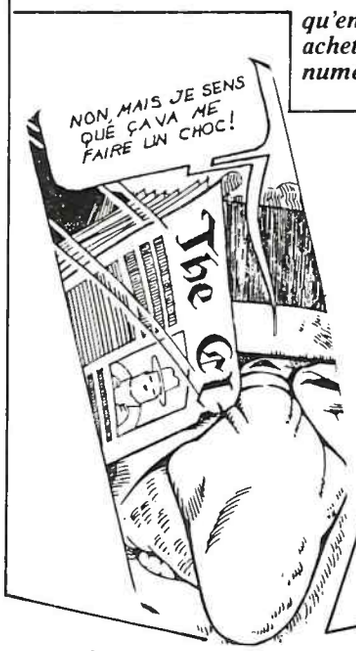
BOURGOGNE
* M.D.P.L.
BP 2616
21056 DIJON cedex

Ce numéro a été préparé et maquetté à Champigny/Marne. La prochaine commission journal aura lieu à Forcalquier.



ATTENTION !

C.A. ne reparaîtra que début octobre 1985. Son prix sera alors de 15 F et l'abonnement augmentera en conséquence... ***(nous ne touchons qu'environ 5 francs par exemplaire vendu!). Aidez-nous en achetant une collection complète de CA pour 250 francs (37 numéros). Merci.***



COURANT ALTERNATIF
N° 48 - Été 1985

Mensuel Communiste Libertaire
Réalisé par l'OCL
Edité par l'association 1901 La Galère

Correspondance : OCL/Egrégore B.P. 1213 51058 Reims cédex

Dir Pub C. Maynard
Imprimerie Atelier graphique Reims
Photocompo Hitzak Ossas

Dépot légal 47693
Com Par 63627
ISSN 0249-3195

ABONNEMENT

1 an (10 numéros) . . . . . 120 Francs

Chèques à l'ordre de Denis Jean
OCL / EGREGORE
B.P. 1213. 51058 REIMS cedex

En nombre pour la diffusion

2 exemplaires . . . . . 200 Francs
3 exemplaires . . . . . 280 francs
5 exemplaires . . . . . 450 francs

Edito (en guise d')

LET'S GO TO THE CAMPING !

26 juillet - 11 août

Comme chaque année, le camping organisé par l'OCL se tiendra près de Forcalquier, dans les Alpes de Haute-Provence.

Les débats proposés cet été porteront sur des thèmes qui nous ont "mobilisé" le plus au cours des différentes commissions-journal de *Courant Alternatif*, ces derniers mois. Ils sont le reflet de nos pratiques et des interrogations qui en découlent.

La lutte de libération nationale en Nouvelle-Calédonie, aujourd'hui confrontée à des choix décisifs, Convergence 84 et la présence toujours plus accentuée de la *"beur génération"* sur le devant de la scène, les restructurations industrielles encore et toujours, la redéfinition des rapports sociaux et les difficultés d'y opposer des pratiques de résistance "gagnantes", l'apparition d'un syndicat et de maisons de chômeurs, mais aussi de regroupements indépendants plus sympathiques, et enfin les tentatives pour définir ce que recouvrent les pratiques et les projets politiques "alternatifs" ici et maintenant, constituent l'essentiel des thèmes de débats que nous voulons approfondir au cours de ce camping.

D'autres débats pourront, bien entendu, avoir lieu en fonction de la demande des gens présents (éducation, antimilitarisme...).

Afin de rendre plus précis et plus vivants les échanges et discussions, nous avons invité un certain nombre d'acteurs des différents mouvements qui ont "fait" cette actualité.

Des débats, certes, mais aussi de la vidéo, la possibilité d'échanges plus informels, une vie quotidienne organisée collectivement dans un cadre agréable et peinard avec possibilité de bains (piscine), balades, etc.

PROGRAMME DES RÉJOUISSANCES

CHÔMAGE	*samedi 27*	Disparité chez les chômeurs : formes de chômage et travail précaire (TUC, intérim, préretraites, formation).
	dimanche 28	Quelles interventions : syndicats, maisons, comités ? Quelles luttes et revendications ?
NOUVELLE-CALEDONIE	*lundi 29*	Information sur la situation du mouvement indépendantiste : insoumission, boycotts, élections...
	mardi 30	Présence des libertaires dans les luttes de libération nationale et dans le soutien. Quelle solidarité ?
RESTRUCTURATIONS	*mercredi 31*	Flexibilité, reconversions...
	jeudi 1er	Nouvelles technologies et modifications des rapports sociaux : sont-elles créatrices d'emploi, quelles implications sur le rapport au travail ?
IMMIGRATION	*vendredi 2*	Mouvement beur, mouvement de jeunes issus de l'immigration, luttes pour l'égalité.
	samedi 3	Racisme, antiracisme (touche pas à SOS ?) et galères urbaines.
QUELLE(S) ALTERNATIVE(S)	*dimanche 4*	Pratiques alternatives concrètes (SCOP, syndicats...).
	lundi 5	L'aire de l'alternative existe-t-elle ? Localisme/globalisation : quelles ruptures ?
	mardi 6	Expression politique de ces alternatives.

Les jeudi 8 et vendredi 9 aura lieu la commission-journal du numéro 49 de *Courant Alternatif* (octobre 1985). Enfin, le dernier jour, se déroulera une réunion pour discuter d'un projet de brochure OCL ressenti comme nécessaire dans la période actuelle.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Adresse du camping :
Les Deux Moulins de Gontard
04300 Dauphin (entre Forcalquier et Manosque).

Tarifs :
55 F par personne et par jour pour les faibles revenus et 70 F pour les autres.

Ce prix comprend la location du camping et divers matériels, une assurance et les repas (matin, midi et soir).

LE CHOMAGE, SON CONTEXTE ET SON SYNDICALISME

Un espace à prendre, comment s'y prendre ?

"En science, une réussite incontestable ne peut être, aujourd'hui, qu'une réussite dans un domaine spécialisé. Et celui qui est incapable de porter des œillères, celui-là ferait mieux de se tenir à l'écart de la science".

Cette phrase de Max Weber est, en elle-même, la description simplifiée et la caricature du système dans lequel nous vivons.

Afin de sortir de l'orthodoxie réductionniste des spécialistes avisés et autres propagateurs de l'obscurantisme, le présent texte procèdera donc de modèles empruntés à l'analogie, la cybernétique et la systémique.

L'HISTOIRE DU MARCHÉ
Le contexte

Depuis que le "marché" (traduisez : capitalisme) fut instauré comme système dominant, sorte d'automate soi-disant auto-régulateur, il en a résulté l'émergence d'actions individuelles multi-composites, mues par les seuls intérêts égoïstes : les gens n'ont besoin ni de se parler, ni de s'aimer pour faire société (Milton Friedman).

Les lois de la concurrence, condition indispensable de la chose, imposaient le productivisme exacerbé. Il en résultait le taylorisme avec, d'un côté, la médiocratisation du travail et de son contenu et, à l'opposé, une production supérieure aux capacités monétaires de consommation.

La crise des années 20-30, dite "atypique" en comparaison des crises cycliques de régénération du système qui ont jalonné l'histoire du marché, obligeait les possédants du capital à assumer leurs contradictions, et à faire face à la concurrence politique, militaire et réductionniste des nationaux-socialistes et autres fascistes, ainsi qu'à la concurrence destructrice des républiques soviétiques.

L'Etat providence et la consommation de masse ont permis de concilier réformisme et capitalisme : et plus le prolo s'enrichit, plus il consomme, plus il s'embourgeoise, plus il est assisté, plus il devient dépendant, plus il devient con, et plus les détenteurs de capitaux s'enrichissent.

Le système nouveau (capitalisme social, social-démocratie, fordisme) avait un avantage énorme : celui d'intégrer les luttes sociales par une gigantesque fuite en avant. Citons au passage : fragilisation des biens de consommation, production innombrable de biens et services de moins en moins utiles et de plus en plus crétins, division internationale du travail et interdépendance des pays de la planète entre eux et asservissement de tous au système ; implantation de régimes autoritaires et militaires dans le tiers-monde en remplacement du colonialisme ouvert ; piller davantage ces pays pour s'enrichir plus, inflation dirigée par le jeu des monnaies et des valeurs, etc.

Dans sa course à la concurrence et au productivisme, le système devait cependant commettre une erreur monumentale : l'introduction de l'électronique puis de l'informatique, robotique, bureautique et autres technologies nouvelles dans le processus de production. Cela présentait l'inconvénient de remplacer l'homme par la machine, de ne plus distribuer de salaires, de diminuer la capacité monétaire de consommation et de réduire le marché ; principe inverse à celui du fordisme qui consistait justement à exploiter l'homme par l'homme, une fois en tant que travailleur, une deuxième fois en tant que consommateur de ce qu'il avait produit.

La relance keynésienne engagée en 81 par les grands prêtres de la social-démagogie virait rapidement au fiasco. Ailleurs, la politique monétariste selon Thatcher et Reagan apparaissait pour ce qu'elle était : un leurre, un rafistolage à court terme par l'illusion.

D'autre part, la guerre comme moyen de régulation devenait de moins en moins évidente entre pays dits civilisés, du fait des puissances destructrices mises en place, mais devenait de plus en plus possible dans les pays du tiers-monde. Le problème aujourd'hui est donc de vendre des armes à des pays de moins en moins solvables.

En novembre 82, au colloque des "économistes de gauche", l'évidence commençait à transparaître, notamment chez quelques universitaires ex-maos soixante-huitards qui, entre temps, avaient égaré le petit livre rouge. Les intellectuels de gôche se turent, les réformistes et autres révolutionnaires se recyclaient dans le libéralisme pour assurer le court-terme. Profitant de leurs vernis de socialistes et de démocrates, ils nous ont ensuite fait avaler la pilule de la restructuration la plus conservatrice depuis 45. Le PCF refusant de se compromettre davantage retire ses billes après avoir placé bon nombre de ses sbires aux postes clés. Les putains sont à vendre : ministres, députés de région, patrons de choc pour journaux de gauche, etc.

La réalité est tue, mais bien présente : *le système n'a plus d'avenir, plus d'issue !*

Le réformisme intégrateur qui aiguillonnait et dynamisait le marché depuis la fin de la seconde guerre mondiale provoque maintenant l'effet inverse. Les revendications légitimes les plus gentillettes sont étouffées, sabotées, ou réprimées par la violence policière et judiciaire. L'Etat providence perturbe plus qu'il ne régule et il s'endette ; la "socialisation" de l'économie à 43 % du PNB (plus qu'au Nicaragua) devient inacceptable. Il faut maintenant privatiser, vendre le bien collectif, réduire les prestations sociales pour combler les déficits et assurer le court-terme. La France, en ce sens, dispose de plus de réserves que les USA, d'où baisse du dollar et montée de la bourse parisienne.

L'apolitisme anarcho-libéraliste devient idéologie dominante ; c'est l'ère de l'ultra-concurrence et des égoïsmes exacerbés. Les prédateurs s'entredévorent pour survivre ; le désordre s'installe ; c'est la panique. L'autorité perd sa crédibilité. La peur s'installe, avec elle l'agressivité et la violence. Les plus primates se battent tels des rats (racisme, nationalisme, terrorisme...) ; d'autres fuient (bitures, drogues, voyages, foot, loto... et "no future") ; la plupart se replient sur eux-mêmes et s'inhibent. (Lire Laborit pour les détails).

Sur ce terrain propice, le chef nouveau arrive, "le grand sauveur qui sait rétablir l'ordre" : Moon, Le Pen, PCF et autres sectes religieuses, fascistes ou léninistes, avec leurs catéchismes, leurs intégrismes et leurs totalitarismes, glanant au passage les personnages les plus obtus que cette société a su produire : ceux qui ne croient plus en rien mais qui, incapables de penser, sont aujourd'hui disposés à croire en n'importe quoi. Leur champ de perception limité, l'incapacité d'avoir une vue d'ensemble de la situation, le prestige du chef, l'incapacité d'agir sans directive de l'autorité, font que ces individus sinistres se déresponsabilisent de leurs propres actions et s'apprêtent à commettre les pires atrocités dans l'intime conviction "devoir bien fait". (A lire absolument : la soumission à l'autorité de Stanley Milgram, chez Calman Levy).

SORTIE : MODE D'EMPLOI

L'homme créa Dieu à son image ; celle qu'il voulait avoir de lui-même : voir tout, entendre tout, comprendre tout, être partout, savoir faire tout.

Copernic puis Galilée démontraient que le soleil ne tournait pas autour de la terre ; ça on s'en fout ! Mais par là-même, ils démontaient la crédibilité du pouvoir et démontraient la crédulité des masses ; tremplin potentiel et essentiel à la propagation de l'hérésie (du grec ancien hairesis : choisir).

Si certains s'empressaient et s'empressent toujours d'élaborer de nouveaux catéchismes religieux, mystiques, laïques, politiques ou pseudo-scientifiques, d'autres faisaient le choix de ne plus croire et d'essayer de penser. J'ose espérer que le lecteur de ce texte appartient à cette variété de l'espèce.

Dans ce sens, je pense qu'il ne nous appartient pas de produire et de diffuser de nouveaux modèles de "prêts-à-penser" pour reprogrammer les crétins disponibles ; la concurrence est dure, les clients potentiels ont "déjà donné", et ce serait crapuleux. Il importe de semer le doute, de (r)éveiller les esprits critiques, de développer les capacités d'analyse, de compréhension, de perception chez les "sujets" incomplètement assujettis et possédant encore un peu d'imagination. Bref, de veiller à l'autoémancipation des individus (... déjà vu ça quelque part !!).

Aujourd'hui, plus besoin du look révolutionnaire pour agir ; il suffit de placer le pouvoir devant l'alternative, soit en l'obligeant à pratiquer les réformes sociales indispensables, ce qui est contraire aux principes de fonctionnement du système et contribuerait donc à son affaiblissement, soit en l'obligeant à s'opposer ouvertement aux réformes par un refus catégorique et la répression, l'engageant ainsi dans la voie du discrédit.

Avec les "auto-réducteurs associés" ex "contacts", en démontrant que la finalité de l'EDF est de plumer l'usager et de produire du plutonium militaire, nous avons par la lutte (refus de payer une part des factures), engagé l'exécutif puis le judiciaire dans l'alternative soit de faire en sorte de gérer honnêtement le service public et de ruiner au passage quelques industriels et banquiers, soit de réprimer au mépris de leurs propres lois, de protéger les combinards au mépris des intérêts du public.

Avec T.G.V. (Transports gratuit des voyageurs), nous avons démontré que l'une des finalités de cette société n'était pas de permettre aux citoyens de se déplacer dans les meilleurs conditions du confort, de coûts et de sécurité, mais de produire et de faire rouler des automobiles. Par la lutte (refus de payer les transports), nous avons engagé le pouvoir et sa justice dans les plus sombres compromissions et discrédit.

Aujourd'hui, l'une des plus grosses failles du système, et preuve de son incohérence, c'est l'emploi, ou plus précisément l'inverse : le chômage.

D'après les experts de l'OCDE, la tendance est à la hausse : pour la France, plus deux points (% actifs) soit environ 20 % d'augmentation d'ici fin 1986. Grosse faille et donc terrain à investir par les mêmes procédés que les luttes ci-dessus citées, ainsi que celles développées par les squatters et autres insoumis. Point besoin de théories révolutionnaires ultra sophistiquées et totalement incompréhensibles par les personnes concernées (chômeurs) : de la pratique.

Encore faut-il pour qu'il y ait efficacité, que ceux qui prétendent lutter s'engagent efficacement, *sans chercher les faux-fuyants.*

Voici maintenant quelques éléments sur les luttes et non-luttes dont une grande part est empruntée à Stanley Milgram :

- **Arguments pour ne pas lutter** (obéir) :

— Dénigrement de la victime, ex : "c'est de sa faute" ; "c'est un étranger" ; "les chômeurs sont des paresseux et des parasites" ; "il n'a qu'à s'occuper de ce qui le regarde" ; etc.

— La dérobade : "Moi, j'ai mon boulot, c'est pas mon problème ; c'est la fatalité, je ne peux rien y faire". Refus de l'évidence, fatalisme, interprétation consolante des faits, élimination de la question fondamentale, refus de sa propre responsabilité. L'intégration et l'acceptation sans critique de la hiérarchie équivalent à l'abandon de sa propre personnalité.

- **Comment faire semblant de lutter :**

— Les subterfuges : Aider la victime sans défier l'autorité, faire quelque chose même purement symbolique pour elle, aide à préserver son image, sa conviction d'être un brave homme.

— La désapprobation : nombre d'individus capables de signifier leur désaccord avec l'autorité n'en respectent pas moins le droit de celle-ci de ne pas tenir compte de leur avis. Manifester son opposition par des pancartes, des défilés ou des actes symboliques, élaborer des analyses et des critiques fumeuses sans passer à la pratique n'est pas lutter mais s'en donner l'illusion à soi-même. Ce sont là des attitudes de fuite.

Lutter, s'opposer concrètement, c'est désobéir : et désobéir veut dire : "Tout ce que j'ai fait jusqu'à présent est mal et je le reconnais maintenant en refusant d'obéir". Par contre, le fait de continuer à obéir rassure sur le bien-fondé de la conduite antérieure. Mais désobéir, pour beaucoup, équivaut à un manquement grave aux règles de la société ; alors que dans la réalité, c'est l'incohérence du système qui équivaut à un manquement grave envers les populations.

Désobéir, c'est l'anti-pouvoir, *lutter sans désobéir à l'autorité, c'est se leurrer soi-même.*

LE SYNDICAT DES CHOMEURS

Depuis 6 ans environ, des chômeurs ont tenté de s'organiser localement par petits groupes autonomes. Mais, faute de moyens financiers et matériels, d'aide conséquente et cohérente de travailleurs solidaires ou d'organisations politiques, et compte tenu que des chômeurs retrouvaient un emploi — et souvent il s'agissait de "meneurs" —, ces petits groupes présentaient les caractéristiques principales d'être peu cohérents et éphémères. Quelques-uns ont cependant réussi à mener quelques actions "dérangeantes".

En 81 à Limoges (château de Livourgue), une assemblée de chômeurs commence à engager une analyse sérieuse de la crise et des actions à mener, mais il n'y aura pas de suite.

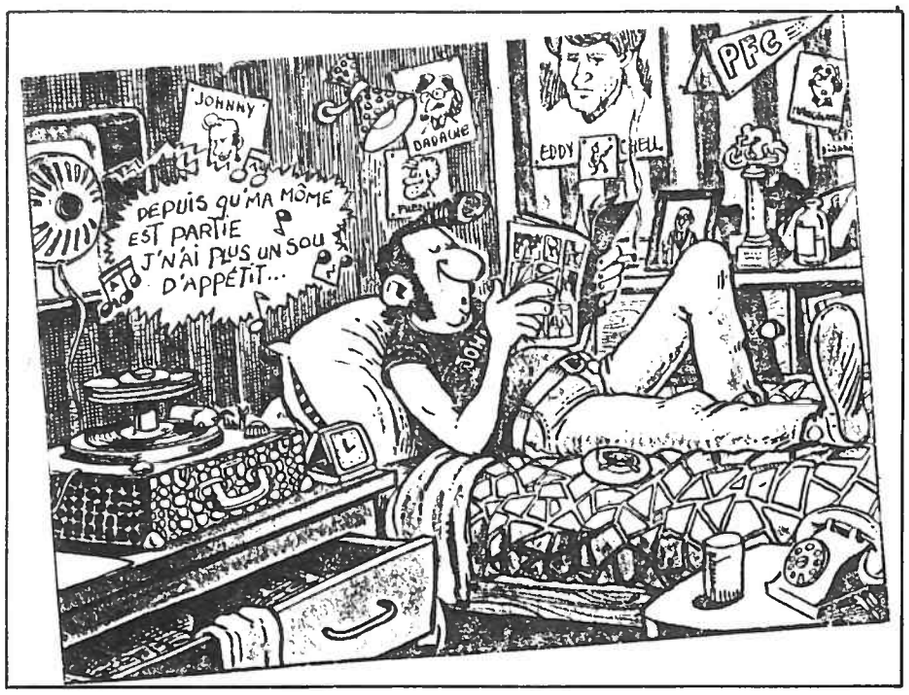
En 82, à Grenoble, un congrès de chômeurs réunit tous les groupes organisés, du Sec (extrême droite) aux amateurs d'actions plus radicales, à l'exception du tout nouveau syndicat des chômeurs créé par Pagat. La préparation, soigneusement ficelée par le PS et les trotskystes, vise à transformer les luttes en pleurnichages et les groupes de chômeurs en ANPE parallèles. Désaccord et échec total.

Maurice Pagat, 56 ans, fut viré d'EDF après trois ans de bons et loyaux services pour "subversion, propagande et activités contre l'Etat" (porteur de valise du FLN). Il fut réintégré dans ses pleins droits et ancienneté par Mauroy et reviré aussitôt avec une confortable pré-retraite de 8000 F *(Minute)* 6000 F *(VSD)*. Protestant et rocardien revendiqué, il est catalogué comme agitateur professionnel.

Une première manifestation aux Champs-Elysées ne rassemble que 150 personnes (81). Une seconde, avec l'appui de Lalonde à l'Opéra n'augmente pas les effectifs. Malgré la publicité faite par la presse et le spectacle symbolique de la grève de la faim, c'est le fiasco.

L'essentiel des adhérents sont âgés, bénéficient de la pré-retraite et disparaissent. C'est le moment que choisit l'illustre Veronesse (ex "Contacts") pour faire sa scission et monter dans un squatt au 116 rue des Pyrénées (20ème), le M.A.S.C. (Mouvement d'action solidarité chômeurs). Sur le thème de "cultivons nos patates nous-mêmes". Groupe disparu avec l'expulsion du squatt.

Pour Pagat, c'est le désert.



Fin 84, ça redémarre. Un gagneur du loto, anonyme, refile "100 briques" à l'abbé Pierre qui les refile aussitôt à Pagat. Emmaüs, solidarité chrétienne, les protestants arrivent à la rescousse. Les moyens financiers et matériels sont là: local (9 rue Fontaine-au-Roy, 11e), table, chaises, bureaux, armoires, ronéo, photocopieuses, bénévolat, restaurant gratis, dons de nourriture et boissons (Tang, Findus, etc), médecin, avocat, conseiller juridique, psychologue, test d'orientation, aide à la recherche d'emploi, rédaction de lettres de candidatures et C.V., le tout gratis dès l'inscription. Cotisation: 75 F/an, le mensuel *Partage* en prime. Des patrons viennent proposer des emplois (600 chômeurs placés en 6 mois). Les médias s'en mêlent. "Droit de réponse" de Polac, infos-télé-radios et journaux, des pages de pub à "10 briques" dans *Le Monde*. Aides d'organisations politiques et syndicales (CFDT, LCR, PSU, "Verts", etc.) Même de l'aide négative des CCI: "Le syndicat des chômeurs est anti-révolutionnaire". Pétitions d'intellos de la droite modérée au CINEL. Don d'un château en Bretagne. On y envoie les plus paumés et les plus chiants pour réfectionner la bâtisse et cultiver "bio". Des groupes se forment un peu partout en France (130).

A la "Maison des chômeurs" c'est le défilé incessant, allant parfois jusqu'à 300 chômeurs par jour. Beaucoup de paumés espérant trouver là une solution immédiate à leurs problèmes individuels, et des crabes qui viennent s'installer en essayant de jouer les chefs. Pour la plupart, c'est la désillusion. Pagat n'est pas Dieu et ne fait pas de miracles. Pagat est un chef et le chef n'aime qu'une personne: lui-même (Freud).

Chez Bergeron, ça boude et l'on invective Pagat. Chez Krazucky, c'est le dédain. Faut dire que les comités de chômeurs CGT ne font plus recette; la promenade bi-annuelle de la banderole devant les Assedic, on n'en veut plus, et les tracts niais, chiants et illisibles sont jetés sans même être lus. Dès le mois de mai, tout est axé sur la manif du 30. Finie la charité. Il ne reste que l'équipe dirigeante et quelques solides militants de base, courageux et pas (ou peu) politisés. 100 000 tracts distribués, 30 000 affiches collées, confection de banderoles, actions spectaculaires des les ANPE et Assedic.

Les revendications: Que Mitterrand tienne ses promesses, partage du travail et des revenus, 35 heures, pas de saisies sur les allocations-chômage et les biens mobiliers, pas d'expulsions, transports gratuits, pas de coupure d'électricité (Pagat revendique d'être prêt à assumer les branchements pirates en cas de coupure), et les 2/3 du Smic pour tous sans limitation de fin de droit. Ajoutons à cela une virulente critique envers les syndicats qui défendent les travailleurs nantis et se moquent des chômeurs qui ne peuvent payer de cotisations. D'où la revendication finale de Pagat d'être "le représentant des chômeurs" à la commission paritaire de l'Unedic, puisque "seul représentant valable".

Pour la manifestation, c'est le bide: 2500 personnes, 35 cars de province, 200 personnes dans le cortège parisien dont le service d'ordre (prêté par le PCI) qui protégeait Pagat et non la manif.

A noter une belle provocation des flics contre le groupe des travailleurs précaires (ex. Autonomie organisée) qui avait organisé un concert mobile sur camion avec les "Béruriers noirs" environnés de 200 punks. Mais les punks avaient flairé le piège et ils ont filé doux pour éviter la baston.

Dans les cortèges de province, beaucoup manifestaient une insatisfaction certaine à l'égard de la direction parisienne.

L'après-manif à la maison des chômeurs, c'est la déception. Pagat refuse de discuter avec la base, et nombreux sont ceux qui prêtent l'intention au "chef" de les avoir roulés, que le syndicat des chômeurs n'est qu'un marche-pied pour politiciens aux prochaines législatives. Maintenant, c'est le ménage; certains partent, d'autres sont virés. Une seule action concrète: l'ouverture d'un squatt (54 faubourg du Temple) la veille de la manif.

Reste que Pagat n'est pas Dieu et il ne peut être partout à la fois; les sections locales de chômeurs peuvent devenir ce que les chômeurs désirent qu'elles deviennent: un lieu, un moyen, un porte-voix.

Tenez, par exemple: comment financer 2/3 du Smic pour tous? Il n'est pas logique, on peut même dire "moral", dans une société qui se prétend civilisée, de laisser des gens dans la misère et de gaspiller des dizaines de milliards dans la publicité, ce vecteur de la bêtise, et qui, en définitive, sont payés par les consommateurs. Si l'on tient compte que la pub est un moyen de sponsoriser les médias les plus "lèche-cul" au détriment de médias plus objectifs, et que les projets de médias nouveaux seront subventionnés par la pub (le "bruit" informations et spectacles comme nouvelle marchandise permettant entre autres de noyer les quelques informations utiles dans un flot de "bruits" inutiles et nuisibles. Attali et la figure de Frazer), voilà un argument pour frapper au point sensible.

Allez; le chômage étant la faille du système, avec un peu d'imagination, les idées et actions intéressantes ne manqueront pas.

Perspectives et alternatives

Devant l'effondrement de la crédibilité social-démocrate et du fordisme dû à la crise, et donc l'impossibilité de faire cohabiter capitalisme et réformes sociales, il émerge aujourd'hui toute une mouvance des déçus du socialisme, tendant à établir des liaisons avec les incrédules du réformisme comme finalité.

Rappelons une fois de plus que le capitalisme n'est plus socialisable aujourd'hui et, qu'à terme, il ne peut se maintenir dans nos démocraties avancées que par des procédés ultra-autoritaires et militaires, à l'image du Chili, de la Turquie, la technologie en plus.

Le PCF, organisation bien structurée et encore puissante, n'apparaît pas moins comme étant une organisation douteuse (assimilation au totalitarisme des pays de l'Est, opération bulldozer anti-maliens (Vitry), immigrés = drogués (Montigny), prises de position sur la Pologne et l'Afghanistan, etc.).

Certains prétendent que la planification de l'économie n'en reste pas moins une solution valable et que les pays de l'Est ne seraient qu'une dérive malsaine de la Révolution. Depuis Bakounine, les analyses sur l'aboutissement inéluctable de systèmes totalitaires des révolutions type marxiste-autoritaire et étatique n'ont pas manqué; et il faut être aveugle et complètement crétin pour croire que les trotskystes, les sectes militaro-intégristes de l'ultra-gauche et autres débris du léninisme, puissent aboutir à une société non autoritaire.

L'alternative, à *terme*, comme société non totalitaire, ne peut être élaborée que par les principes issus de la pensée libertaire et d'analyses marxistes anti-autoritaires ou similaires. Mais dans ce domaine, bon nombre de spécialistes se contentent de diffuser leur catéchisme, de transporter l'histoire dans le futur et d'attendre le jour où les "masses" enfin conscientisées, etc., etc., trouvant là prétexte à ne pas s'engager concrètement dans les luttes au présent. Ajoutez à cela la meute des anarcho-bouffons, crétins badgétisés vecteurs du symbolique, et autres mégalomaniaques embourgeoisés qui ont tout compris, disent beaucoup, et ne font rien. (Le look révolutionnaire comme Plus à la Valeur Imaginaire Ajoutée), et vous pouvez classer l'alternative dans le tiroir de la croyance, du mythe et du "no future".

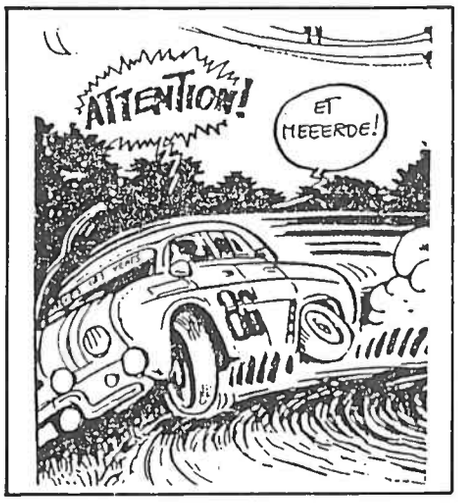
L'alternative, à *court terme*, consiste essentiellement dans les luttes revendicatives (réformistes) efficaces, d'une part pour obligation honnête de solidarité à l'égard des plus défavorisés, mais surtout comme moyen de décrédibiliser le pouvoir, de crédibiliser l'alternative et de faire *(re)naître l'espoir chez bon nombre de nos semblables.*

Lors des rencontres alternatives de la Pentecôte qui rassemblaient quelques centaines de personnes venues de milieux sociologiques et politiques différents (marxistes, écolos, libertaires, syndicalistes, ouvriers, universitaires, petits bourgeois, précaires, humanistes. ex. PS déçus, etc.), il apparaissait comme évident que ces gens très diversifiés, ne partageant pas les mêmes analyses et les mêmes idées, souffraient d'une incapacité considérable à pouvoir communiquer entre eux.

Il y avait là, comme toujours, certains intellectuels qui, peu désireux de descendre de leur piédestal, écrasent les autres de leur pseudo-savoir véridique-scientifique, et se jettent à la figure les uns les autres le contenu de leur dernier pavé publié aux P.U.F. ou ailleurs, ce qui n'intéresse qu'eux-mêmes et présente le fâcheux inconvénient de terroriser et de faire fuir des gens plus ordinaires et pourtant très intéressants.

Il y avait là aussi quelques crabes déchus tentant de placer leur misérable petite personne, guettant s'il n'y aurait pas, par ce biais, matière à conquérir un trône, un fauteuil, ou même un strapontin.

A part cela, il est surprenant de constater que les divergences portent essentiellement sur la forme. La diversité des origines fait que tous ces gens ne parlent pas le même langage. Un brillant orateur, très en vogue, polytechnicien et ex G.P. (Gauche prolétarienne), précisait que "dans une vidéo Thomson c'est, en réalité, du J.V.C. que l'on trouve". Par cette analogie, il moquait les "verts" qui, dans leur brochure contre le chômage, reproduisaient en fait et pour l'essentiel, mais avec un langage différent, ce qui avait été produit avant par d'autres; exemple caractéristique de ce que furent ces trois journées de débats.



L'intéressant, mises à part les différences de personnes et de vocabulaire, c'est de mesurer l'importance de l'évolution en écart et en direction des dits et écrits de chacun entre le passé et le présent, d'estimer l'évolution probable afin de déterminer le point de convergence possible dans le futur et d'imaginer ce qu'il en résulterait. A mon humble avis, cela va prendre l'aspect d'un socialisme romantique, convivial et relationnel, imprégné d'utopisme, tel qu'il pouvait se pratiquer à la S.F.I.O. (à la base) dans la période pré-fordiste, et même encore dans certaines de nos campagnes vers le début des années 50, le tout réactualisé aux nouvelles données économiques, écologiques, techniques, etc.

Curieusement, cela semble correspondre aux désirs de nombre d'individus de gauche ayant rejeté PS, PC et gauchistes, sans être vraiment politisés, et qui, actuellement, sont totalement inaccessibles aux propositions réellement alternatives des libertaires et autres anti-autoritaires; mais sont demandeurs de concret et sous les délais les plus brefs. A suivre... et de très près.

En guise de conclusion et pour rire un peu, constatons que les babas-cools sont recyclés, les gauchistes ringardisés, PS-PC discrédités, et que les "no future" sont des tocards, les "rocky sixteen" des ringards, et les "rétros-cinquante" des connards. Alors, enfilez vos velours côtelés, chemises de flanelle et montre de gousset, casquette de prolétaire. Sortez l'accordéon et apprenez la java. Le "look" nouveau est arrivé, la fête va commencer... et chauffe Marcel!

Claude - Paris le 6/6/85 (à l'aube)

CHOMAGE : La faille

BORDEAUX
Chômeurs cénétistes

Le chômage ne cesse de s'accroître dans un contexte de restructuration qui ne laisse guère d'espace aux mesures sociales, mais qui, au contraire, rogne le bien collectif, exclut les uns et ponctionne sur le travail des autres, pour des investissements toujours plus créateurs de chômage et de gadgets inutiles et dangereux.

Le chômage est une des grosses failles du système. Mais comment lutter efficacement ? Comment répondre concrètement à des besoins quotidiens sans tomber dans le piège et l'impasse de l'assistanat, du misérabilisme et de la mendicité ?

Comment revendiquer en gênant et en griffant le système ? Comment aussi faire pression et ne pas se marginaliser ? Comment, encore, faire naître l'espoir d'une alternative possible ?

C'est à ces questions que tente de répondre l'auteur de cet article.

Que les chômeurs rompent l'isolement, s'organisent, que leurs regroupements soient "des lieux, des moyens, des porte-voix", cela est essentiel et va à contre-courant des valeurs (!) actuellement prônées d'égoïsme et de compétitivité.

La difficulté pour ces groupes est de trouver leur cohérence (tant de chômeurs de tous âges, d'horizons et d'histoires différents !), de ne pas se transformer en ANPE locale, de garder leur autonomie d'action tout en ne se coupant pas des travailleurs-avec-emploi.

Deux types d'organisations de chômeurs très différents sont ici présentés : **Le syndicat des chômeurs,** qui existe à l'échelle hexagonale avec sa centaine de sections locales et sa plate-forme revendicative, et qui se veut interlocuteur du pouvoir, au même titre que les autres syndicats ; **le regroupement CNT (Confédération nationale du travail)** des chômeurs de Bordeaux qui s'est créé récemment et nous parle de ses premiers pas.

Bien d'autres groupes existent, évidemment, anciens ou récents, dont les objectifs ne sont peut-être pas aussi clairement définis mais qui cherchent leur cohérence, peu à peu, dans l'action quotidienne. Il serait intéressant que, dans un prochain numéro, ces groupes disent leur histoire, leurs objectifs, leurs réalisations, et pourquoi pas aussi leurs difficultés.

SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

S'organiser contre la misère et le chômage

Ce n'est pas en restant isolé ou par la démarche individuelle qu'on peut s'en sortir. De nombreux chômeurs vivent d'expédients, souvent dans l'angoisse. Il s'agit donc de nous réunir sur des bases claires :

• Trouver des solutions concrètes et collectives que ce soit au niveau de la bouffe ou du logement.

• Refuser l'assistanat, y compris entre nous ; il n'est pas question de jouer les "abbés Pierre".

• Il ne s'agit pas de faire un syndicat de chômeurs mais de s'organiser solidairement, chômeurs ou non, contre le chômage.

Le tout n'est pas que nous soyons dès à présent nombreux, mais de créer une dynamique collective où chacun participe.

Des idées ont été lancées :

— Logement : s'organiser contre les expulsions, coupures d'électricité, etc. Possibilité d'organiser des squatts.

— Bouffe : voir les possibilités d'organisation d'un réseau bouffe.

— Informations sur les possibilités de formation ou emplois bien qu'on ne se leurre pas sur les possibilités en la matière.

— Possibilité de s'organiser pour trouver du fric : petits boulots, appel à la solidarité, etc.

— Réflexion/propagande : le chômage, c'est d'abord un problème de société ; on ne tient pas à faire croire qu'il suffit d'organiser la "survie".

— Dénoncer et agir contre les boîtes qui exploitent à peu de frais des chômeurs (ex. : ventes de croissants à domicile).

Ce ne sont là que quelques idées tirées de notre réunion. L'essentiel c'est qu'on n'en reste pas là et que nous sommes résolus à agir concrètement et collectivement.

A Bordeaux, l'initiative de la création d'un comité de chômeurs est venue d'un groupe de jeunes de la CNT. Il s'inscrit clairement dans une démarche syndicaliste aux côtés des travailleurs et ne veut pas tomber dans le piège d'une défense « corporatiste » des intérêts matériels de ses membres. Il a participé à la campagne de la CNT contre les TUC. S'intéressant aux démarches des autres comités de chômeurs, il est entré en relation avec quelques-uns, et c'est surtout les pratiques des comités de Challans et de La Roche sur Yon qui les a intéressés. Ces pratiques sont relatées dans le Combat Syndicaliste n° 48.

Cependant le groupe à l'initiative de ce comité bordelais était encore bien trop réduit pour organiser des actions concrètes. La première nécessité était donc de faire des apparitions publiques pour tenter de rassembler un grand nombre de chômeurs. Pour cela ils ont organisé une soirée « Rock des chômeurs... et de ceux qui vont l'être » (cf. encart). Cette soirée gratuite a rassemblé du monde mais malheureusement il n'y a qu'un petit nombre des participants qui a décidé de s'engager plus en avant et a participé aux réunions qui ont suivi. Néanmoins le groupe s'est élargi un peu et a élaboré un texte de base résumant les principes et les buts pour lesquels ils comptent agir (cf. encart). Il est souhaitable que ce groupe s'élargisse encore pour passer à des actions concrètes.

Pour tout contact : Bourse du travail CNT, 34 rue de Lalande 31000 Bordeaux.

Appel au rock des chômeurs

LA GALÈRE, RAS L'BOL !

• 3 000 000 de chômeurs en France, 150 000 en Aquitaine
• 47 % de chômeurs non-indemnisés en Aquitaine, bien d'autres vivant d'allocations de misère
• Plus de 50 % des chômeurs ont moins de 25 ans
• 45 % des jeunes arrivant sur le marché du travail ne trouvent pas d'emploi.

ASSEZ !

Nous refusons de croire que le chômage est une fatalité
Nous refusons de le subir avec passivité
Nous refusons de nous contenter des allocations misérables des ASSEDIC
Nous refusons les travaux-bidons du gouvernement (TUC, Jeunes volontaires...)
Nous refusons la loi des patrons et autres négriers (Agence intérimaire...)
Nous refusons de nous retrouver sans qualification ni perspective

MORT A LA GALÈRE !
Battons-nous ! Organisons-nous !

XXIe CONGRÈS DE LA C.N.T. française

La Confédération Nationale du Travail a tenu son XXIe congrès national à Bordeaux les 25, 26 et 27 juin. Une vingtaine de syndicats étaient présents, les autres s'étant excusés. En outre le congrès accueillait plusieurs délégations étrangères: secrétariat de l'AIT, CNT (Espagne), USI (Italie) DAM (Grande-Bretagne). Cette dernière délégation était accompagnée d'un membre du mouvement national des mineurs de base (NRFMM) tendance radicale du NUM. La présence de ces observateurs étrangers nous a permis d'obtenir des informations intéressantes sur le développement des sections de l'AIT représentées mais aussi sur les progrès dans la zone nord de l'Europe et en Extrême-Orient.

Il est difficile de retranscrire dans un bref article tous les points qui ont été abordés au cours de plus de 30 heures de débats. Je vais donc me limiter à trois points principaux: l'état du développement des syndicats de la CNT et la stratégie dans les entreprises, l'analyse de la crise et les campagnes nationales, la situation et l'avenir de notre presse.

Tout d'abord nous avons eu le plaisir de constater que par rapport aux congrès précédents, il y a eu un renforcement des syndicats ayant une implantation réelle dans leur branche. Je veux dire par là que contrairement à l'image que s'en font encore certains libertaires, la CNT n'est plus un regroupement de militants anarcho-syndicalistes isolés dans leur secteur qui par un effort volontariste tenteraient de se faire passer pour un syndicat alors qu'ils n'en ont pas les moyens. Au contraire on a assisté depuis quelques années à la création et la consolidation de syndicats s'appuyant sur des sections d'entreprises bien réelles. C'est le cas dans le bâtiment à Marseille, les transports à Arles, la santé à Bordeaux, etc... Actuellement c'est surtout dans les PTT que se produit un essor intéressant: après la création du syndicat PTT de la région parisienne — qui compte 5 sections actuellement —, se sont créés le syndicat des PTT de Laval et celui de Lyon (créé par une partie des militants du SAT après l'auto-dissolution de celui-ci). La diversité des pratiques suivant les secteurs et la capacité militante au départ ont permis des échanges fructueux pour définir nos stratégies de façon très concrète. Savoir sentir s'il faut immédiatement créer une section d'entreprise ou s'il est plus prudent de laisser un groupe d'entreprise plus informel préparer le terrain, c'est un des aspects essentiels pour réussir son implantation. Il est nécessaire aussi que les échanges avec les travailleurs intéressés par la CNT soient approfondis pour que ceux-ci soient parfaitement clairs sur le type de syndicalisme dans lequel ils s'engagent. Nous avons bien entendu aussi connu quelques échecs ces dernières années. Il s'agissait tantôt d'individus qui avaient pris la CNT pour un groupe libertaire, tantôt de travailleurs qui nous avaient pris pour un syndicat-assurance comme les autres. L'analyse de l'ensemble de ces échecs et de ces réussites nous permet aujourd'hui de progresser d'un pas plus sûr.

Nous avons tous ressenti la nécessité de produire des analyses plus approfondies sur la réalité économique actuelle. En effet depuis quelques années nous avons souvent répondu au coup par coup à la conjoncture et souvent par des slogans qui s'ils avaient le mérite d'être clairs n'étaient pas soutenus par une analyse globale. Si nous étions tous d'accord pour mener une campagne pour le refus des TUC, nous reconnaissons que nous aurions dû produire une analyse et des propositions plus générales sur le chômage, la flexibilité. Un texte produit par le syndicat intercorporatif de Choisy portant sur une analyse de la crise économique au niveau international nous a permis d'ouvrir un débat sur ce thème pendant le congrès. Ce débat doit se poursuivre dans notre bulletin intérieur mais aussi dans *Le Combat Syndicaliste* et aboutir à la rédaction d'une brochure. Ce n'est d'ailleurs pas le seul thème sur lequel nous avons décidé d'avoir des échanges plus fréquents et plus approfondis.

Au cours de ce congrès nous avons aussi décidé de certaines modifications dans le fonctionnement de notre organe de presse: *Le Combat Syndicaliste*. Celui-ci est entièrement réalisé par nos compagnons de Toulouse après leur journée de travail. Cela constituait pour eux une charge très lourde qui causait parfois des difficultés au niveau de la régularité de la parution. Cela rendait plus difficile le développement de leurs syndicats locaux. Aussi pour alléger cette charge et essayer d'améliorer la qualité du résultat, nous avons décidé que *Le Combat Syndicaliste* serait mensuel à partir de la rentrée de septembre. Il comprendra 16 pages au lieu de 12 et sera complété pour les abonnés par deux dossiers annuels. Nous espérons que tous nos lecteurs, cénétistes ou non, seront satisfaits de cette nouvelle formule.

Enfin, pour conclure je voudrais insister sur le fait que tous les délégués sont repartis convaincus de l'importance de développer les échanges de vues de façon plus suivie et faisant confiance au nouveau bureau confédéral pour favoriser les débats internes.

A. Bordeaux

I.W.W. et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis

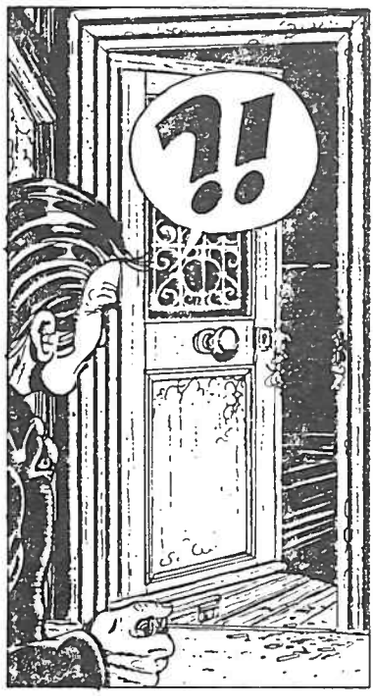
Larry Portis

Spartacus, avril-mai-juin 1985, 156 pages, photos, documents, index. 70 F.

Ce premier livre publié en français sur l'histoire du syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis dissipe l'idée que la classe ouvrière américaine n'aurait jamais été révolutionnaire. Il jette une lumière crue sur les conditions de vie de la classe ouvrière américaine. Une exploitation économique acharnée, une violence patronale et gouvernementale quotidienne, un marché du travail segmenté, divisant la classe ouvrière entre ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés, division qui prenait appui sur les différences inscrites dans les vagues de population migrantes successives, telles furent les conditions socio-historiques qui virent l'apparition des Industrial Workers of the World.

Dans ce livre, l'auteur montre comment l'histoire des IWW — qui fut l'organisation la plus dynamique entre 1905 et 1924 — s'insère au sein des grands courants qui marquèrent le premier quart de ce siècle: la révolution mexicaine en passant par la révolution russe de 1917, les IWW, fidèle en cela à leur internationalisme, tinrent à marquer leur solidarité active avec tout ce qui entendait subvertir ce monde et son organisation. L'auteur montre également dans quelles conditions concrètes les ouvriers formèrent cette centrale syndicale révolutionnaire unitaire (un de leur slogan était: «One Big Union»), les luttes acharnées contre une répression féroce, l'attitude des militants devant la théorie marxiste et anarchiste et, enfin comment l'existence des IWW a dévoilé la caractère meurtrier du système capitaliste américain.

C'est un livre qui remet en question la démocratie américaine et qui cherche à ranimer l'espoir que les mutations importantes qui ont ébranlé le monde du travail depuis la Seconde Guerre mondiale peuvent conduire les ouvriers américains à des formes d'action plus directes faisant écho en cela à l'expérience historique des IWW. En ces temps de crise sociale où la classe ouvrière subit des attaques brutales (Reagan contre les aiguilleurs du ciel en 1981; Thatcher contre les mineurs en 1984-85), l'expérience des IWW apporte des éléments de réflexion sur tout ce qui touche les rapports sociaux, la culture de classes et la vie politique dans les pays capitalistes.



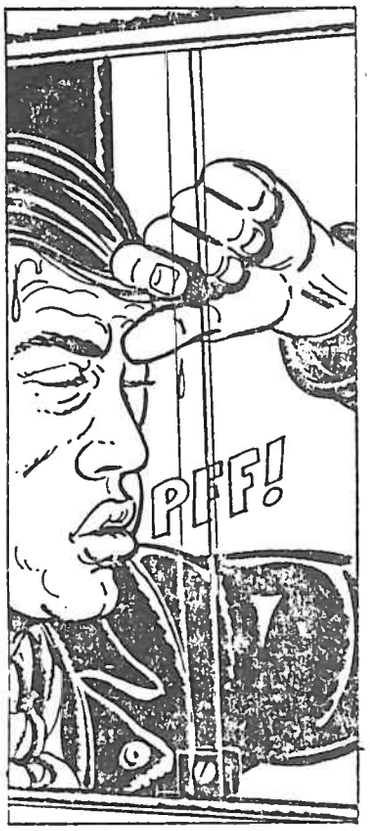
NAISSANCE D'UNE TROISIÈME GAUCHE ?

Depuis quelques mois, des individus, groupes, petites organisations ont multiplié les contacts, les rencontres informelles, dans la perspective des élections de 1986. Des *Verts* à la *Gauche alternative,* des restes du PSU à la LCR en passant par des autonomes, le PCML et des intellectuels (Guattari, Labica, Chesneaux, Lipietz, Coriat, etc.) se situant dans cette "mouvance", tout un petit monde s'agite autour d'un projet politique commun : la constitution d'une force institutionnelle à l'image des *Grünen* allemands.

Des rencontres ont eu lieu à Paris à la Pentecôte, où plus de 500 personnes se sont retrouvées. Placées sous le signe des "pratiques alternatives", ces rencontres n'auraient pu avoir lieu sans la perspective de 86, le dernier jour étant d'ailleurs surtout consacré à cela.

Il nous apparaît utile de comprendre le contexte dans lequel est née et peut se développer cette volonté de recomposition politique, ce qui la motive, non pas tellement au niveau "central", c'est-à-dire de ceux qui en prirent l'initiative, mais dans l'écho qu'elle peut rencontrer chez un nombre significatif de personnes en recherche, ayant perdu ces dernières années points de repères et illusions (la définition de ce qu'est "la gauche" par exemple), et dans une situation d'isolement politique croissant.

Et comme ces questions nous interpellent, comme on dit, nous publions deux contributions réalisées quelques jours après ces rencontres, qui toutes deux, tentent de mieux cerner cette réalité.



LES IMPRESSIONS DE MICHEL DE LONGWY

Un camarade de Longwy, présent aux Rencontres de Paris à la Pentecôte, en discute avec un autre Longovicien...

Hagar Dunor : Tu as participé à la "rencontre sur les pratiques alternatives" le week-end de la Pentecôte à Paris. Quelle a été ta première impression, "à chaud", comme on dit ?

Michel : D'abord, il y avait pas mal de monde, et à mon avis, ça montre qu'un tel rassemblement — quelles qu'en soient les limites — correspond à un besoin que ressentent les gens, quelque chose qui parcourt un mouvement social. Il y a un besoin de dépasser le cloisonnement où on se trouve actuellement, de confronter les expériences de luttes et de vie alternative. Il faudra bien qu'on arrive à créer des liens entre les gens qui rejettent à la fois la société capitaliste et la gauche traditionnelle, au lieu que chacun continue à faire dans son coin des choses intéressantes mais partielles : luttes dans les usines, mouvement pacifiste, luttes anti-nucléaires, coopératives de production, squatts, etc. De ce point de vue là, il y avait un aspect positif à ce rassemblement.

Maintenant, il y a eu un certain nombre de forums qui étaient organisés, sur le Tiers-monde, sur la démocratie locale, etc. Moi, j'ai participé à celui sur l'emploi et la modernisation. Ce qui m'est apparu, c'est que dans ce débat, chacun essayait surtout d'affirmer ses positions, surtout les groupes politiques, que ce soient les Verts ou la Fédération de la gauche alternative. Tout y est passé... Entre ceux qui disaient : il faut tenir compte de la crise, il faut être réaliste, et ceux qui contestaient cette position. Il y a eu aussi tout le débat sur les chômeurs. Je suis d'accord qu'il faut mettre en avant les problèmes des chômeurs et des travailleurs précaires. Mais j'ai eu l'impression que certains mettaient un peu trop en opposition les travailleurs précaires, les chômeurs, et ceux qui bénéficient d'une garantie de l'emploi ou au moins d'une couverture sociale, comme dans la sidérurgie.

C'est vrai qu'il faut poser ces problèmes de différence de statuts, mais ce n'est pas en prenant le peu qu'ont les uns qu'on fera avancer les autres, la question est d'arriver à avoir une solidarité de lutte et des revendications communes.

Il y avait des débats animés, mais le problème c'est que dans tous les débats, tu sentais une volonté politique de faire passer ses conceptions, d'arriver à une position de force. Le danger, c'est qu'on recommence les mêmes pratiques qu'on a connues dans le mouvement politique et syndical traditionnel. Je ne dis pas qu'on en est déjà là, mais il y a quand même ce risque qui est très présent. L'esprit de chapelle, l'esprit partisan, ça existe, notamment dans les groupes d'extrême gauche. Il faut faire attention à ça. On a du mal à l'éviter.

H.D. : Est-ce que tu as eu l'impression que, malgré tout, ces débats restaient en prise sur des expériences alternatives concrètes, ou bien est-ce que c'était complètement oblitéré, recouvert par les affrontements d'idées entre fractions politiques ?

M.: Il y en a qui ont posé les problèmes en étant très concrets, en racontant ce qu'ils font dans leur région, les obstacles qu'ils rencontrent. Mais à d'autres moments, il y a eu des discussions à mon avis beaucoup trop théoriques, idéologiques, avec aussi un jargon de spécialistes politiques, dans lesquelles tu avais du mal à te retrouver.

Personnellement, j'ai plus accroché avec les interventions qui faisaient part de choses concrètes sur le terrain. Moi, j'ai un peu expliqué la situation à Longwy, les problèmes de la sidérurgie et les tentatives alternatives: la scop des Faïenceries, et les projets qu'il y a actuellement autour de l'APEP, les fresques murales où des jeunes qui n'ont pas de boulot peuvent avoir un emploi qui les intéresse vraiment, les jeunes chômeurs qui ont décidé de créer ensemble une fabrique de poupées. J'ai insisté sur le côté positif de ces expériences, tout ce qui montre qu'on peut faire un certain nombre de choses, que les gens peuvent se prendre en charge eux-mêmes, sans attendre quelque chose d'en haut. Mais j'ai essayé aussi de montrer les limites de ces emplois alternatifs, et qu'en aucun cas ça ne peut apporter une réponse macro-sociale aux problèmes d'une région comme Longwy (ou ailleurs). Je vois plus ça comme un moyen de mobiliser les gens, de créer une dynamique dans le sens de se prendre en charge nous-mêmes.

D'autres intervenants ont développé des exemples comme ça. Je me sentais beaucoup plus accroché par ce genre de débat, en prise avec une réalité sociale. Mais j'ai ressenti aussi beaucoup d'interventions comme "intellectuelles", et certains discours ne me semblaient pas très crédibles.

H.D.: Qui est-ce qui participait à ces journées? Avais-tu l'impression qu'il y avait des gens des quartiers, des usines, ou bien est-ce que c'était surtout des militants de groupes politiques?

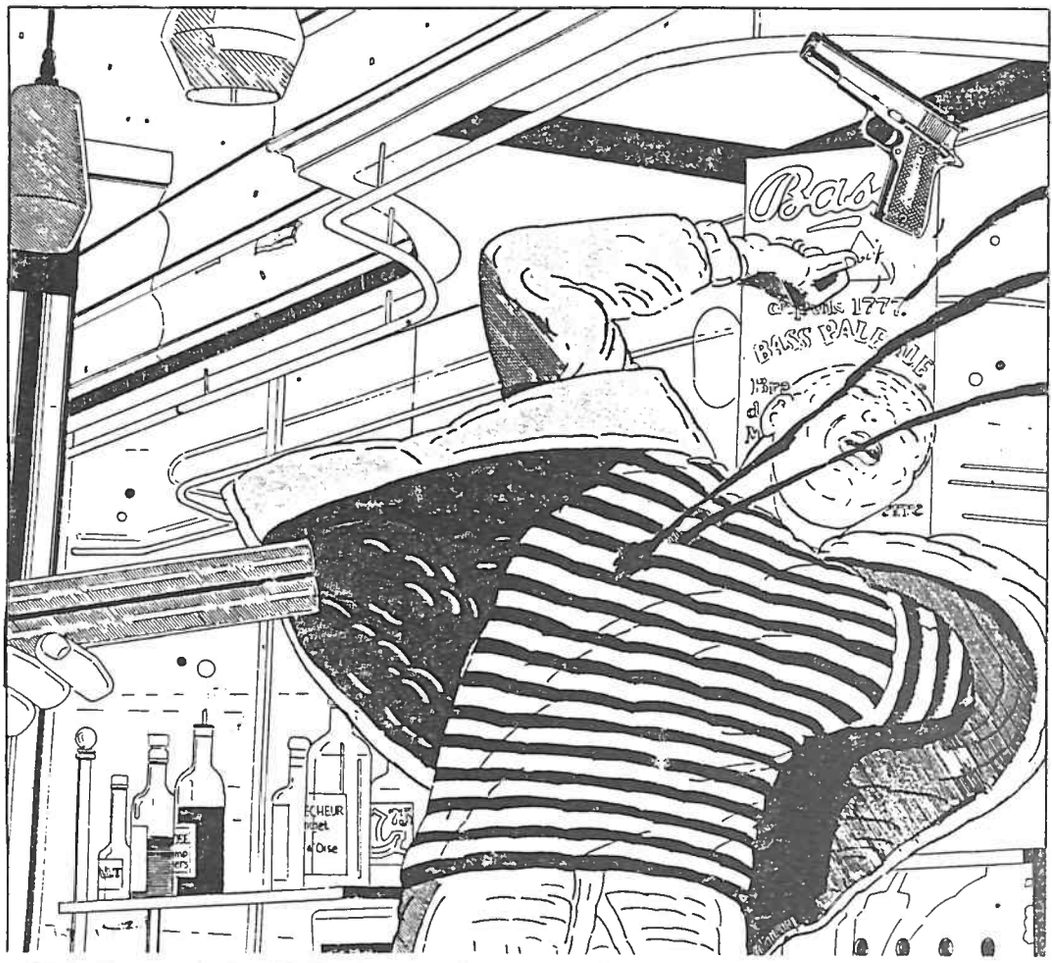
M.: Je crois que c'était surtout des militants de groupes politiques. D'ailleurs, il y avait très peu de militants ouvriers, à mon avis. C'est une des faiblesses du mouvement alternatif. C'est le même problème en RFA, il y a très peu d'implantation ouvrière. D'un autre côté, je crois que la classe ouvrière, les militants ouvriers devraient s'intéresser plus à ce genre de choses, je veux dire s'habituer, ou se réhabituer, à dire: on va se prendre par la main, on va essayer de faire autre chose, de vivre autrement, de voir les problèmes autrement.

H.D.: Est-ce que tu as senti quand même une dynamique dans le déroulement de cette journée, une dynamique en prise avec un mouvement social, même minoritaire?

M.: Je pense que oui. Un gars comme Daniel Richter de la CFDT-Renault, je pense qu'il est en lien avec la réalité de son entreprise. Ou bien des associations comme le collectif de Strasbourg pour l'écologie qui ont mené toute une activité.

En même temps, c'est vrai que ceux qui ont du poids dans ce rassemblement, ce sont surtout les groupes politiques. Les associations, les réseaux militants qui ont des pratiques alternatives mais pas d'appartenance à un groupe politique n'ont pas beaucoup de poids.

H.D.: A ton avis, l'enjeu principal de ces journées, c'était quoi?



M.: Indépendamment de la nécessité des échanges entre des pratiques alternatives diverses, ce qui était évidemment en jeu, c'était la création d'une "convergence" Verts/Alternatifs/Progressistes, pour 86. Je crois que c'était l'idée centrale de ces 3 journées: voir quelles possibilités de convergence il y a entre tous ces groupes qui sont, il ne faut pas se leurrer, très différents, et entre lesquels il y a une lutte d'influence.

H.D.: Compte tenu de l'état actuel du mouvement (aussi bien du mouvement social et de sa faiblesse générale en France que du mouvement politique et des divergences qui le traversent), est-ce que tu penses que cette tentative de mettre en place une alternative politique pour 86 peut être autre chose qu'un cartel électoral?

M.: Il y a toujours le risque que ça soit un cartel. Tout dépend de la suite. Je crois qu'on ne peut pas juger aujourd'hui. Il faut voir par la suite, comment il y a un accord, sur quelles bases, et s'il est porté par un mouvement social. Je crois que ce qui est à éviter, c'est de prendre 86 comme un but en soi, alors que ça ne peut être qu'un moyen pour faire avancer des idées nouvelles, tout ce qui bouscule un peu notre façon de voir les choses... Ces idées, j'ai parfois du mal à m'y habituer, parce que c'est tout nouveau pour moi, d'autres l'ont peut-être découvert avant, mais pour moi, c'est tout nouveau... C'est pour ça que je n'ai pas de certitudes, est-ce que c'est ça ou ça qui est le mieux, je n'en sais rien en définitive!

Ce qui me semble positif quand même, c'est de ne pas attendre, de ne pas être seulement défensif, de ne pas rester avec ses belles idées radicales dans une tour d'ivoire et, en définitive, ne rien faire de concret. Il faut essayer de mettre en place un moyen de passer à l'offensive. Avec les risques et les limites que j'ai dits tout à l'heure. Un moyen qui, de toutes façons, ne suffit pas tout seul.

H.D.: Est-ce que tu ne penses pas qu'un moyen électoraliste risque (en tous cas dans les conditions actuelles) de prendre toute la place, de devenir la part essentielle de la démarche, et donc d'oblitérer complètement les possibilités de développement d'un mouvement social autour? J'ai l'impression que ce n'est pas une tentative électoraliste qui crée un mouvement social et, qu'au contraire, elle risque de dénaturer les quelques expériences qui existent: finalement, ce qui compte, c'est d'obtenir des voix, de faire un score, c'est la stratégie électorale qui devient prépondérante sur tout le reste.

M.: Oui, ça a été une des questions, par exemple, du mouvement des Verts en Allemagne, avec aussi toutes les divergences entre ceux qui disent: il faut faire avec la social-démocratie, et ceux qui sont sur des positions plus radicales. C'est un danger qui existe.

Mais je pense qu'il y a une réalité en France, qu'on le veuille ou non, c'est que les gens sont attachés au bulletin de vote. A chaque élection importante; il y a eu, au moins jusqu'à présent, entre 75 et 80% des gens qui participaient. C'est une réalité. Alors, est-ce qu'il faut la délaisser en disant: on n'en a rien à foutre, les vrais problèmes ne sont pas là, ou est-ce qu'il faut être présent pour — plus que le score —, profiter de la campagne pour faire connaître ses idées, ce qui se fait dans les quartiers, dans les usines? Personnellement, je suis pour, mais je crois que le débat reste à développer. Et d'autant plus sur les conditions d'une telle tentative: que vaut actuellement l'essai de regroupement Alternatifs/Verts/Progressistes? Pour l'instant, je n'ai que des impressions parfois contradictoires.

GRANDE EST LA CONFUSION SOUS L'ARC-EN-CIEL

L'article qui suit ne prétend pas faire le tour du problème. Il s'agit plus d'un survol partiel d'une réalité politique encore confuse, contradictoire par certains aspects, à travers un certain nombre de remarques sur des points qui posent problème. Une étude plus approfondie reste à faire: ainsi, des questions comme l'économie sociale, la société duale, l'usage du temps libre gagné sur le travail ou le contenu de la production/consommation, l'autogestion, pourtant au cœur de la problématique "alternative" ne sont pas évoquées.

LA CRISE TOUJOURS...

Les luttes ouvrières, depuis la fin des années 70, se caractérisent massivement par un reflux général autour de la défense, boîte par boîte, secteurs par secteurs, du poste de travail. Ces luttes n'ont pas toujours revêtu les mêmes formes et ont abouti à des résultats variables. Conflits durs et violents comme à Longwy, à la Chiers de Vireux, à Talbot-Poissy et dans une moindre mesure dans les chantiers navals où les gens ont perdu l'emploi mais parfois gagné des contreparties non négligeables: formations plus ou moins bidons, des couvertures sociales représentant du temps libre payé pendant plusieurs années, etc.

Des dizaines d'autres situations n'ont pas fait la une de la grande presse mais ont pu mobiliser les gens concernés (les salariés de l'entreprise en question et les habitants, surtout dans les petites localités où existe un sentiment d'appartenance à un espace territorial délimité). Ces luttes ont pratiquement toutes échoué du fait d'un rapport de force trop faible, ne parvenant ainsi pas, sinon à gagner sur les licenciements et à "faire reculer le patron", du moins à contraindre les pouvoirs publics à "acheter" chèrement la paix sociale, ne serait-ce qu'en terme de création d'emplois.

Plus encore que les licenciements, la "modernisation" de l'appareil productif est une gigantesque remise en ordre dans l'usine et une modification en profondeur des rapports sociaux: mobilité interne, géographique, développement du travail précaire et du chômage partiel technique, nouvelles formes de consensus dans l'organisation du travail (cercles de qualités - modèle japonais - succédant aux groupes semi-autonomes - réponse à la crise du taylorisme initiée chez Volvo en Suède) et si cela ne suffit pas à réduire la conflictualité, le licenciement de militants syndicaux un peu trop remuants.

UN MOUVEMENT OUVRIER INTROUVABLE

Les restructurations industrielles mettent en crise les formes de représentation traditionnelles des travailleurs, les obligeant à s'adapter à un rapport salarial en pleine redéfinition, à accepter les nouvelles règles du jeu. Dans ce contexte, il est logique que tout un courant de militants syndicaux, héritier des luttes ouvrières des années 70, sorte de sa réserve sous peine de disparaître, et tente à travers rencontres et revues ("Alternative syndicale", "Résister") de trouver des modalités théoriques et pratiques, des thèmes généraux sur lesquels s'appuyer afin de rendre à nouveau possible leur mission première (la défense des intérêts matériels immédiats des travailleurs) et un peu plus crédible leur stratégie (peser sur les orientations des directions syndicales).

Confrontés à une impasse, ces militants se posent la question du débouché politique, du relais démultiplicateur indispensable face au retour en force de l'idéologie libérale. Mais dans quelle mesure justement, un regroupement "arc-en-ciel" pourrait-il fonctionner comme amplificateur des thématiques nouvelles (développement d'un tiers secteur subventionné par l'Etat) et plus anciennes (les 35 heures) dont cette "gauche radicale" est porteuse. Certes, "travailler moins pour travailler tous" rencontre une adhésion massive et à la limite personne ne peut être en désaccord. Il s'agit là d'un discours de consensus utile car contribuant à enrayer l'intériorisation de la logique de crise. Une autre question est de savoir s'il est opératoire sur le terrain et s'il permet de reprendre l'initiative de la lutte. Car le risque qui apparaît le plus immédiat est celui de se retrouver dans un cadre de débat politique classique, imposé par les forces institutionnelles et dans lequel il faudra fournir à l'"opinion" via les médias des argumentations raisonnables et chiffrées, afin de légitimer la validité de tels contre-projets(1). Il n'est pas non plus certain que la réduction du temps de travail, même sans compensation intégrale de salaire, entraîne symétriquement une embauche massive de personnel et dans ce cas, comment contraindre le patronat à créer des emplois et avec quels statuts? Dans une situation où le chômage permet des gains de productivité importants par une utilisation ponctuelle d'une force de travail d'appoint, la perspective du plein emploi apparaît comme peu réaliste.

Les regroupements de chômeurs auxquels on assiste actuellement sont le signe que quelque chose est en train de changer bien qu'il faille faire très attention à ce que l'on définit par chômage (la durée moyenne de chômage, en légère et constante progression, n'en reste pas moins faible — 3 mois —, ce qui signifie qu'un chômeur est avant tout une main-d'œuvre mobile non garantie). Indépendamment de ce qu'on peut en penser, le fait, que le *syndicat des chômeurs* qui, à ses débuts, ne parlait que de "partage" du travail voire du salaire, ait récemment ajouté la revendication d'un revenu social garanti, est sans doute la preuve de la popularité d'une telle exigence.

Il ne s'agit pas d'opposer telle revendication à telle autre, surtout de manière générale, mais de rechercher dans les situations concrètes ce qui permet aux gens de s'agréger, d'appréhender ce qui les entoure et de formuler collectivement besoins, désirs, moyens de pression et de lutte, etc. Un processus de recomposition politique qui ne partirait pas de ces niveaux-là, qui ne prendrait pas en compte les réalités de désocialisation, de pertes de référents délimitant subjectivement les contours de communautés et groupes sociaux, prendrait le risque d'alimenter de faux espoirs chez certains et d'entretenir chez d'autres les attitudes *consumeristes* d'un spectacle politique ne les concernant finalement pas ou peu.

MODELL DEUTSCHLAND: ACHTUNG!

Il y a en France tout un leurre sur le "mouvement associatif". Cette référence appartient surtout à la R.F.A. et on a nettement l'impression que certains veulent copier les "Verts" allemands... mais à l'envers.

L'émergence des Grünen et des listes alternatives en Allemagne a été d'une certaine manière *l'expression* d'un "mouvement" traversé de contradictions mais qui s'est élargi tout au long des années 70 et 80, autour de nouvelles formes de sociabilité (restaus, café), d'entreprises autogérées mais aussi de contestations sociales diffuses et permanentes, de luttes anti-nucléaires, de squatts, sans commune mesure avec la situation française. Pour la R.F.A., on peut véritablement parler d'aire sociale, culturelle, qui ne doit pas grand chose à l'activisme militant de tel ou tel groupe politique. Ceux qui, en France, ont participé au mouvement anti-nucléaire ou qui ont tenté des luttes de squatts se sont vite heurtés au faible écho que leurs pratiques rencontraient dans les centres urbains. Par ailleurs, les entreprises "alternatives" et dont les membres les désignent comme telles, sont tout à fait insignifiantes en France. Les SCOP et autres structures du même type sont certes bien plus nombreuses mais peut-on leur coller arbitrairement une étiquette?

Il est également à noter que la "mouvance" alternative allemande est née et s'est construite sous — et parfois contre — un gouvernement social-démocrate alors qu'en France c'est la social-démocratie qui s'est retrouvée être l'expression politique de la plupart des expériences antagoniques et alternatives de l'après-68.

Vouloir compenser cette absence de mouvement par une initiative "centrale" et volontariste, comporte le risque d'enfermer les mouvements sociaux dans une fonction témoignage et de reconduire ainsi les pratiques politiques de substitution et d'instrumentalisation. Et ceci d'autant plus facilement que ces mouvements sociaux sont faibles et donc peu en mesure d'imposer leur présence et leurs exigences.

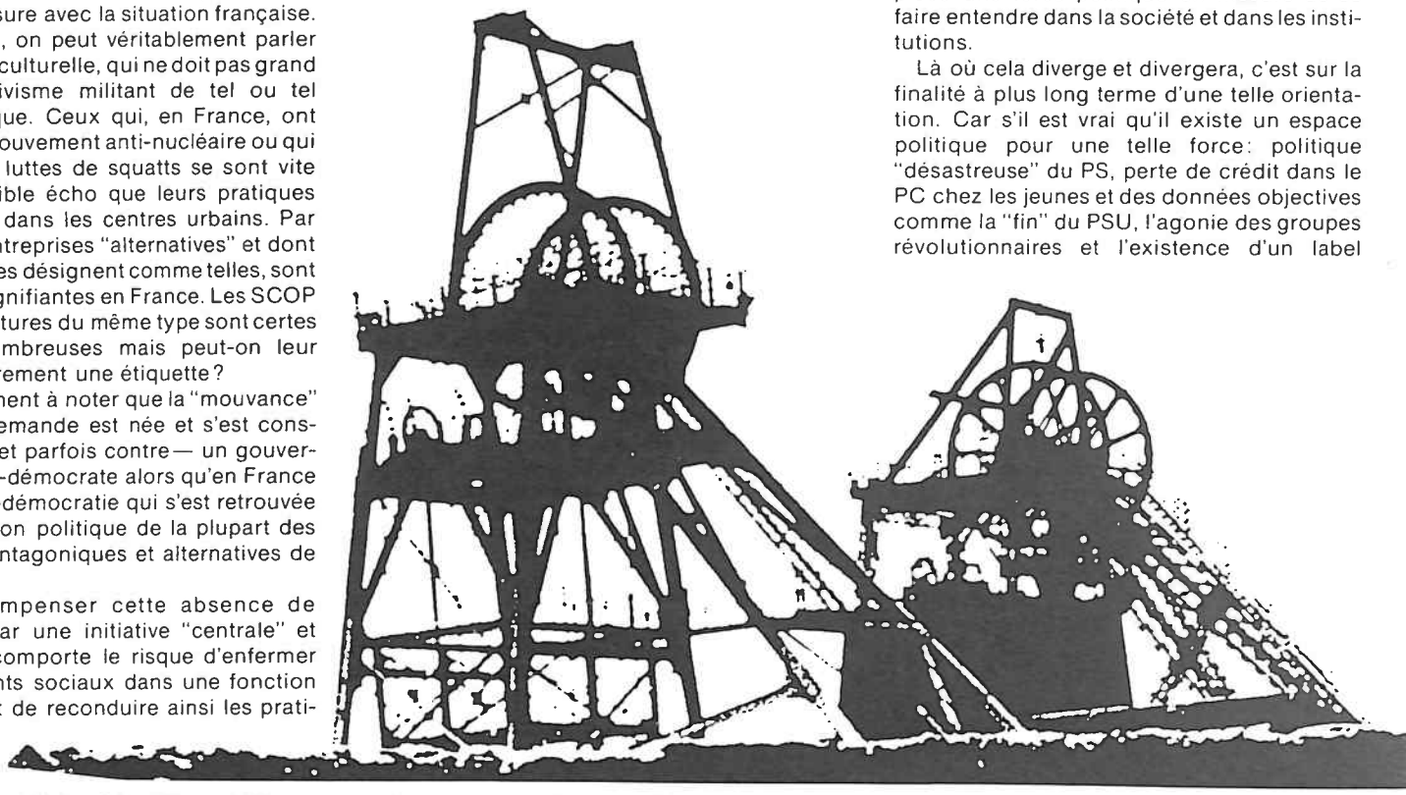
Une exception (et encore): les beurs.

DU BEUR DANS LES ÉPINARDS?

Tout le monde s'accorde pour reconnaître que les jeunes issus de l'immigration constituent le seul mouvement social important apparu depuis 1981. Longtemps ignorés — qui se souvient, par exemple, d'expérience comme "Rock against Police"? — ils sont maintenant l'objet d'une attention toute particulière de l'ensemble des groupes politiques. La référence au mouvement beur lors des rencontres de la Pentecôte était à cet égard révélatrice d'un état d'esprit très politicard; dans bien des interventions, on ne savait pas très bien si les beurs devaient avoir besoin des alternatifs (en tout cas, ils n'étaient pas présents pour le dire ou le contredire...) ou si les alternatifs recherchaient une légitimité sociale à travers eux. Pratiquement aucun beur, mais beaucoup de travailleurs sociaux, c'est comme si des enseignants parlaient au nom des enfants!

La manière dont se fera, si elle se fait, la "rencontre" beurs/verts, sera déterminante pour les uns et les autres. Dans l'hypothèse où les beurs accepteraient de travailler avec cette mouvance politique sur une échéance institutionnelle, on ne voit pas comment ils pourraient ne pas l'utiliser complètement, c'est-à-dire en en prenant le contrôle, retournant finalement à leur profit toute la légitimité qu'ils représentent et dont ils permettent à d'autres de se prévaloir.

Pour l'instant, on est loin du compte; les seuls contacts semblent se limiter à des militants français "branchés" sur les beurs et il n'est pas du tout certain que les principaux intéressés s'impliquent dans le processus.



RECOMPOSITION POLITIQUE?

La constitution d'une liste "arc-en-ciel", associant écolos, syndicalistes, militants de mouvements sociaux, extrême gauche, ne semble guère envisageable au vu des refus répétés exprimés par les Verts de se fondre dans un tel conglomérat et ce, malgré les "pressions" de *Grünen*. La proposition émise par certains d'entrer en masse dans ce groupe pour le transformer et lui donner une épaisseur organisationnelle risque de ne rencontrer qu'un écho limité tant sont grandes les méfiances et les "divergences" (références à la gauche, au socialisme, à la lutte de classes). On s'oriente donc plutôt vers la constitution de listes Vertes, sur lesquelles pourront figurer quelques représentants d'autres courants, à titre plus ou moins individuel. Parallèlement, il est prévu d'organiser des rencontres du même type, à l'échelon régional ou départemental, sans doute à l'automne. Autre conséquence de cet échec: la L.C.R. qui, en s'alliant aux Verts et aux Alternatifs, aurait permis de fournir du personnel militant, va certainement s'allier avec Lutte ouvrière.

MAIS OU VEULENT-ILS ALLER?

Outre l'aspect militant, basiste de la chose, un regroupement Verts/Alternatifs/extrême gauche se veut également constitution d'une force électorale avec un objectif minimum de 5 ou 6% des voix afin d'avoir quelques élus (entre 1 et 3) dans la nouvelle assemblée. Il s'agit d'un projet ambitieux: créer de toute pièce une force politique en mesure de se faire entendre dans la société et dans les institutions.

Là où cela diverge et divergera, c'est sur la finalité à plus long terme d'une telle orientation. Car s'il est vrai qu'il existe un espace politique pour une telle force: politique "désastreuse" du PS, perte de crédit dans le PC chez les jeunes et des données objectives comme la "fin" du PSU, l'agonie des groupes révolutionnaires et l'existence d'un label "vert" pas trop discrédité, etc., l'après-86, lui, n'est pas évoqué. Le flou politique ainsi entretenu frise l'escroquerie.

Schématiquement, si le PS retourne dans l'opposition, il pourra, à relativement court terme, quand son discrédit sera oublié, intégrer certaines de ces tendances et satisfaire les ambitions politiciennes de ceux (ou de certains d'entre eux) qui sont à l'initiative du regroupement. Ceux qui resteront devront gérer les miettes. Dans cette perspective, il s'agit bien là d'une tentative de faire "évoluer" la gauche française, de la "rénover", rêve chimérique de tout un courant "à gauche de la gauche" qui a toujours maintenu des liens avec les partis institutionnels, et qui ressurgit périodiquement lorsque ceux-ci sont en crise ou en porte-à-faux avec "ce qu'ils devraient être"(2).

Dans l'hypothèse où le PS reste au pouvoir, poursuit son glissement à droite et opère un recentrage plus marqué (cohabitation et pourquoi pas coalition avec le centre et une partie de la droite), l'avenir paraît plus prometteur car l'espace politique d'un courant alternatif (on ne rigole pas!) pourrait être plus durable.

Plus fondamentalement, la constitution d'une "nouvelle" gauche comme force politique durable, à l'écoute du social et porte-parole des "nouveaux mouvements" (beurs, écologistes, chômeurs, etc.) correspond sans doute aussi à la fin progressive de la "centralité ouvrière" et de l'hégémonie stalinienne à gauche.

C'est dans ce contexte-là que les initiateurs de ces "rencontres" se placent pour espérer, enfin, jouer un rôle historique de **représentation de forces sociales éparses** sous l'œil intéressé d'une social-démocratie consciente de son incapacité de prolonger durablement l'adhésion populaire de "toute la gauche" à sa politique.

MAIS ENCORE...

Le fait que cette initiative, sinon de recomposition, du moins de rapprochement entre courants politiques auparavant plus enclins à se faire la gueule qu'à travailler ensemble, se fasse avant les élections de 86, risque de donner rapidement une ossature institutionnelle et de figer des situations en mouvement.

En même temps, ce regroupement correspond à une période où des militants se posent le problème de (re)faire de la politique non sectorielle mais plus globale, dans une souci **d'efficacité**, avec la volonté de peser sur la réalité et **d'avoir une influence.** Car s'il est profondément vrai que "l'alternative se construit sur les luttes", des phénomènes comme les *Grünen* interrogent. Ils répondent, d'une certaine manière, au problème de la médiation ici et maintenant et à celui de la crise du projet révolutionnaire — libertaire y compris — en Europe de l'Ouest. Et si l'on refuse d'évoquer totalement le premier par la valorisation des seules luttes locales et partielles et de tenter de résoudre le second par une surenchère verbale, activiste, vouée à l'échec, il faut peut-être alors se confronter à ce processus et aux gens qui, près de nous, sont tentés de s'y inscrire. Un tel regroupement qui vise large et donc avec un contenu quelque peu réformiste posera autant de problèmes qu'il en résoudra apparemment. Ainsi certains questionnements, certaines problématiques risquent d'être, d'emblée, minorisés car non "rentables" en terme de bénéfices électoraux.

Tout en redonnant peut-être confiance à des gens "à gauche de la gauche" et en leur suggérant la promesse d'une réponse politique au marasme actuel, la recherche d'une alternative globale faite de bric et de broc, peut très bien, dans des situations concrètes, aller à **l'encontre** d'une recomposition sociale, rupturiste, ne serait-ce qu'en réintroduisant un rapport passif mouvement politique/mouvement social de type partidaire très classique (une dialectique à sens unique) même de manière inconsciente et en sachant que les projets de type strictement léniniste provoquent une aversion quasi-générale.

ET POUR FINIR, UNE DIGRESSION TOUTE PERSONNELLE

Entre ce qui risque vite d'apparaître comme une fausse alternative, prête à tous les compromis institutionnels, et le ghetto idéologique des groupes qui ne savent proposer que "la nécessité immédiate de la révolution", il existe une sensibilité qui s'exprime dans les luttes, mais aussi à travers des tentatives de regroupements plus stables et des interrogations souvent communes ou voisines. Passant complètement inaperçue, avec des moyens d'expression qui frisent le confidentiel, cette sensibilité (à laquelle appartient, entre autres, "Courant alternatif") éprouve des difficultés à se penser comme telle, c'est-à-dire comme courant politique, à étendre son influence et **à se renforcer**, alors que l'on s'aperçoit bien souvent que ce que l'on dit rencontre un écho favorable. Ce n'est pas tant le contenu qui est en cause, que la volonté et/ou les moyens permettant de faire le saut, de mieux se faire connaître.

Et si nous n'avons pas de "véritable" alternative politique à proposer ou à élaborer (qui dans la période actuelle ne serait qu'un bluff de plus) sans doute devons-nous rechercher les modalités favorisant une meilleure expression et l'affirmation de cette sensibilité, pour qu'au moins, le désir de globalisation qui ressurgit çà et là ne soit complètement détourné vers de nouvelles impasses, sources d'écœurement et d'absentéisme politique.

La voie est libre, et nous sommes plus vivants que jamais. Alors ?

Jeff - Paris

NOTES

(1) Ainsi, les "élus autogestionnaires" se déclarant favorables aux TUC, alors que "pour le PCF et une partie de la droite, les TUC, c'est du toc, pis même, de l'intox" et se lamentent du coup que "dans certaines municipalités, les TUC sont ignorés". Pour ces gens-là, outre une "insertion économique des jeunes" (ah bon!), il faut voir "l'efficacité des TUC, en particulier leur rentabilité sociale et économique dans les communes, éviter d'isoler les TUC des autres dispositions pour l'emploi et de gommer la responsabilité des employeurs. Cela suppose que tous les partenaires sociaux s'associent à cette opération. Ne pas oublier les dispositions du décret, en particulier sa souplesse d'utilisation ou encore la possibilité récente d'étendre la procédure à des plus de 22 ans en très grande difficulté d'insertion" (extrait de *Commune et Autogestion* n° 5). La surexploitation des jeunes comme pratique alternative ? No, thanks!

(2) Par les "beurs", nous entendons ceux qui, à tort ou à raison, sont vécus comme leurs représentants et qui rencontrent un certain écho. Une étude du mouvement beur devrait, bien entendu, différencier l'aspect "sociologique" du "politique".

(3) On se souvient de ceux qui voulaient transformer le PC dans les années 60 (Althusseriens "de gauche") et 70 (eurocommunistes), de ceux qui ont rejoint le PS à partir des "Assises pour le socialisme" de 74 (CFDT, PSU déjà, extrême gauche, associatifs...).

Editions "Acratie"

A peine sortie de la guerre d'Indochine, la France est confrontée à l'insurrection algérienne. Cette incapacité à résoudre le problème colonial est généralement interprétée comme la cause de la chute de la IVe République. Certes. Mais il existe aussi un autre élément : un certain renouveau des luttes ouvrières, avec, périodiquement, de grandes grèves qui indiquent que contrairement aux prophètes qui enterrent régulièrement la classe ouvrière, celle-ci sait montrer sa force et faire mentir ceux qui ne veulent plus entendre parler d'elle. Peut-être une leçon pour la période actuelle ?

C'est l'époque où la revue "Socialisme ou Barbarie", animée par des ouvriers (dont Daniel Mothé) et des intellectuels (dont C. Castoriadis, qui signe alors Chaulieu) atteint sa pleine maturité. Ignorée de ses contemporains, cette revue, qui se situe sur un créneau résolument anti-stalinien tout en restant anti-capitaliste (contrairement à toute cette intelligentsia d'aujourd'hui qui, anti-staliniens de la dernière heure, ne jurent plus que par la démocratie libérale) sera redécouverte dans les années 70, notamment par les textes théoriques que Castoriadis y a élaboré.

Dans cette présente édition, c'est l'aspect le moins connu de la revue que nous redécouvrons : celui de la vie dans les usines, de la chronologie de grèves très importantes qui ont marqué la France contemporaine, de l'analyse impitoyable des syndicats s'alliant au patronat pour briser ces mouvements. Des problèmes comme ceux des rapports entre ouvriers français et nord-africains, comme ceux des restructurations, de la désyndicalisation — qui sont, ô combien, d'actualité — sont analysés, disséqués, tels qu'ils existaient déjà à la fin de la IVe République !

Ils éclaireront certainement tous ceux que ces thèmes préoccupent — avec raison — en 1985.

Prix pour les lecteurs de C.A. :
75 F (au lieu de 98 F en librairie)
port compris
ACRATIE - B.P. 23 - 64130 MAULÉON

LUTTES OUVRIÈRES 1953-1957
La vie en usine (G. Vivier)
Les grèves d'août 1953
Les grèves de l'été 1955
Les ouvriers face à la bureaucratie (C. Castoriadis)
Journal d'un ouvrier chez Renault
Les ouvriers français et les nord-africains (D. Mothé)
Agitation chez Renault (D. Mothé)
Les grèves de 1957
La rationalisation sur le dos des ouvriers

Déjà publié aux Editions "Acratie" :
- Noir et Rouge - Anthologie 1956-1970 Cahier d'études anarchistes (co-éd. Spartacus) - 285 p. 65 F. Décembre 82
- L'Odyssée d'un passeport et autres nouvelles - G. Markov - 126 p. - 50 F - Avril 83.
- Corse : La liberté, pas la mort Vanina - 250 p. - 70 F - Novembre 83
- Ecrits politiques (1977-1983) N. Chomsky - 192 p. - 70 F - Mars 84
- Exotisme s'abstenir Charles Reeve - 176 p. - 90 F - Février 85
- Les joyeusetés de l'exil Charles Malato - 180 p. - 80 F - Février 85

Prix pour les lecteurs de C.A. :
Noir et Rouge : 55 F
Markov : 40 F
Corse : La liberté pas la mort : 60 F
Chomsky (écrits politiques) : 60 F
Exotisme s'abstenir : 70 F
Les joyeusetés de l'exil : 65 F

Pour tout achat de 3 livres :
Réduction de 10% sur le prix militant
Pour 4 livres : 15%
Pour 5 livres : 20%
— Port compris —

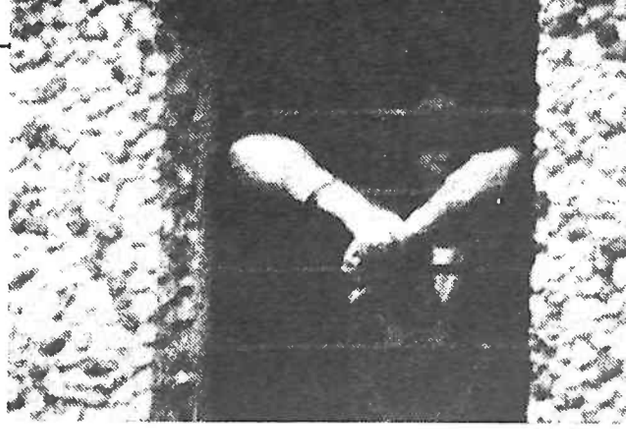
Unimétal - Longwy

Ce qui devait arriver arriva ! Aux dernières élections des Délégués du personnel, pour la première fois le quorum n'a pas été atteint à Senelle (49 % de votants contre 67 % en 84) et au Train-Fil (48,5 % contre 72 %). Sur ces 2 sites, il y a donc eu un deuxième tour. A Mont-St-Martin et Rehon, il y a eu également une baisse des votants de l'ordre de 15 à près de 30 %.

A Senelle, des copains (qui avaient participé au groupe « 79-84 ») se lancent de manière pas très préparée et un peu marginalement, dans l'aventure d'une liste indépendante au deuxième tour. Cette liste a cependant obtenu 6,5 % des voix et un élu « suppléant » et a raté de quelques voix le siège « titulaire » (sur 13 sièges attribués). Tous les syndicats perdent des voix par rapport aux élections de 84, surtout la CFDT (- 7 %) et FO. La CGT perd des voix mais gagne en pourcentage par rapport aux suffrages exprimés. A noter que ce deuxième tour n'a vu qu'une participation de 55 % malgré le raccolage serré effectué par la CGT entre les deux tours. Au Train-Fil, le deuxième tour a été plus suivi (65 % de votants), avec des pertes pour la CGT et surtout la CFDT.

mille excuses pour tous les auteurs des textes qui n'ont pas pu passer dans ce numéro,

DOSSIER PRISONS



Le mois de mai aura été marqué par un mouvement d'ampleur dans les prisons, — qui n'est d'ailleurs pas encore terminé. Le pouvoir, malgré ses tentatives, n'aura réussi ni à le minimiser, ni à le marginaliser.

L'objet du dossier actuel n'est pas d'analyser les mesures que le gouvernement cherche à mettre en place pour tenter de désamorcer la révolte et les conditions de la révolte.

Il s'agit ici, après un récapitulatif des mouvements qui se sont produits dans les prisons, de présenter un certain nombre de groupes qui ont mené et mènent une action collective contre les prisons.

Ce dossier est composé :

— du témoignage d'un ancien détenu, Thierry Maricourt, incarcéré pour insoumission, qui nous dit combien la prison cherche à briser, infantiliser, déresponsabiliser et humilier.

— d'une chronologie des luttes du mois de mai dans les taules de l'hexagone et de la Corse.

— d'une revue rapide de différentes réactions officielles lors de ces révoltes.

— de la présentation de réponses collectives (GIP et CAP), mises en place dans les années 70, qui nous rappellent que le combat contre les prisons et l'enfermement ne date pas d'hier.

— de la contribution de groupes et associations actuels (Coordination des femmes et familles de prisonniers ; Otages ; Commission prison-répression ; Association syndicale des prisonniers de France) qui présentent leurs analyses de l'univers carcéral et des récents mouvements dans les prisons, ainsi que les raisons, les objectifs et la démarche de leur propre regroupement.

— Enfin, de la liste de radios qui, outils inestimables, émettent des prisonniers et vers les prisonniers.

UN JOUR APRÈS L'AUTRE

"Dans l'optique du pouvoir, les êtres enfermés ne peuvent être considérés comme responsables..." (1)

Certains juristes affirment, et peut-être parfois sont-ils sincères, et eux-mêmes bernés, que la prison ne doit pas seulement être une sanction pour le détenu, mais également l'élément de sa réinsertion future.

Qui dit réinsertion, dit que le détenu était inséré avant son incarcération. C'est à l'évidence faux puisque l'unique condition pour être conduit en prison est la non-insertion dans une société donnée, non-insertion qui se traduit par un non-respect des lois. Quel que soit le délit reproché — vol ou meurtre, escroquerie ou attentat —, il traduit assurément un malaise face à un monde n'offrant pas tout ce qu'on est en droit d'en attendre.

Un délit peut être défini comme la recherche d'un mieux-être, effectué, à première vue, au détriment de la collectivité. Plutôt que de punir les contrevenants à l'ordre établi, il serait sans doute d'une plus grande intelligence de repérer les causes du disfonctionnement de la société et d'y apporter remède, quitte à modifier considérablement les bases de cette société. (Ceci dans la mesure où l'enfermement est considéré actuellement comme une mesure obligée mais non désirée, et non pas comme un champ d'expérimentation et d'exemples, délibérément conservé, utilisé pour maintenir docile la population. Les deux thèses ont leurs défenseurs, mais reconnaissons que la seconde version apparaît chaque jour plus plausible, tant s'affinent — froidement et cruellement — les méthodes de répression et de détention).

En prison existe une règle type, dont il est bien difficile de s'affranchir : il faut ramer, un bras devant l'autre, un jour après l'autre.

Le détenu qui n'était pas "inséré" dans la société avant d'entrer en prison le sera encore moins lorsqu'il sera libéré, et celui qui tentait tant bien que mal d'y parvenir ne le sera plus.

En effet, l'enfermement n'est pas seulement une privation de liberté. S'il ne s'agissait que de cela, il serait tout à fait possible de concevoir un "emprisonnement à domicile" (à savoir au domicile du prévenu ou du condamné), tel que cela existe dans certains pays pour les petits délits (je pense en particulier à l'Italie ; d'autre part, cette solution présente l'avantage d'atténuer la surpopulation pénale). L'emprisonnement à domicile, pour les petits délits, offre toutes les caractéristiques d'une privation de liberté et n'exige pas un contrôle policier nécessairement harcelant.

Bien sûr, cette solution est aussi insupportable que la détention en prison. Mais je ne la cite que dans le but de montrer que l'enfermement en prison ajoute une caractéristique très importante : la déresponsabilisation du détenu.

PRISONS NIÉES !

Derrière les barreaux, celui-ci perd son identité. Il est un numéro d'écrou, un numéro de cellule. Il est un nom qui n'a plus d'office. Sa vie devient une parenthèse.

La prison est infantilisante. Tous les gestes du détenu sont rythmés par la marche — paresseuse et monotone — du temps cellulaire. Le réveil s'effectue quand un maton ouvre pour la première fois de la journée la porte de la cellule. Vous n'avez pas décidé de vous lever à telle heure. La discipline carcérale vous l'impose. Petit déjeuner. Repas. Promenades. Etc. Vous pouvez rester les bras croisés des journées entières, et ne rien faire d'autre que consommer, en toute passivité, ce temps qui ne vous appartient plus.

Vous êtes démuni de tout pouvoir sur vous-même. Vous ne décidez pas d'un acte aussi élémentaire et aussi con qu'une douche, par exemple. Une fois par semaine, deux fois par semaine dans le meilleur des cas, vous avez le droit de passer quelques instants sous l'eau chaude. Votre toilette n'est plus une affaire personnelle mais dépend d'un règlement. Le prison vous dépossède de votre corps.

Le courrier — le départ, la remise du courrier —, suscite, à juste titre, souvent irritation et colère de la part des détenus. L'administration pénitentiaire se sert du courrier envers le détenu comme des parents en mal d'éducation promettent du dessert à leur enfant s'il se tient sage. Généralement (tout au moins à Fresnes), un maton vous remet votre courrier le midi et le soir. La levée du courrier a lieu, quant à elle, au réveil. Ou plutôt, c'est le matin qu'un maton ramasse votre courrier et le transmet au vaguemestre. Celui-ci le lit. Votre intimité vous échappe (seules les lettres adressées à l'avocat ou aux instances judiciaires — juges, ministères, etc — peuvent être closes par le détenu).

Il arrive que votre courrier ne parte pas, ou reste bloqué plusieurs jours de suite. Inutile de demander une explication, la seule réponse qu'accorde l'administration pénitentiaire est: "Le vaguemestre a beaucoup de travail...". Le courrier sert d'otage dans les mains de l'administration pénitentiaire.

En ce qui concerne le courrier qui arrive au détenu, l'administration pénitentiaire agit à sa guise. Chaque lettre est lue. Certains journaux, expédiés à votre nom, ne vous seront jamais remis. Quelquefois, le détenu les récupère à la fouille, lors de sa libération ou lors d'un transfert...(2).

Il est difficile d'imaginer, pour qui n'a jamais séjourné en prison, l'importance que revêt le courrier pour un détenu. C'est le lien privilégié avec l'extérieur (en dehors des visites) car c'est un lien personnel. La radio, les journaux, jouent également un grand rôle pour le moral d'un prisonnier, mais ne remplacent pas l'émotion, la joie, que procure parfois une simple lettre. L'administration pénitentiaire le sait pertinemment et dispose donc d'un moyen de pression particulièrement dégueulasse en distribuant le courrier au compte-gouttes.

Ainsi, pratiquement toute emprise sur sa vie quotidienne est ôtée au prisonnier. Et tout empiètement à cette sentence est le fruit d'un combat incessant entre le prisonnier et les rouages carcéraux (administration pénitentiaire, rapports entre détenus, monotonie, habitudes, etc.).

Il faut se battre chaque jour, en prison. Pour tout. Dès que vous baissez les bras, la détention vous ronge, vous détruit, vous engloutit lentement et sûrement. Elle vous précipite, lentement et irrémédiablement, dans un renoncement sclérosant. Ici, l'habitude, les habitudes, pèsent d'un poids insoupçonné. Bien plus lourd qu'à "l'extérieur". Changer de cellule devient un calvaire. La moindre entorse au déroulement du temps est mal ressentie. Elle vous force à prendre conscience de votre situation, et votre impuissance vous agresse.

Il faut se battre pour tout. D'abord contre soi-même. Il est indispensable de se construire sa propre discipline, de se donner des tâches, des actes à accomplir, et de les mener à bout. Par tous les moyens il faut essayer de se réapproprier sa vie. La prison entrave un peu plus le détenu chaque fois que celui-ci relâche sa combativité.

En prison, on meurt toujours étouffé.

Un grand nombre de prisonniers appelle les matons "chefs". C'est la dernière des choses à faire.

N'oublions pas que le pouvoir, souvent, ne se prend pas: il se donne. C'est par une démission des uns que d'autres accèdent au pouvoir. Dans l'enfer carcéral comme ailleurs. C'est par la reptation des uns que d'autres usent et abusent de pouvoir. Et c'est par le consentement des uns et des autres que certains font les frais de la répression.

Thierry MARICOURT

(1) Roger Knobelpiess, "Q.H.S.", Ed. Stock 2 - 1980.

(2) En particulier les journaux traitant de la prison. Citons, par exemple, "Otages", régulièrement en butte à la censure.

CHRONOLOGIE DES DERNIÈRES LUTTES EN TAULE

Jeudi 2 mai 85:

Albi; privés de promenade, les détenus refusent la gamelle.

Les jours de visite, les matons ne peuvent surveiller les parloirs ainsi que les promenades; ces dernières sont donc supprimées, ce qui provoque le fait que certains détenus en viennent à soutenir les revendications des gardiens afin que ceux-ci assurent parloirs et promenades.

Dimanche 5 mai 85:

Appel de 73 détenus de Fleury Mérogis dénonçant la répression dont ils étaient l'objet, réclamant notamment la suppression du mitard.

Contre la préventive, les détenus de Fleury Mérogis, après ceux de Lyon, se sont manifestés clairement.

"La solution des problèmes dans les prisons ne passe pas par un surcroît de répression, mais par la libération de ceux qui y sont enfermés" (Déclaration dans un communiqué de la commission "prison").

Répression qui réclame la suppression pure et simple de l'incarcération préventive, mesure arbitraire dont les victimes engorgent aujourd'hui l'archipel carcéral.

Fleury Mérogis, 5200 détenus pour 3000 places. Ce jour, 800 détenus du Bat D4 de cette maison d'arrêt de la région parisienne se révoltent et refusent de regagner leurs cellules.

A cette époque de l'année, les gardiens plus sensibles à l'état de révolte qui semble régner, multiplient vexations et brimades en tous genres.

Une demi-heure après la révolte, les forces de l'ordre cernent le bâtiment D4. Trois escadrons de gendarmerie, trois compagnies de CRS, un hélicoptère, le GIGN, le Samu et les ambulances interviennent trois heures durant.

On apprenait dans la soirée que 21 détenus étaient hospitalisés à la suite d'intoxications après l'absorption massive de neuroleptiques. Un autre détenu, qui s'était auto-mutilé, a également été hospitalisé.

Lundi 6 mai 85 :

Nouvelles révoltes à Fleury Mérogis où la sécurité est assurée au maximum avec un minimum de contacts humains.

Déclenchée la veille au Bât. D4, la mutinerie des détenus a gagné d'autres blocs : le D2 puis le D1 où, privés de parloirs, les prisonniers ont refusé de regagner leurs cellules, tour à tour secoués par la révolte.

Dehors, les parents et les femmes de détenus ont battu la semelle toute la journée, à l'affût de nouvelles rassurantes.

Contrairement aux incidents de la veille, la colère, moins violente, n'a fait aucun blessé parmi les détenus.

Les détenus, particulièrement surveillés, exigeaient quant à eux de la direction, une discussion sur les conditions de détention.

Après avoir cru au dialogue, les prisonniers déçus bougent (pétitions, automutilations, grèves de la faim collectives, révolte...).

Le syndicat Force ouvrière des gardiens en profite pour réclamer la réouverture des Q.H.S. qui réglerait, disent les responsables syndicaux, le problème du brassage entre les détenus, en isolant les "meneurs" et "autres éléments dangereux".

Mardi 7 mai 85 :

Après les mutineries de Fleury Mérogis, l'agitation a gagné Bois d'Arcy. Juchés sur les toits, 15 détenus narguent toute la journée 200 gardes mobiles au pied du mur.

Un détenu auto-mutilé n'a pu être secouru à temps...

La colère gagne Nice et Metz, les détenus brûlent "leurs meubles" et tapent leur gamelle contre les murs. On voit apparaître quelques slogans :

"Y'en a marre : à trois, 800 mètres carrés"

"Justice pour tout le monde, les riches et les pauvres"

Egalement : "Badinter, on brûle la prison, vive la rébellion".

Un ancien détenu de Bois d'Arcy déclare : "Une révolte, cela se prépare. Aujourd'hui, il s'agit d'une explosion spontanée de jeunes, et c'est dangereux. Ils sont capables de se jeter dans le vide".

Bois d'Arcy, construite pour 572 détenus, en accueille actuellement 1450...

Enquête à Fleury Mérogis

Au tribunal d'Evry, le procureur de la république annonçait les premières suites judiciaires des événements qui se sont déroulés les 5 et 6 mai à Fleury Mérogis. Pour la justice, il faut absolument trouver et réprimer les "meneurs".

Le pouvoir politique, syndical, judiciaire, ainsi que certains journalistes s'en sont déjà chargés.

Deux militants d'Action directe, un du FLNC ainsi que Patrick Langlois, "dangereux malfaiteur" pouvant devenir le nouvel ennemi public numéro un, font l'affaire !

Mais, on apprenait rapidement que :

— Patrick Langlois ne pouvait matériellement pas participer aux émeutes des 5 et 6 mai à Fleury Mérogis, pour la simple et bonne raison que depuis le 3 mai, il avait été transféré dans un autre quartier, qui n'a pas pris part à la révolte.

— "Le militant du FLNC" est en fait un droit commun portant un nom corse.

— Quant à Claude Halfen, également cité comme meneur à Fleury Mérogis et ce 5 mai, il est en fait détenu à Fresnes !

Jeudi 9 mai 85 :

Maison d'arrêt de Loos les Lille, une dizaine de détenus montent sur le toit de la prison, refusant d'en descendre tant qu'ils n'ont pas eu un entretien avec le procureur de la république...

Bois d'Arcy ; la femme d'un détenu déclarait : "Ils considèrent la présence des forces de l'ordre comme une provocation et voudraient bien rejoindre les jeunes sur les toits".

Un autre témoignage fait état de violences qui auraient été exercées contre certains détenus ayant participé au chahut des deux nuits précédentes : "Ils ont été frappés par les policiers et les matons très énervés, avant d'être jetés au mitard".

Agitations dans les prisons de Grasse et de Bastia.

Suicide d'un détenu à Chaumont ; ce dernier était sous calmants.

A Fresnes, chutte mortelle d'un détenu ; un accident, affirment aussitôt les autorités préfectorales. Faux disent les détenus unanimes. Leur camarade aurait été touché à la jambe par une grenade lacrymogène qui l'aurait déséquilibré, provoquant sa chute du toit, dix mètres plus bas.

Vendredi 10 mai 85 :

Prisons trop pleines, les toits débordent. La veille, les maisons d'arrêt d'Amiens et de Nice sont entrées dans la lutte, après Fleury, Bois d'Arcy, Fresnes et les autres.

Au moment de la promenade, les détenus s'offrent une petite grimpette jusqu'aux toits. Slogans contre l'entassement carcéral, jets de projectiles, intervention des flics.

C'est le temps des règlements de comptes et du mitard pour les mutins.

Cinquante "mutins" de Fleury Mérogis ont pris quarante jours de mitard, surpeuplé lui aussi.

Rouen : 30 détenus étant retournés sur les toits finissent également au mitard.

Lundi 13 mai 85 :

Fleury Mérogis : les prisonniers refusent leurs plateaux-repas. Au quartier des femmes, 70 détenues entendaient protester contre le transfert de quatre d'entre elles, ordonné il y a quelques jours, "pour une raison et une destination inconnues".

A la deuxième division, soixante détenus ont renvoyé leur déjeuner.

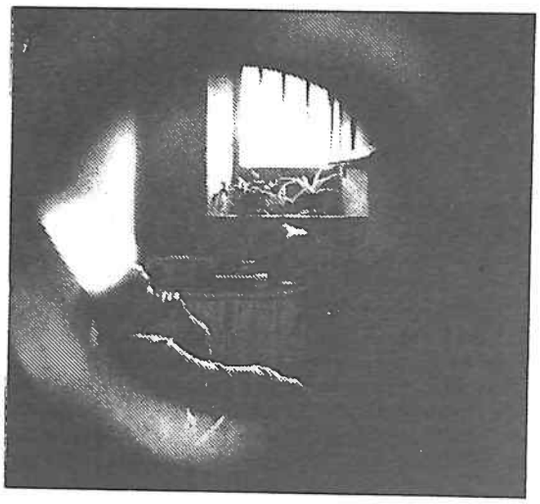
Dans un appel à la grève de la faim diffusé la veille et signé "les meneurs de Fleury Mérogis", les manifestants invitent les prisonniers à "tenir au moins huit jours et à être le plus nombreux possible afin que, dans l'immédiat, ils aient gain de cause en obligeant la pénitentiaire à sortir les camarades du mitard".

Et d'évoquer leurs revendications moins immédiates : "Nous demandons deux débats avec les responsables politiques. L'un pour que soient dénoncées les vrais raisons de l'aggravation des peines, l'autre pour que tous ceux qui ont été gravement condamnés soient équitablement rejugés et que soit mis fin aux détentions préventives".

Pour ces grévistes de la faim, "tous les prisonniers en préventive depuis plus d'un an doivent être mis en liberté provisoire". Ils réclament également "l'instauration d'une plate-forme de discussion sur les conditions de détention" et refusent "la construction de nouvelles prisons".

Ce refus des plateaux-repas gagne déjà d'autres maisons d'arrêt. Celle d'Auxerre d'abord (quarante détenus), puis celle de St-Malo, où 22 prisonniers ont refusé leur dîner.

Le militant d'Action directe, considéré comme l'un des meneurs de Fleury Mérogis, est transféré à la maison d'arrêt de Lorient.



Mercredi 15 mai 85 :

Coup de matraque judiciaire pour trois "mutins de Douai". Accusés d'avoir sérieusement endommagé le toit de la maison d'arrêt de Douai, ils ont été condamnés en catimini et en flagrant délit à 15 et 6 mois de prison ferme. Le procureur général assure avoir obéi aux directives de la chancellerie.

Une semaine après le début des manifestations carcérales :

Dans la région parisienne, Fleury Mérogis, Fresnes et Bois d'Arcy, où l'agitation a été la plus forte, sont désormais sous haute surveillance. Les "meneurs" ont été mis au mitard ou dispersés.

Ces détenus étaient interrogés par la police en même temps qu'ils passaient tour à tour devant le prétoire (tribunal à l'intérieur de la prison) qui leur distribuait des sanctions disciplinaires (30 jours en moyenne).

SUICIDES EN PRISON : L'overdose

Abolie dans son principe, la peine de mort se porte plutôt bien à l'intérieur des prisons françaises. La peine de mort auto-administrée s'entend, pas forcément moins inhumaine que l'autre ; celle qui se nourrit du désespoir que suintent les murs d'une cellule.

Avant le début des révoltes carcérales, seize détenus s'étaient suicidés (dont les trois quarts étaient en détention provisoire) depuis le début de l'année. En l'espace d'une seule semaine, précisément depuis le début de l'agitation dans les maisons d'arrêt, il y a eu six morts supplémentaires. Le nombre de suicides dans la maison d'arrêt était de 41 en 1981, 54 en 1982, 57 en 1983 et 58 en 1984.

REIMS

LES PRÉCÉDENTS MOUVEMENTS DE REVENDICATION DANS LES PRISONS DEPUIS MAI 81

Si l'arrivée au pouvoir de la gauche en mai 1981 a donné quelques espoirs aux détenus français, l'enthousiasme est bien vite retombé malgré les diverses mesures de libéralisation engagées par le nouveau ministère de la Justice dirigé par Robert Badinter.

Déjà en mai 1981, 80 détenus de la maison d'arrêt de Fresnes avaient fait une grève de la faim pour réclamer l'abrogation rapide des quartiers de haute sécurité et de la loi "sécurité et liberté", ce qui fut fait. Restaient des demandes concernant l'amélioration générale de la détention qui furent partiellement satisfaites en janvier 1983 après l'annonce par Badinter d'un certain nombre de "mesures pour améliorer les conditions de vie dans les prisons". En janvier 1983, pour protester contre la lenteur de la mise en place de ces réformes, 41 détenus de Fleury se coupaient symboliquement les veines. Ce mouvement exprimait déjà une sorte de "ras-le-bol" général des prisonniers qui, malgré les bonnes intentions du ministère de la Justice, ne voyaient guère changer leur vie quotidienne. Les moyens mis à la disposition des chefs d'établissements ne suffisaient pas et certains d'entre eux, comme une partie du personnel de surveillance, traînaient les pieds.

En août, après plusieurs mouvements dans les établissements de province, six détenus de Fleury-Mérogis se mutilaient collectivement en protestant "contre la manière dont la justice est appliquée en France".

Le 15 septembre 84, parti de certains détenus politiques protestant contre les mesures d'isolement dont ils faisaient l'objet, un large mouvement de protestation s'exprimant par des séries de grèves de la faim collectives s'étendait aux maisons d'arrêt de la région parisienne (principalement à Fleury-Mérogis) puis à diverses prisons de province. Les détenus réclamaient notamment la suppression du statut de DPS (Détenu particulièrement surveillé), l'assouplissement des fouilles, des parloirs plus longs avec leurs familles, l'arrêt de certains tabassages, la mise en place de "parloirs sexuels", de meilleurs services médicaux et sociaux ainsi que des moyens de réinsertion plus efficaces.

LES DIFFÉRENTES RÉACTIONS

● **Le syndicat de la magistrature "plaide le travail d'intérêt général".**

Le syndicat de la magistrature, "inquiet de l'état de tension" régnant dans les prisons rappelle, dans un communiqué, que seule une diminution notable de la population pénale serait de nature à résoudre ces tensions en assurant au personnel des conditions de travail satisfaisantes et aux détenus des conditions de vie conformes à la dignité humaine.

En outre, le syndicat de la magistrature demande que soit votée de toute urgence une loi qui permettra de transformer en travail d'intérêt général toute peine inférieure ou égale à six mois d'emprisonnement.

● **Le syndicat des avocats de France (SAF)** demande, dans un communiqué publié à Paris, de "grâcier les condamnés à de courtes peines", face aux problèmes qui se posent actuellement dans certaines prisons. "Le gouvernement de Mme Tatcher n'a pas hésité, poursuit le communiqué, il y a quelques mois, devant une situation carcérale de même nature, à grâcier des condamnés à de courtes peines. C'est la première mesure d'urgence qui devrait s'imposer à nous".

● **La commission "Prison-Répression"**, regroupant d'anciens détenus de droit commun, affirme dans un communiqué qu'il n'y a que deux réponses à la surpopulation carcérale : cesser de réprimer et d'enfermer, et libérer tous ceux qui, aujourd'hui, croupissent dans les taules.

● **Le syndicat CFDT** de l'administration pénitentiaire a réclamé pour sa part que les peines inférieures à six mois de prison soient commuées en peines de substitution (travail d'intérêt général ou contrôle judiciaire).

● **Le secrétaire général du syndicat Force ouvrière** des surveillants a déclaré de son côté qu'"en tant que surveillants", lui et ses pairs n'étaient pas opposés à une amnistie des petites peines. "Mais, a-t-il ajouté, en tant que citoyens, comment être d'accord ?"

Ce même syndicat estime haut et fort que la réouverture des QHS s'impose, et que cela s'avère être la "seule solution pour remédier aux événements qui se déroulent actuellement dans les prisons".

Les responsables syndicaux estiment, pour leur part, que "le vrai problème, c'est le manque de discipline qui règne dans les établissements".

● Evoquant rapidement, et pour la dénoncer, "la tentative de syndicalisation des détenus" **l'UGSP-CGT** dénonce "l'immobilisme du fonctionnement de l'administration pénitentiaire".

Première : un syndicat de détenus

Des détenus ont déposé les statuts de la première "association syndicale des prisonniers de France". Premier obstacle : le droit à la réunion.

"L'association syndicale des prisonniers de France vient de faire enregistrer ses statuts avec, comme buts explicites : "regrouper en priorité des détenus... et rechercher la participation de tous ceux qui désirent faire progresser le libre exercice du droit fondamental d'association à l'intérieur des prisons et sont sensibilisés au problème de la représentativité des détenus par eux-mêmes. Cette association entend faire reconnaître les contradictions, les abus et les carences des systèmes judiciaires et pénitentiaires".

Déclaration de Robert Badinter

"Aucune réforme n'est possible dans le désordre" affirmait R. Badinter. "Je serai clair et net. La pression, la violence, la manifestation, jamais je ne l'accepterai. L'ordre doit régner dans les prisons. C'est une condition indispensable dans l'intérêt des surveillants et des détenus."

COORDINATION DES FEMMES ET FAMILLES DE PRISONNIERS

18, rue Charles de Gaule - 94 Alfortville - Tél. 376.60.97

La Coordination des femmes et familles de prisonniers, créée à l'origine pour venir en aide aux proches des détenus, a élargi peu à peu son champ d'action et travaille aujourd'hui sur la condition carcérale, participant à des émissions de radios, à des débats et des échanges avec les autres groupes présents dans ce domaine.

Ses revendications concrètes :

— une justice égalitaire
— des peines de substitution rémunérées
— une possibilité de travail normalement rémunéré (plus d'esclavage)
— une possibilité d'études et de formation
— un droit aux soins et à l'hygiène
— une augmentation de la durée des visites, de la fréquence des permissions et des conditionnelles
— le droit à la sexualité
— la fin des tabassages et punitions arbitraires (prétoire-mitard-transfert)
— la suppression du casier judiciaire.

LES ANNÉES POST 68

Du Groupe d'information sur les prisons (GIP) au Comité d'action des prisonniers (CAP)

NAISSANCE DU G.I.P.

Dans les critiques anti-institutionnelles de mai 68, les prisons, comme les asiles et les institutions d'enfermement ou d'isolement des "cas sociaux" ou "d'handicapés", avaient été épargnées.

Mais le bouillonnement créé par plusieurs milliers de nouveaux militants issus de mai 68 va entraîner la répression de l'Etat: Mai 70, la Gauche prolétarienne (maoïste) est dissoute; Juin 70, le gouvernement adopte une loi "anti-casseurs". En quelques mois, une centaine de militants d'extrême gauche sont arrêtés et incarcérés. Le soutien et la solidarité s'organisent autour du "Secours rouge". Ces prisonniers politiques se font entendre à l'extérieur et les gens encore sensibilisés par "l'esprit de mai 68" découvrent alors l'univers carcéral.

Le 8 février 71, à l'issue de la 2è grève de la faim des maos emprisonnés, le Groupe d'information sur les prisons est créé. Le G.I.P. regroupe des intellos (dont Michel Foucault), quelques anciens détenus, mais aussi des cathos et des personnes concernées par la prison pour des raisons politiques (en grande majorité influencées par le "maoïsme") ou professionnelles (avocats, travailleurs sociaux...)

Les militants incarcérés revendiquent le statut de prisonniers politiques sans oublier les droits communs: "Nous voulons que notre combat dénonçant le scandaleux régime actuel des prisons serve à tous les prisonniers". La population carcérale, les familles des détenus de droit commun découvrent alors des pratiques collectives. Le G.I.P. aborde le problème de la prison, non sous un angle idéologique, mais en s'appuyant sur le vécu des taulards. Il s'agit de donner la parole aux prisonniers sans faire de distinction entre politique et droit commun.

La loi du silence est rompue, le G.I.P. lance même un questionnaire sur les conditions de détention et se retrouve aux portes des prisons avec les familles des détenus qui font la queue des heures durant.

Le G.I.P. se veut être un outil d'expression des détenus, des familles, mais il faut attendre fin 71 pour qu'une symbiose réelle puisse s'opérer entre le G.I.P. et les familles des détenus "ordinaires". En effet, des actions de révolte, le plus souvent individuelles, de taulards, entraînent une répression collective de l'Etat: suppression des colis de Noël (décembre 71)... On dénombre alors 37 mouvements collectifs puis 85 en 1972, dont certains feront "dû bruit" dans l'opinion:

— Révolte de Toul (décembre 71) qui donnera lieu à une commission d'enquête sur les mauvaises conditions de détention... L'Etat s'en "sortira" en faisant de Toul un cas particulier non représentatif de l'ensemble du système pénitentiaire.

— Révolte de Nancy (janvier 72), où les détenus montent sur les toits et lancent à la population des tracts portant leurs revendications et qui seront reproduits et distribués en ville par le G.I.P.

— Action collective à Melun où les détenus rédigent une "déclaration à la presse et aux pouvoirs publics". C'est de là que sortira l'équipe fondatrice du Comité d'action des prisonniers (C.A.P.).

Ces mouvements, mélange de révoltes et d'actions collectives, font éclater le scandale de la prison sur la scène politique. Les détenus, ayant suffisamment de choses à gueuler, agissent eux-mêmes. Le G.I.P. sert d'outil et de caisse de résonnance. Les prisonniers, dans ces révoltes ou actions collectives, ne remettent généralement pas en cause en tant que telle la prison ou la justice. Ils demandent une amélioration des conditions de détention tout en prenant conscience de leur dignité bafouée.

Du côté militant, dans cette effervescence des années post 68, des remises en cause ont lieu, la critique de la prison et des institutions d'enfermement en général se radicalise, certains en viennent à critiquer le G.I.P. jugé trop réformiste. Parallèlement, ce mouvement militant commence à s'étioler, à se scléroser dans des groupuscules et à tourner à vide sans aucune assise populaire. Fin 72, le "Secours rouge" disparaît.

LE COMITÉ D'ACTION DES PRISONNIERS (C.A.P.)

Serge Livrozet, après 9 ans de détention à Melun, arrive au G.I.P. pendant l'été 72. Avec d'autres ex-détenus, il veut créer un mouvement de prisonniers et susciter une prise en charge des ex-détenus par eux-mêmes. Le G.I.P., dont le but était de donner la parole aux prisonniers, va alors laisser la place au C.A.P. (Comité d'action des prisonniers).

Le C.A.P., qui se veut être un mouvement révolutionnaire dans une perspective anarchiste rompt avec la pratique de l'extrême gauche en proclamant que "seuls les taulards peuvent parler de la prison".

Le C.A.P. porte son analyse sur les causes économiques et sociales de la délinquance: "l'acte délinquant est un acte politique conscient ou non". Pour eux, la lutte pour l'abolition de la prison passe par un changement de société. Le C.A.P. ne veut pas être une association de réinsertion, ni un simple organe de défense ponctuelle des revendications des détenus, même s'il est amené à la soutenir dans l'immédiat.

Le C.A.P. a été une valeur de symbole pour les uns, ou de scandale pour les autres, en devenant un acteur dans le monde judiciaire. En effet, il participe dès 73 au congrès du Syndicat de la magistrature, puis aux "Dossiers de l'écran" et à de très nombreux débats. Le C.A.P., "journal de ceux qui ne s'expriment jamais, de ceux qui, pour en appeler à la population, sont obligés de se suicider, de se mutiler, de faire la grève de la faim ou de se révolter" est présent quotidiennement aux portes des prisons où ses militants sont arrêtés.

Le C.A.P. se prononce clairement contre toute forme de prison et n'accepte pas la guillotine même pour "le pire des fachos", son principe était de soutenir tous les détenus, "d'Agret à Mémé Guérini". Il se fera toujours l'écho des événements en prison, la chronique des grèves de la faim, des suicides, des révoltes...

Les mouvements dans les prisons vont continuer avec l'arrivée de Giscard en 73, puis en 74 avec plus de violence (fin de l'été 74, 7 détenus sont tués au cours d'une émeute).

En 1974, le C.A.P. mène d'ailleurs quelques actions spectaculaires dont une marche sur la prison de haute sécurité de Mende.

Puis en 75, suite aux émeutes, l'Etat a trouvé comme réplique une soi-disante libéralisation des conditions générales de détention, tout en créant parallèlement les célèbres Q.H.S. (Quartiers de haute sécurité). Il s'agit de distinguer 2 sortes de prisonniers: les "normaux" et les "fortes têtes et meneurs", qu'il faut éliminer.

Jusqu'en 75, les révoltes dans les prisons avaient suscité chez les militants du C.A.P. des espoirs de mobilisation... puis avec la répression et le décalage entre le discours révolutionnaire du C.A.P. et la réalité sociale, culturelle et politique des taulards, ces militants s'essoufflent, commencent à douter et se retrouvent isolés.

Le C.A.P. va alors réorienter son action vers la justice en s'appuyant sur "l'ensemble de ceux qui subissent l'injustice des tribunaux et de la société actuelle". Une nouvelle phase s'ouvre avec le combat contre les Q.H.S. mené de l'intérieur par Agret, Debrielle, Knobelpiess... Le C.A.P. soutient ces combats individuels, mais cette lutte est trop personnalisée pour susciter un mouvement de masse de détenus ou d'ex-détenus, sans oublier que l'Etat et son système pénitentiaire savent s'adapter et trouver des réponses à ces cas individuels sans que cela fasse tache d'huile.

A la fin des années 70, le C.A.P. n'échappe pas au mouvement général de baisse du militantisme. Il n'échappe pas non plus aux conflits internes et aux rivalités de personnes. L'équipe tourne sur elle-même et va finir par éclater. En février 80, son fondateur, Serge Livrozet le quitte en déclarant: "En fondant le C.A.P., nous avions escompté un peu naïvement que l'existence particulière des prisonniers leur permettrait d'éprouver une solidarité à la mesure de leurs souffrances et leurs épreuves... J'avais espéré autre chose, une grande marée d'ex-détenus place de la Concorde par exemple, pour protester contre les Q.H.S., la justice, la prison, la peine de mort".

En avril 80, le C.A.P. se dissout. Le C.A.P.-J. (Comité d'action prison-justice), animé par J. Lapeyrie lui succèdera sur des bases nouvelles en agissant dès l'entrée dans le processus judiciaire, ayant constaté qu'il était trop tard après pour se battre, et illusoire de faire un mouvement de masse d'anciens détenus.

Tiré de *Classes dangereuses* n° 4 - 20 F (revue critique d'histoire et de politique publiée par le CEDOS, 91 rue Championnet - 75018 Paris.

ELLES CRAQUENT... MAIS ALORS!

Début mai, des détenus montent sur les toits des prisons; ils smurfent, veulent bronzer... Ils veulent vivre... mais pour vivre, il faut sortir!

Face à un tel mouvement, l'Etat discute, tente de négocier ici et là, mais les taulards ne s'y laissent pas prendre cette fois... Trop souvent, face aux revendications posées, le mépris et la répression furent les seules réponses. Ils savent que cette fois, ils ne gagneront rien de plus, le rapport de force, depuis les luttes de l'été dernier, n'est nullement changé. Cela explique aussi peut-être pourquoi une telle désespérance, un tel ras-le-bol s'est exprimé à travers les suicides, auto-mutilations et le pillage des infirmeries!

Les émeutes ont fait la une des journaux. Tous — sauf les plus bornés et réactionnaires — s'accordèrent pour monter la misère de la vie carcérale, à minimiser la hargne collective contre la politique d'enfermement, en occultant la responsabilité qu'ont prise les mutins consciemment et en la rejetant sur des boucs émissaires: les considérés "meneurs". Et tous d'analyser le mouvement comme étant dû au manque de locaux: la surpopulation, accréditant ainsi la politique de Badinter: construire toujours plus de prisons, donc renforcer la politique répressive.

Oui, trop de personnes passent en taule (plus de 100 000 par an), y restent trop de mois, trop d'années. Elles en crèvent d'ordinaire et si elles refusent, la sanction tombe encore, ce sont les punitions de mitard, la mise à l'isolement, le balluchonnage et des condamnations à encore de la taule! (les mutins de Douai ont pris 15 et 16 mois!).

De quoi relativiser la volonté de réformes affichée dans le même temps au ministère de la Justice? Ou plutôt de la regarder telle qu'elle est:

— un accroissement des délits punis, par les TIG, par exemple. Toute pratique illégale de survie débusquée et dans un certain milieu social entraîne la confrontation avec les institutions répressives!

— Une détention toujours plus longue, le nouveau Code pénal prévoit un plafond de peine de 30 ans au lieu de 20!!

— L'"habeas corpus" ne change rien aux provisoires considérées comme moyen de pression pour "faire parler", comme moyen de dissuasion. Sans compter que l'échappatoire pour la magistrature réticente fut vite trouvé: les saisines directes, anciens flags!!

L'opinion publique, coincée dans son fauteuil, peut s'émouvoir sur le mauvais sort réservé aux détenus, mais elle ne remet nullement en cause l'utilité sociale de la taule. La campagne insécuritaire bat son plein, elle engendre surtout toujours plus d'insécurité. Les prisons sont pleines à craquer, toute une frange des jeunes des banlieues — chacun leur tour — les peuple. Là où le contrôle social a échoué — comment en serait-il autrement face aux besoins légitimes de survie jamais assouvis — la taule isole, arrache à la vie sociale ceux qui, demain pourtant, devront la réintégrer!

Nous, à *Otages*, nous tentons de favoriser leur expression à travers notre bulletin, leur réflexion — comprendre la situation que l'on vit, c'est se réapproprier un peu de pouvoir sur sa vie —. La taule n'est pas une fatalité. A nous tous, dedans comme dehors, de ne plus la subir comme telle. Faire passer au-delà des murs le ras-le-bol des détenus est une nécessité, montrer que dehors certains restent vigilants sur le sort qui est réservé à leurs amis dedans l'est également, mais cela ne suffit pas.

Face à cette situation, une priorité: faire reculer la taule! Cette nécessité s'est dégagée une fois de plus du dernier mouvement mais c'est toute une stratégie qu'il nous faut mettre sur pied pour gagner un minimum. Stratégie dont aujourd'hui nous avons à jeter les bases au niveau réflexion pour ne plus sombrer dans la désespérance, pour ne plus tourner en rond tant nos désirs sont niés aussi par la récupération, également au niveau organisatif en lien avec l'extérieur. Mais quel lien? La récente expérience de l'ASPF (organisation de type syndical à l'intérieur, commission extérieure, tous devant travailler pour le droit d'association des détenu(e)s) pose urgemment le problème: confrontée pour la première fois à un mouvement de révolte violente et largement spontanée, l'ASPF voit immédiatement se créer des fractures entre ses membres. Notre propre expérience en pose d'autres: un an et demi d'expression tous azimuths des détenu(e)s à travers notre bulletin ne permet pas de dégager une alternative à la situation présente!

Les peines sont trop longues, risquent de l'être toujours plus, détruire la prison est une utopie légitime mais face à ce projet il nous faut créer une force capable de:

- limiter le temps d'incarcération, de non vie!
- refuser les détentions préventives
- refuser la détention pour les jeunes, les camés, etc...

C'est peut être une perspective de lutte en tout cas il nous faut en débattre collectivement.

Refuser le flicage dans la rue, le contrôle au faciés etc. pour toujours plus de liberté exige que l'on refuse aussi d'avoir la taule comme épée de Damoclés au dessus de nos têtes parce qu'on ne peut plus vivre dans l'espace qui nous est laissé.

Voilà le sens de notre combat, voilà pourquoi nous voulons favoriser une communication avec ceux qui aujourd'hui se heurtent isolés donc impuissants aux institutions répressives (contrôle social, police, justice, AP)

OTAGES BOITE POSTALE 37
VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX

On meurt en prison

La justice et l'administration pénitentiaire, en incarcérant et en détenant des individus, les écrasent. D'obligations en privations, de sanctions en vexations, du mitard à la ceinture de contention et de l'isolement aux neuroleptiques, il ne reste plus au détenu qu'un mur sans issue qui conduit trop souvent à la mort lente ou suicide.

Le corps médical dans son ensemble est complice de ce fonctionnement: le SAMU qui éponge le sang versé dans les commissariats, les services d'urgence de Rangueil et de Purpan qui recousent les automutilés ou enterrent en douce les morts qui sortent de St-Michel et des prisons de la région.

Quant aux médecins, inspecteurs de la santé, nouveaux venus depuis trois mois dans l'administration pénitentiaire, ils ne sont qu'une caution de plus dans cette boucherie.

A l'intérieur de ces différentes institutions, les fonctionnaires se dérobent ou se déchargent mutuellement de leurs responsabilités en renvoyant à des instances supérieures. Et comme tout le monde s'en fout, l'histoire se répète. Jamais d'enquête, jamais d'explication, si ce n'est les témoignages de détenus qui osent parler.

Toulouse le 16 avril 1985, émission Trans-Muraille-Express en direction des prisons; le dimanche à partir de 20h - 96,1 bande FM et si vous voulez intervenir sur l'antenne, vous passez au 40, rue Alfred Duméril ou vous téléphonez au 52.58.49

COMMISSION - PRISON - RÉPRESSION

Des dizaines de taules en mouvement, des milliers de prisonniers en lutte : quelque que soit la réponse du pouvoir, qu'il débouche ou non sur des mesures de libération, le "Mai-Non" des taulards (comme l'écrit *Paris-Match*) aura été victorieux.

Victorieux, d'abord, parce qu'il a pu avoir lieu. Parce qu'il a su mettre en échec une bonne part du monstrueux dispositif mis en place par le pouvoir depuis l'insurrection de 1974 pour "pacifier" la taule, pour désarmorcer toute velleité de lutte collective : répression multiforme, différenciation des régimes, individualisation des peines, etc. Et s'il n'a pas réussi cette fois à déborder des maisons d'arrêt vers les centrales, il aura au moins eu le mérite de poser (de SE poser) le problème de ces barrières que l'Etat tente sans cesse d'édifier entre catégories de détenus. Et comme chacun sait, se poser un problème, c'est déjà le résoudre à moitié...

Victorieux, ce "Mai-Non" l'aura aussi été parce que, pour la première fois depuis longtemps, c'est l'enfermement dans sa globalité, la répression dans sa totalité qu'il a mis en question. Pas de revendications partielles, cette fois : la volonté brute d'en sortir, le refus sans concessions de l'oppression. Et c'est là le signe d'un grand bond en avant dans la conscience collective des prisonniers : si la lutte quotidienne pour rendre la taule un peu plus "vivable" reste indispensable aux yeux de tous, jamais plus on ne leur fera croire que la solution à leurs problèmes réside dans l'"aménagement" de la prison. En exprimant directement leur désir de libération, en rompant ainsi avec toute démarche de type syndical, les taulards ont, **dans les faits**, posé cette fois la question du **système** qui produit tout à la fois la prison et les situations qui y conduisent.

Victorieuses, ces luttes l'auront été du point de vue du mouvement social tout entier : parce que c'est la première fois depuis longtemps qu'un secteur prolétaire réussit à rompre avec le corporatisme qui caractérise depuis des années la totalité des luttes, aussi bien à l'usine qu'à l'école, dans le quartier ou la cité. Le fait que la corporation des matons aussi bien que l'Etat lui-même tentent aujourd'hui de "récupérer" ce mouvement à leur profit, en le réduisant à une question de "surpopulation" pour trouver prétexte à la construction de nouvelles prisons et à un renforcement de la répression, est certes une limite. Tout comme d'ailleurs le fait que rien n'ait "bougé" (ou si peu) à l'extérieur pour accompagner la lutte des prisonniers. Mais ces limites ne sont pas seulement celles du mouvement des taulards ; elles sont celles du mouvement social tout entier. C'est nous tous qu'elles interpellent.

C'est précisément à ces problèmes qu'entend s'attaquer la Commission "Prison-Répression". Car face aux désirs de libération qui s'expriment aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des prisons, on ne peut plus aujourd'hui se borner à construire de simples structures de "service" à la disposition des taulards, on ne peut plus se limiter à un point de vue syndical ou humanitaire, et encore moins s'enfermer dans un discours sociologique et intellectuel sur la taule.

Si, comme nous le pensons, la répression est aujourd'hui un outil essentiel au système pour gérer les contradictions qu'il produit ; si, comme nous le pensons, la "pacification" des luttes est aujourd'hui une nécessité incontournable pour la survie du capitalisme en crise ; si, comme nous le pensons, la prison n'est qu'un des maillons de la chaîne répressive, au même titre, par exemple, que le racisme, les "bavures", les expulsions, l'informatisation et les 1000 et une formes de contrôle social, c'est seulement en se plaçant sur un point de vue d'antagonisme global au système que l'on peut commencer à tracer les chemins de la libération collective.

La Commission "Prison-Répression", structure large qui entend regrouper tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, sont en butte à la répression, structure d'initiative et de luttes (nous avons, par exemple, organisé le 14 mai devant Beaubourg un rassemblement anti-prison/anti-répression — d'ailleurs rapidement dispersé par les CRS), s'est donnée pour tâche de construire des outils de lutte (radios, bulletins et journaux, réseaux d'information, groupes de travail, coordinations) et de les articuler dans une démarche militante, dans une démarche d'ensemble.

Cette méthode qui, parce qu'elle s'oppose aux tentatives permanentes du pouvoir de diviser et "particulariser" les conflits sociaux pour mieux les canaliser, les criminaliser ou les anéantir un par un, parce qu'elle permet de reconstruire une réelle solidarité de lutte, parce qu'elle autorise une véritable convergence, une véritable fusion des luttes, nous semble le seul moyen de s'attaquer de manière globale à la globalité des problèmes, a déjà porté ses premiers fruits : le succès du rassemblement de Beaubourg tient moins, à nos yeux, au nombre de manifestants qu'il a réunit (entre 300 et 400) qu'au fait que s'y sont retrouvées, en un unique mouvement de lutte et de solidarité aux taulards, des situations jusqu'alors profondément séparées : parents et amis de prisonniers, punks, immigrés des foyers Sonacotra, squatteurs, chômeurs ou réfugiés politiques...

La Commission "Prison-Répression", c'est aussi :
L'émission "CAVALE" sur Radio-Mouvance, 106 MHZ. (Nouveaux horaires à partir de fin juin : le jeudi de 20 h à 21 h, le samedi de 20 h à 22 h). Tél. 255.75.79 - 255.45.10
Le bulletin "BRÈCHE".

La Commission "Prison-Répression" se réunit tous les lundis de 19 h à 21 h à l'"Usine", 15 rue Klebert à Montreuil, métro Croix de Chavaux.

Pour toute correspondance :
"CAVALE"/CPR - c/o Radio Mouvance
29, av. Trudaine - 75009 PARIS

RADIOS

Emission du CRI
Poitiers Forum - 90 mhz
198, fg du Pont Neuf
86000 Poitiers
Tél. 45.11.62
Vendredi de 18 à 19 h

PASSE MURAILLE
Radio Pais - 91,5 mhz
Boite postale 75
83500 La Seyne sur Mer
Tél. (94) 06.00.51
Dimanche de 22 à 23 h 30

ACCUSÉS LEVEZ-VOUS
Radio Campus - 99,6 mhz
Cité Universitaire Bât maths
59655 Villeneuve d'Ascq
Tél. (20) 91.24.00
Samedi de 22 à 24 h

ÉCHAPPEMENT LIBRE
Radio Trouble-Fête - 95 mhz
Boite postale 1135 - 87052 Limoges
Tél. (55) 77.94.71
Jeudi de 18 à 19 h

MERD'A VAUBAN
Radio Zinzine - 100,7 mhz
B.P. 42 - 04300 Forcalquier
Tél. (92) 76.10.56
Jeudi 9 à 11 h

CAVALE
Radio Mouvance - 106 mhz
29 av de Trudaine 75009 Paris
Tél. (1) 255.75.79
Dimanche de 6 h 30 à 10 h

PARLOIR LIBRE
Fréquence Montmartre - 98,85 mhz
18 rue de la Vieuville 75018 Paris
Tél. (1) 223.39.39
Dimanche de 22 h 30 à 24 h

PASSE MURAILLE
Danger FM - 99,2 mhz
B.P. 2373 - 49100 Angers Cedex
Tél. (41) 88.66.15
Mardi de 21 à 22 h

PASSE MURAILLE
Radio Sphère Adrige - 102,8 mhz
B.P. 195 - 67405 Illkirch Graffenstaden Céde
Tél. (88) 67.11.00
Vendredi de 14 h 30 à 16 h 30
Retransmis par Accent 4 - 104,8 mhz

PRISONS
Radio Libertaire - 89,4 mhz
145, rue Amelot 75011 Paris
Tél. (1) 262.90.51
Mardi de 20 à 22 h 30

RADIO GALÈRE
21, rue de la Coutellerie 13001 Marseille
Tél. (91) 90.97.00
Samedi de 20 à 22 h 30

SAUTE MATON
Radio Gilda - 103,5 mhz
15, rue d'Enghien 75010 Paris
Tél. (1) 557.44.00
Dimanche de 20 à 22 h

SOLEIL A L'OMBRE
FM 101 - 101 mhz
B.P. 220 - 29273 Brest
RADIO DIO
Sur St Etienne
Contact : André Morel
rue Paul Bollat, bât. 1, allée A
42650 St Jean Bonnefonds

PRISONS

APPEL DES "MENEURS"

Une fois de plus, la scène médiatique désinforme sur la réalité d'une institution judiciaire qui, par opposition à la gauche, s'est transformée en institution lourdement fascisante... et châtie les délinquants-chômeurs non plus en justice de classe mais en justice de haine...

Nous sommes les martyrs de Robert Badinter ; son comportement à l'égard des justiciables démontre qu'il dirige le camp pénitentiaire comme un camp nazi, où jadis son père fut exterminé... Sur le degré de gravité, ce n'est peut-être pas comparable, mais sur la forme, si ! Nous l'affirmons, comme nous affirmons payer le prix fort de l'abolition de la peine capitale. Badinter en a l'auréole, et nous le désespoir et les larmes de sang...

La justice de droite frappe en affirmant son opposition politique aux plus défavorisés; la gauche judiciaire réprime de la même manière pour se dédouaner de son pseudo laxisme... Tel est notre ras-le-bol, tel est notre cri... Nous luttons et nous lutterons encore.

Une fois de plus, les événements survenus en prison reçoivent une réponse de despote. Nos camarades assassinés, blessés, réprimés, désignés "meneurs", tabassés et envoyés au mitard. Nous demandons la levée de toutes les sanctions car nous sommes tous des meneurs.

Camarades de Fresnes, de la Santé, de Fleury (tous les bâtiments : hommes, mineurs, femmes) et autres prisons de France, nous vous demandons dès lundi 13 mai de vous mettre en grève de la faim, d'essayer de tenir au moins huit jours et d'être le plus nombreux possible afin que dans l'immédiat nous ayons gain de cause en obligeant la pénitentiaire à sortir nos camarades du mitard!

Nous demandons deux débats avec les responsables politiques... L'un pour que soient dénoncées les vraies raisons de l'aggravation des peines, l'autre pour que tous ceux qui ont été gravement condamnés soient équitablement rejugés et qu'il soit mis fin aux détentions préventives. Si la présomption d'innocence existe en France, que tous les prisonniers en préventive depuis plus d'un an soient mis en liberté provisoire.

Nous demandons l'instauration d'une plate-forme afin de discuter des aménagements immédiats des conditions de détention.

Nous invitons la pénitentiaire à verser les économies réalisées suite à nos grèves de la faim à des organisations humanitaires.

Nous refusons la construction de nouvelles prisons et réclamons la fermeture pure et simple d'établissements de type Fleury-Mérogis.

Les "meneurs" de Fleury

ASSOCIATION SYNDICALE DES PRISONNIERS DE FRANCE (A.S.P.F.)

Bureau de Fleury-Mérogis
Communiqué à ses adhérents

Nous confirmons que c'est à notre demande que les membres du bureau extérieur ont communiqué que nous étions contre l'appel anonyme à faire la grève de la faim.

Cet appel est pour nous un acte irresponsable qui plus est malhonnête puisque par le fait de l'anonymat il pouvait sous-entendre qu'il émanant de l'ASPF.

Que nos adhérents retiennent bien le fait que nous, nous ne sommes pas anonymes, que les communiqués sont de l'extérieur, et de remarquer que nos membres extérieurs portent notre parole sans la dénaturer, respect à eux. C'est là toute la différence d'avec certains qui parlent au nom des prisonniers sans en être investis, et appellent à la grève alors que eux ne se privent de rien. Récupérateurs, manipulateurs de misère, voilà ce qu'ils sont !

Qu'il soit dit que nous n'appellerons jamais à des actes qui porteraient atteinte à l'intégrité physique, donc jamais de grève de la faim ni d'auto-mutilation. Gardons nos forces et notre lucidité.

Selon la persistante mauvaise foi qui nous empêcherait de fonctionner, nous lancerions, peut-être, un mouvement général. Diverses actions inédites s'offrent à nous mais il n'est pas l'heure de les révélet. Cependant, si nous en arrivions à faire un refus de plateau, ce ne serait qu'un refus de plateau et non pas une grève de la faim. Dans ces conditions, nous ferions un partage de nos cantines afin qu'aucun de nous ne crève dans son coin, ce qui est actuellement le cas de malheureux qui n'ont rien alors que d'autres mangent et c'est peut-être les mêmes qui lancent des ordres anonymes.

C'est donc dans un esprit de fraternité totale que nous ferions un refus de plateau et de par cet esprit collectif, cela nous nous permettrait de tenir autant de temps que nous le voudrions.

Les conceptions de lutte en prison sont à revoir, les actions stériles à bannir, c'est déjà une grande prise de conscience et de responsabilité qu'aujourd'hui les prisonniers osent dire leur nom et nous souhaitons que nul n'ait honte de le faire, si nous sommes en prison est-ce totalement notre faute ? Certes non ! Alors que ceux qui nous ont condamnés et nous gardent nous accordent les droits qui nous reviennent.

Comme vous l'aurez entendu au cours des précédentes émissions de Radio-Libertaire, beaucoup de personnes et d'organismes sont avec nous, Etienne Bloch fait lui aussi du bon travail.

Pas de précipitation, organisation d'abord.

Courage et fraternité

LA MORT LENTE EN CHIFFRES...

1 détenu sur 2 est présumé "innocent", donc en détention provisoire (très exactement 49,37 % des prisonniers...).
En Grande-Bretagne, le pourcentage n'est que de 17 %.
Parmi les "provisoires", 37 % n'ont jamais été jugés, les autres sont en appel.
6700 détenus sont là pour des peines inférieures à 1 an.

28 % de récidivistes pour ceux qui effectuent moins de 70 % de leur peine.
60 % de récidive pour ceux qui l'accomplissent à plus de 90 %.

Les suicides : 41 en 81, 54 en 82, 57 en 83, 58 en 84 (dont 39 pour des préventives)
Et encore : pour 1 suicide réussi, 4 ont été ratés, 40 actes d'auto-mutilations...
Avant le début des révoltes de 85, on dénombrait 16 suicides (les 3/4 concernant des préventives). En une semaine de révolte, 6 suicides :
- un prévenu de 31 ans à Chaumont (Haute-Marne)
- Burodo, 28 ans, Bois d'Arcy
- un prévenu de 27 ans à la prison du Havre
- Jacques L. à la prison de Lyon
- José Moreno Angelas, 35 ans, à Agen
- Pascal El Hocine, 27 ans, Saint-Etienne
- Bernard Malet, 22 ans, Dijon

La "surpopulation" : 32500 "places" et 44654 prisonniers.
- Fleury : 3000 places, 5200 détenus
- Rouen : 468 places, 834 détenus
- Nice : 380 places, 800 détenus
- Bois d'Arcy : 572 places, 1450 détenus
- Loos les Lille : 800 places, 950 détenus
- Metz : 653 places, 700 détenus
- Amiens : 450 places, 600 détenus

Enfin, the last but not the least, la courbe de l'inflation carcérale suit celle de la délinquance et celle... du chômage.

Fleury-Mérogis, le 18 mai 1985

SALUT LES BRISEURS DE GREVE

L'appel à la grève de la faim, lancé le 13 mai dernier, a bel et bien été le fait des détenus eux-mêmes. Il répondait à l'appel de nos camarades lourdement sanctionnés par le mitard, l'isolement, les transferts, hommes et femmes. Pour ceux qui ont été tabassés, matraqués et punis de 30, 40 et 45 jours de mitard, une charrette frappant près de 200 prisonniers, nous avons organisé un comité de défense intra-muros (sachant de toutes manières que nous avons à compter que sur nous-mêmes) pour tenter de les soutenir, d'enrayer la "terrible" répression pénitentaire. C'est dire l'urgence de soutenir nos copains...

Pendant ce temps, l'ASPF récupérait nos révoltes et allait s'illustrer à la télévision alors que les familles de prisonniers restaient seuls devant Fleury, face aux forces de l'ordre qui menaçaient de les charger...

Nos camarades sont au mitard, nous nous déclarons par solidarité « tous meneurs » et lançons cet appel à la grève de la faim et que fait l'ASPF, elle utilise l'antenne de Radio Libertaire pour nous traiter de *"criminels"* et réussit du coup à désamorcer notre mouvement de solidarité. Depuis quand avons-nous des ordres à prendre auprès de l'ASPF et de la commission Bloch ? Est-ce à vous de décider pour nous ? Etes-vous à notre place ? En tout cas, l'action de l'ASPF se sera exprimée comme s'expriment les traitres, elle aura récupéré nos luttes et "démobilisé un mouvement de solidarité". C'est grave !

Nous demandons au Président détenu ce qu'il pense de cette enculerie.

Face à la terrible répression qui règne en milieu pénitentiaire, nous avions choisi l'anonymat et, en nous obligeant pour cause de cassage de grève « à réagir à découvert », votre démarche s'apparente à de la délation ! L'ASPF a tout l'avenir de F.O. devant elle par cette brillante démonstration « de renfort du pouvoir répressif » ! Nos camarades peuvent bien crever au mitard, gageons que l'ASPF ne bougera pas un petit doigt pour eux et viendra masturber son verbe devant le micro de Radio Libertaire. On regrette que sous la caution de Maurice Joyeux, Radio Libertaire ait pu prêter son concours à une telle saloperie, d'autant que, même sceptiques, très réservés, nous avions, pour beaucoup d'entre nous, adhérer à l'ASPF dans un souci de front commun contre l'A.P.

Nous incitons tous nos copains à quitter l'ASPF et à quitter l'antenne de R.L. qui déjà avait censuré le précédent appel de Fleury, signés par 73 détenus, ce quinze jours avant les événements. Votre trahison est inqualifiable ! Signés : "NOUS SOMMES TOUS DES MENEURS".

Ce texte est signé par quelques-uns, faute de possibilité de "communication entre nous". Mais vous pouvez y ajouter la signature blanche et souffrante des 209 punis (selon nos sources, les mitards sont pleins, il y a encore des listes d'attente et le chiffre se gonflera, sans compter Fresnes et autres).

Signés :

Alors qu'en 1974 c'étaient les centrales qui explosaient, ce sont aujourd'hui surtout les petites peines qui portent les revendications contre les détentions préventives et le surpeuplement.

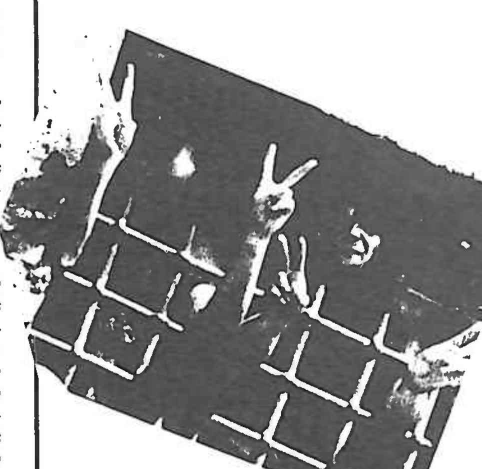
Plus que jamais, la taule apparaît comme un phénomène social, non séparé du reste et qui touche de plus en plus de monde. 45 000 détenus, près de 100 000 qui passent par la prison chaque année en France.

Le mouvement de lutte de mai 1985 dans les prisons n'aura surpris personne. La fin des grèves tournantes et de refus des plateaux en septembre 1984 laissait présager une reprise à court terme de l'affrontement.

Les quatre années de gestion de l'appareil judiciaire et pénitentiaire par "Badinter-le-libéral" n'ont rien changé. Pis, le nombre de détenus continue de croître. Tout ce passe comme si les volontés de réformer les dispositifs de la punition et de l'enfermement s'annulaient devant l'extrême polarisation sociale symbolisée d'un côté par l'augmentation numérique des populations à "incarcérer", de la délinquance et du contrôle social, et de l'autre des peines toujours aussi lourdes, et le blocage des conditionnelles et des peines de reconversion.

Plus significatif aussi, ce sont *« ces formes de lutte qui s'attaquent directement aux tentatives de contrôler ce qui se passe dans les têtes de ces otages de la démocratie : les bibliothèques, les infirmeries, les dossiers psychologiques, tout cela en a pris un coup »* (Sherwood n° 2).

« L'adaptation des prisons aux formes modernes, sophistiquées du contrôle social (réunion-débat, neuroleptiques et psychologie...) provoquent en retour des manifestations terribles et désespérées pour se faire entendre par dessus tout cet appareil — ou pour en finir. A côté des traditionnels suicides, dont on notera avec profit qu'ils se multiplient en période de révolte — comme pour une participation ultime mais séparée au combat commun — apparaissent les ruées sur les "drogues", à en crever, les grèves de la faim et les automutilations. [...] Plus ça change dans les taules, plus le problème de la prison demeure. » (Ibid)



DÉBAT

LE DROIT DE VOTE DES IMMIGRÉS

La campagne d'inscription sur les listes électorales des jeunes issus de l'immigration

LES ENJEUX DU COTÉ POLITICIEN

Les jeunes d'origine étrangère ayant entre 0 et 26 ans sont évalués à au moins 2,2 millions de personnes. Parmi eux, plus de 600 000 avaient déjà la nationalité française en 1983 et les 3/4 de ces 2,2 millions de jeunes d'origine étrangère sont nés en France et devraient normalement, si la législation actuelle ne change pas, acquérir automatiquement la nationalité française à l'âge de 18 ans.

Ces chiffres montrent à eux seuls l'enjeu politicard qui se cache derrière les déclarations et prises de position des grands partis politiques.

La droite réactionnaire, qui ne recouvre pas forcément toute une structure politique donnée sauf, bien entendu, le Front national (les thèses de Le Pen concernant l'immigration rencontrent des sympathies aussi bien au RPR qu'à l'UDF), voudrait remettre en cause l'acquisition automatique de la nationalité française aux jeunes d'origine étrangère nés en France. D'autres, de droite, plus libéraux ou tout simplement plus clairvoyants, s'accomodent très bien de cet état de fait et pensent que cela ne changera en rien les données politiciennes de notre chère démocratie parlementaire. On peut penser que ces "libéraux" ont peut-être raison, car il convient déjà de considérer les jeunes d'origine étrangère dans leur globalité. En effet, qui peut prévoir aujourd'hui quels seront les votes des jeunes d'origine portugaise, italienne, yougoslave, viet-namienne, cambodgienne, laotienne, turque et même maghrébine ? Rien ne dit que la gauche antiraciste bien-pensante va tirer un bénéfice électoral d'un vote massif des jeunes issus de l'immigration ! Même si, comme au Danemark ou en Hollande, tous les immigrés résidant en France depuis au moins 3 ou 5 ans obtenaient le droit de vote aux élections municipales, cela ne changerait vraisemblablement pas fondamentalement le paysage de la représentation politicarde des communes. Car, il ne faut pas l'oublier, même un vote "anti-raciste conscient" (en supposant que cela puisse exister...) ne découpe pas forcément les clivages gauche-droite (un maire UDF comme Stasi à Epernay est considéré, par ses administrés, comme autant anti-raciste que le maire de Mons-en-Barœul)... A moins, bien sûr, de proposer (comme un militant des Verts l'a fait aux rencontres alternatives de la Pentecôte), de donner des cours d'éducation politique aux immigrés avant de leur donner le droit de vote, afin "qu'ils ne votent pas pour le RPR" !

LES ENJEUX DU COTÉ DES CONCERNÉS

Il est tout à fait légitime que les immigrés en général puissent bénéficier des mêmes droits civiques que leurs voisins de palier, collègues de travail ou de pointage à l'ANPE qui ont droit à leur carte d'électeur par pur "accident génétique". Les droits civiques font partie des droits.

Mais il faut d'ores et déjà remarquer que la campagne actuelle sur les droits civiques des immigrés occultent les autres droits : au logement décent, au travail, à la dignité, au regroupement familial, à la "justice" dite égale pour tous...

Il y a eu un formidable glissement dans le mouvement pour l'égalité où, par exemple, certains participants à Convergence 84 (rouleurs ou pas) s'étaient aperçu que l'égalité des droits en matière de citoyenneté ne consistait qu'à revendiquer les inégalités sociales qui traversent déjà la société française... C'est ainsi que les problèmes d'égalité tendaient à englober le social, l'économique et ceci quelle que soit la nationalité sur le papier des jeunes qui vivent aujourd'hui les mêmes galères dans les ZUP... On pourra toujours nous rétorquer que ce glissement s'imposait par pure tactique, que c'est un premier palier..., pourquoi pas une "revendication réaliste"...

A Mons-en-Barœul, ce n'est tout de même pas un hasard si quasiment aucune intervention n'abordait les problèmes vécus quotidiennement par les immigrés.

Il se dit aussi, clairement ou en filigrane, que l'octroi des droits civiques ou l'inscription massive sur les listes électorales des jeunes issus de l'immigration mais nés en France sera un moyen privilégié pour obtenir d'autres droits. Nous ne pouvons qu'en douter en regardant la condition des exploités qui, historiquement, ne s'est améliorée que grâce à des luttes dures, collectives. Les lois, les modifications législatives ont toujours suivi les mouvements d'usine, de rue, tout en étant des moyens objectifs pour casser les mouvements populaires ou les faire rentrer dans l'ordre républicain.

Un débat secoue fréquemment, depuis quelques années déjà, les représentants de la "beur génération". C'est celui qui tourne autour de la constitution d'un lobby. La communauté juive sert de référence car elle existe comme un lobby politique et use de cette prérogative. Cela apparaît séduisant à certains "représentants beurs", non pas que cela puisse "mettre un terme à la prolifération des discours racistes, mais cela peut modifier l'état d'esprit de la classe politique". En effet, si l'on se réfère au lobby juif, "toute la classe politique est soucieuse de surenchère quant à la défense de cette communauté". Les défenseurs de cette thèse soulignent que cela "leur permettra seulement de ne plus subir (ou de moins subir) cette agression permanente du discours politique qui alimente le racisme quotidien" (citations extraites d'un article de *Sif Ghadar* paru dans une brochure de la Fasti (Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés), en 83). Face à ce discours, on peut être sceptique car la communauté maghrébine n'a pas globalement la même place sociale, ni le même degré d'intégration et de pénétration dans l'Etat, dans ses institutions, dans les médias, dans la "culture française", ni surtout la même homogénéité dans la démarche politique de ses représentants, que la communauté juive. En effet, entre ceux qui prônent le repli communautaire où, dans les faits, l'islam joue le rôle de ciment, ceux qui sont pour faire apparaître un électorat anti-raciste en présentant des listes autonomes sanctionnant ainsi tous les partis politiques, d'autres encore favorables à l'intégration dans les formations politiques françaises existantes... c'est la foire d'empoigne !

Aujourd'hui, un mouvement de militants d'associations les plus diverses s'engouffre pour demander l'égalité des droits civiques tout en ayant des démarches, des projets, contradictoires. Cela s'explique peut-être aussi par le manque de perspectives (mais qui n'en manque pas aujourd'hui ?).

A Mons-en-Barœul, si le F.N. ne s'était pas manifesté, il y aurait eu très certainement beaucoup moins d'immigrés qui se seraient déplacés pour s'inscrire puis voter. Le droit de vote peut alors être ressenti comme une réponse dans le marasme actuel face au Front national, mais aussi face au racisme quotidien.

Mais, dans l'analyse, nous ne devons pas nous arrêter là. Des jeunes issus de l'immigration tiennent aujourd'hui un discours électoraliste du même type que le PC ou le PS (en ne changeant rien quant aux slogans) et même que la droite ou l'extrême droite (en changeant simplement le terme "racisme" par le terme "immigrés" par exemple). Qu'on en juge en contemplant cette affiche collée à Marseille : "Contre le racisme, donne-toi la parole en votant, ne les laisse pas décider à ta place" ! Il faut peut être chercher *qui* tient ce type de discours ?

On ne sera pas surpris en constatant que ces "candidats" ou "futurs candidats" (ou même élus aux dernières municipales) *représentent une nouvelle frange de jeunes issus de l'immigration, qui réussit à l'école, qui bosse et qui a investi le mouvement associatif.* Il est en train de se constituer, surtout chez les beurs, une caste, une nouvelle petite bourgeoisie qui tient à se faire reconnaître, à s'assimiler, à gagner *sa* place dans la cité et qui a tout intérêt à pousser les jeunes qui galèrent dans leur ZUP à aller s'inscrire sur les listes électorales (alors que ceux-ci n'en ont fondamentalement et socialement rien à "cirer"). Les premiers candidats de la "beur génération" aux dernières municipales ou cantonales ont expliqué leur faible pourcentage des voix par le manque de "maturité politique" des jeunes issus de l'immigration... en sous-entendant clairement que faire preuve de maturité politique se résume à s'inscrire sur les listes électorales et à "bien voter" ! On a déjà entendu cela quelque part !

Note : Cette dernière analyse repose surtout sur plusieurs articles parus dans "Beur génération" et édités par "Sans frontière" où des élus candidats beurs aux dernières élections municipales et cantonales s'expriment. Si ce "type de démarche" n'est pas une généralité... FAITES LE NOUS SAVOIR !

REIMS, le 12/06/85

A LILLE, POUVOIR VOTER C'EST BIEN, AVOIR SES PAPIERS C'EST MIEUX!

En France depuis 10 ans, Ali Adoul attend depuis trois ans sa carte de séjour promise par la préfecture du Nord, après l'abrogation d'un arrêté d'expulsion dont il faisait l'objet. Aujourd'hui, après 10 semaines de détention provisoire, 44 jours de grève de la faim et 5 jours de grève de la soif, Ali est en liberté provisoire et détient un titre provisoire de séjour de 5 mois (cf C.A. n° 47).

* Expression populaire d'origine kabyle qui peut se traduire approximativement par : ta mère a vendu du beurre aux Allemands.

14 mars 1985: Perquisition dans la région lilloise, chez une dizaine de militants politiques ou syndicaux, dans le cadre d'une commission rogatoire délivrée par un juge d'instruction parisien chargé de l'affaire "Géronimo". C'est en tant que voisin de militant politique qu'Ali Adoul est perquisitionné et ensuite inculpé de détention, d'usage de faux documents administratifs (un faux passeport) et de falsification en but d'extorsion de fonds à la sécurité sociale. En effet, Ali Adoul attend depuis trois ans ses papiers mais a le malheur de devoir se faire soigner les dents. C'est pourquoi il a utilisé un faux passeport, pour se faire accepter dans un CHR.

15 mars 1985: Ali Adoul est incarcéré à la maison d'arrêt de Loos. Commence alors un embroglio entre la préfecture et le cabinet du juge d'instruction, Mme Knecht. En effet, Ali Adoul est en situation irrégulière et ne dispose pas de papiers, même provisoires. Le juge d'instruction questionne le chef de cabinet du préfet au sujet de la situation administrative d'Ali Adoul. La préfecture répond que, vue la détention provisoire d'Ali Adoul, elle ne peut faire avancer son dossier.

Se met en place un "comité de soutien pour la libération et la régularisation d'Ali Adoul", regroupant selon les moments et les actions proposées, la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, le Comité de résistance anti-fasciste et anti-raciste de Lille, le groupe anarchiste de Lille (F.A.) et les ami(e)s d'Ali. Des contacts sont pris avec des comités "Stop racisme" (Roubaix, Tourcoing, Villeneuve d'Ascq). Des actions communes seront entreprises avec la Coordination immigrée qui défend à la même époque un jeune marocain menacé d'expulsion.

17 avril 1985: Ali Adoul entame une grève de la faim, suite au refus de mise en liberté provisoire.

10 mai 1985: Le préfet reçoit une délégation de la LDH, du MRAP, ainsi que Me Tillie (avocat d'Ali). Il s'engage à revenir sur sa position et accepte d'envisager la régularisation d'Ali Adoul, malgré sa détention provisoire et son inculpation. Nous avons réussi à casser le cercle vicieux préfecture-justice.

17 mai 1985: Ali Adoul est transféré, après 30 jours de grève de la faim, de la maison d'arrêt de Loos dans un quartier d'isolement des grévistes à Fresnes. Le juge refuse, le même jour, une troisième demande de mise en liberté provisoire.

31 mai 1985: Après 44 jours de grève de la faim et 5 jours de grève de la soif, le juge d'instruction, Mme Knecht, place Ali Adoul en liberté provisoire avec contrôle judiciaire. Elle lui donne deux mois pour régler sa situation administrative et trouver un emploi. Ali Adoul, aujourd'hui en convalescence, se voit replonger dans un nouvel embroglio. Il a deux mois pour se faire régulariser. Or, le titre de séjour provisoire qu'il a reçu de la préfecture n'est valable qu'accompagné d'une carte d'identité algérienne.

Ali Adoul en a fait la demande auprès des autorités consulaires. Délai le plus court: 3 mois! Période pendant laquelle il aura toutes les difficultés pour trouver un emploi, vue la précarité de ses papiers.

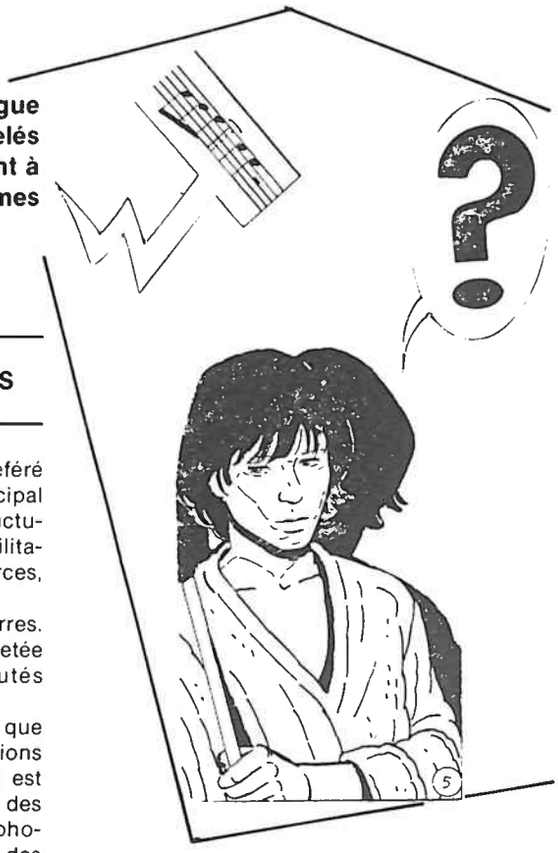
Nous avons gagné en soutenant Ali (par la diffusion de 15000 tracts, la vente de 500 cartes-pétitions individuelles, la signature de pétitions collectives lors du concert SOS-Racisme à Lille, l'organisation d'actions spectaculaires devant la maison d'arrêt de Loos, de rassemblements en centre ville, d'émissions de radios à Lille et à Paris, des contacts avec la presse locale et nationale) sa liberté provisoire et son récépissé également provisoire de 5 mois. Sa grève de la faim illimitée et 5 jours de grève de la soif ont du peser également sur la décision du juge et du préfet.

Mais rien n'est définitif et la situation d'Ali Adoul est loin d'être réglée. En effet, Ali risque d'être condamné pour faux, etc. et donc sujet à arrêté d'expulsion (principe de la double peine). C'est pourquoi nous exigeons un non-lieu dans cette affaire, vu que la détention et l'utilisation d'un faux passeport sont la conséquence directe de la lenteur mise à régler sa situation administrative.

Lille - 14/6/85

A MONS, Y'A DU BEUR DANS L'URNE

Un mois après les déclarations de Mitterrand au Congrès annuel de la Ligue des droits de l'homme (le 20 avril 1985), les étrangers Monsois étaient appelés à voter pour élire trois représentants des communautés étrangères vivant à Mons (1). Coup de pub du Pari socialiste, où réponse réelle à des problèmes locaux ?



Classique, la ZUP de Mons fut réalisée au début des années 60. 4000 logements répartis dans une cinquantaine de tours et de barres bâties, à quelques exceptions près, sur le même modèle. Rares sont les commerces et les services publics. Nombreux sont les parkings et espaces verts aseptisés.

Classique dérapage donc, lorsque les occupants, arrivés pour un transit, déménagent pour des quartiers "mieux fréquentés" (mais aux loyers plus chers !). Restent donc ceux qui, de toute façon, ne peuvent pas trouver moins cher et parmi cette population, ceux mal préparés à la vie en collectivité en appartement. Ces familles dites "difficiles" viennent souvent des courées ou des cités industrielles bâties au siècle dernier par les grandes familles du Nord. On y retrouve notamment les familles étrangères qui ne peuvent pas louer ou acheter une maison.

Brassage de population et passage au tamis du "grand ensemble", la politique d'alors est de placer et disperser les familles difficiles, toutes nationalités confondues, un peu partout parmi les 4000 appartements.

Mais se produit un phénomène contraire aux prévisions. Ce n'est pas la soi-disant famille difficile qui s'auto-discipline à la règle de la vie commune dans chaque entrée d'immeuble, mais, au contraire, c'est "ceux qui peuvent" qui partent et sont remplacés par d'autres, également "difficiles" qui souvent sont placés et acceptés par les sociétés d'HLM, faute de trouver des candidatures de familles mieux préparées à la vie en appartement (2).

On en arrive donc aujourd'hui à envisager des Plans de développement social des quartiers (PDSQ) qui, à Mons, ont donné lieu à une consultation directe des habitants et de laquelle s'est dégagée la nécessité de devancer la ghettisation de Mons.

T'AS VU, Y'A LE MAIRE QUI CAUSE DANS L'ENTRÉE !

24 réunions se sont déroulées du 5 novembre au 13 décembre 1984, dans 24 entrées différentes. Organisées par Françoise Julien, première adjointe et chargée du projet PDSQ, ces réunions auxquelles ont participé (au minimun 8 personnes et au maximum 38) 10 % des familles concernées, ont donné lieu à un compte rendu qui tire les principaux thèmes de revendication et propose quelques idées pour sortir la ville de Mons d'un phénomène de paupérisation et de laisser aller qui donne lieu parfois à des accidents d'auto-défense et à des actes racistes, isolés cependant.

MAIS LES ÉLECTIONS DE REPRÉSENTANTS ÉTRANGERS DANS TOUT ÇA ?

Oui, oui ! J'y arrive ! En effet, j'ai préféré commencer par une présentation du principal problème actuel de Mons qui est la restructuration de la ZUP, passant par une réhabilitation de certains logements en commerces, bureaux ou locaux associatifs, et par une rénovation lourde de certains barres. Ceci précise dans quel cadre a été projetée l'idée de faire voter les communautés étrangères.

En effet, le thème du logement est celui que l'on retrouve dans chacune des déclarations de foi des trois candidats élus et qu'il est souvent à la base des autres (intégration des familles étrangères, lutte contre la xénophobie, problèmes de voisinage, respect des différentes cultures, lutte contre l'échec scolaire...).

Alors, quand la municipalité projette de devancer la ghettisation de Mons en tant que ville où risquent d'arriver de plus en plus de familles à problèmes, en créant des "entrées différentes" et ayant chacune un contrat de voisinage défini par les habitants eux-mêmes (3), on peut penser que l'élection de représentants étrangers est un moyen que se donne la municipalité pour faire exister des interlocuteurs valables et en tous cas, élus par leurs congénères et non désignés par elle-même.

QUI DE MITTERRAND OU DE WOLF ?...

Le vote de Mons concrétise-t-il les propos de Mitterrand ou bien Mitterrand, par ses déclarations, a-t-il permis un regard national sur le vote des étrangers ?

A vrai dire, je ne pense pas que les étrangers de Mons avaient besoin, ni attendu les déclarations du président de la république pour se mobiliser et s'inscrire sur la liste électorale.

Le PS, par contre, réussit à exploiter cette expérience à tous les niveaux. Il sème la zizanie dans les rangs de la droite qui hésite à soutenir l'extrême droite sur le problème de l'immigration (4).

Mais en déclarant que le vote de Mons n'est qu'une première expérience, certains membres du PS expliquent que le Parti socialiste concrétise localement les promesses de F. Mitterrand. Et d'autres, en proclamant que l'expérience est intéressante mais ne peut être tentée partout en France, ménagent une partie de l'opinion publique, mal préparée à cette idée de vote des étrangers.

Pour terminer, il est bon de rappeler que les trois représentants n'auront qu'un rôle consultatif, mais qu'ils pourront intervenir dans chaque conseil municipal et qu'ils seront aidés pour cela par une commission spéciale représentant chaque tendance au sein de la communauté représentée.

A suivre... **Lille - 14/6/85**

NOTES

(1) Sont élus trois représentants (dont un Français !) pour les communautés suivantes : Marocaine, algérienne, Sud-Est asiatique, Europe et Afrique noire avec, respectivement, 143, 135 et 139 voix sur 494 inscrits. (86,4 % de votants).

(2) En 1977, Marc Wolf (PS) prend la municipalité à la droite et, plus jeune maire de France, commence à prendre des initiatives de concertation (référendum, conseil municipal suspendus pour discuter avec le public, inculpation pour participation à des émissions de radio-libres...)

Pilier du CERES, il inscrit, avec ses co-listiers (socialistes et communistes) le droit de vote des étrangers dans son programme municipal de 1982. Il sera réélu.

(3) "Ce contrat d'entrée serait constitué librement par les locataires d'une entrée, sur la base du respect plus ou moins rigoureux des textes existants (règlement de location, règles départemantales en matière d'hygiène et de bruit), et deviendrait opposable aux tiers dès lors qu'il serait souscrit par la totalité ou la quasi totalité des résidents concernés. C'est le contrat lui-même qui définirait très précisément et concrètement le niveau d'exigence auquel doivent satisfaire ses règles (entretien des parties communes, désinfection, tenue des caniveaux domestiques, surveillance des enfants). Il constituerait la référence pour la mise en œuvre des démarches de discipline collective". Extrait du compte rendu de la concertation dans les entrées d'immeubles.

(4) 250 personnes avaient répondu à l'appel national du FN. Seul un conseiller municipal de Lille (ex. RPR) est venu officiellement soutenir cette action.

FORUM POUR LE DROIT D'ASILE
Les réfugiés s'organisent

Le 29 mai dernier, s'est tenu à Paris un *Forum contre les extraditions et les expulsions, pour la solidarité avec et entre les réfugiés.* Trois commissions — problèmes politiques, juridiques et administratifs, vie quotidienne (emploi, logement, santé...), quelle solidarité? (mouvement syndical, associatif, information et médias — ont permis aux réfugiés iraniens, italiens, turcs, chiliens, kurdes, argentins... de confrontrer leurs situations et de dégager des objectifs communs: coordination des associations; proposition de créer un "SOS réfugiés", un centre d'accueil géré par les réfugiés eux-mêmes; réimpulsion de la *"Commission de sauvegarde du droit d'asile"* (créée en 1977 contre la ratification par la France de la *Convention européenne sur la répression du terrorisme* et réunissant des syndicats et des associations[1]) qui pourrait déboucher sur l'organisation d'une conférence nationale à l'automne...

Les discussions, à la fois riches et très concrètes dans ces commissions, ont fait paradoxalement apparaître le décalage grandissant, le manque de perspectives, la répétition dogmatique des inévitables discours "contre la répression" et harangues pseudo-révolutionnaires qui ont parasité la deuxième partie du Forum: le débat sur l'avenir du droit d'asile en France. La cacophonie qui s'est très vite instaurée à ce moment-là a réussi au moins une chose: passer sous la table les problèmes politiques de fond, que la situation actuelle rend de plus en plus nécessaire à aborder.

Le Forum n'était qu'une étape dans la prise en main de leur sort par les réfugiés eux-mêmes, ce mouvement naissant qui, comme celui des immigrés (Convergence 84...), amène à repenser la solidarité non plus en termes de principes (humanistes ou révolutionnaires) mais dans l'affirmation d'une pratique sociale des exilés, ici et maintenant.

Des salariés des institutions humanitaires(2), par leur confrontation quotidienne et leur opposition à la gestion bureaucratique et discriminatoire de l'asile, ont également apporté énormément d'informations aux réfugiés.

Ce Forum a permis ces deux rencontres, entre les réfugiés et entre ceux qui "s'occupent d'eux" et ne veulent plus, même s'ils sont payés pour, se contenter de gérer la charité de l'Etat.

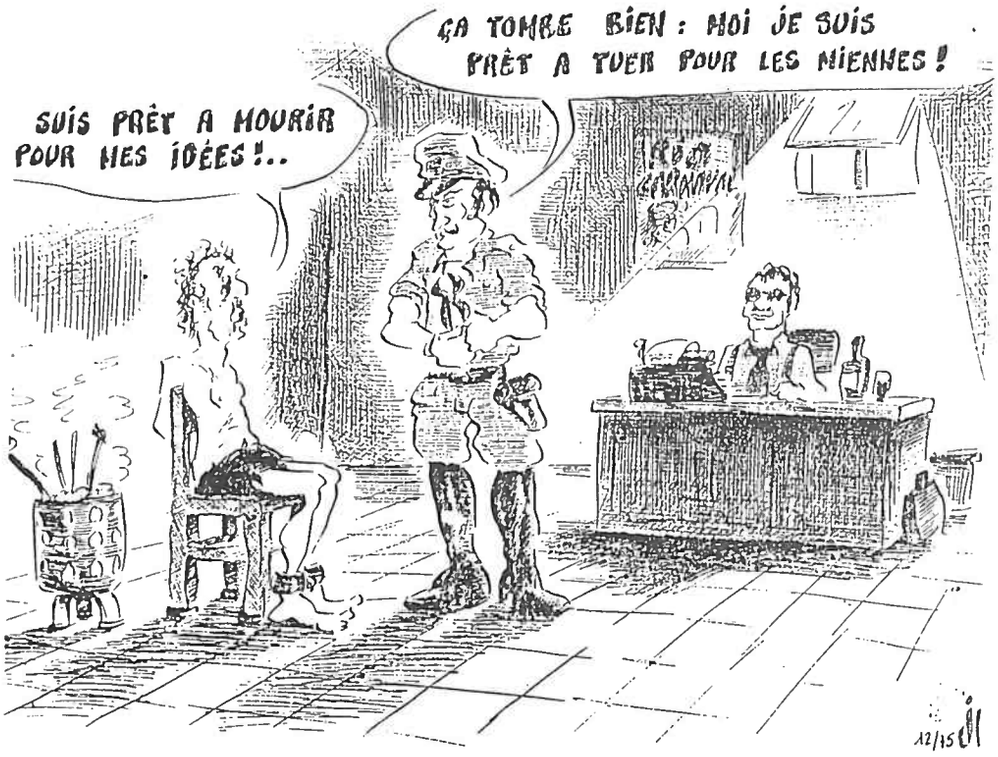
Bien évidemment, cette première confrontation n'a pas réussi à lever les contradictions ou différenciations objectives existant entre les réfugiés; les appréciations parfois divergentes ainsi que les modes d'insertion à la société française en témoignent largement.

La constitution d'un *"front des réfugiés"* constituera une épine de plus dans le pied du gouvernement. Et à condition qu'il ne s'enferme pas dans un certain corporatisme, ce "mouvement" est une contribution supplémentaire au combat pour de nouveaux espaces de liberté, contre la logique de la raison d'Etat.

Un participant - Paris

(1) SGEN, SAF, UNEF, SNES, Cimade, France terre d'asile, FASTI, Ligue des droits de l'homme.

(2) Sections CFDT et CGT de France terre d'asile, Cimade, et de l'OFPRA.



Vous avez dit extradition ?

Depuis près d'un an, 2 militants italiens réfugiés en France, Enrico Fedele et Giani di Giuseppe, laissés pour compte de la démocratie française croupissaient en prison sous écrou extraditionnel. Fin avril 85, lassés de cette situation, ils entament une grève de la faim pour attirer l'attention des pouvoirs publics. Le message est entendu. Le 9 mai 85, à 15h, au mépris de sa propre loi, le gouvernement socialiste prend un arrêté d'expulsion "d'urgence absolue" (notion qui rend la mesure exécutoire sans aucune possibilité de recours) et les expulse au Burundi, alors que le matin même, l'avocat d'E. Fedele avait reçu une réponse positive à la demande de mise en liberté provisoire...

Le 23 mai 85, convoqués à l'ambassade de France au Burundi, ils apprennent que le gouvernement français va cesser de verser les "subsides" qui leur étaient attribués. Sans argent ni papier (toujours en possession des autorités françaises), ils apprennent par ailleurs qu'ils ont une semaine pour quitter le territoire du Burundi pour un pays limitrophe et que l'Italie a entamé les démarches en vue de leur extradition.

Dès lors, l'attitude du gouvernement Mitterrand est des plus claire. Son apparent refus d'extrader n'est en fait que pure manœuvre. Par le biais de ces expulsions, il décide de sous-traiter avec le gouvernement du Burundi l'exécution d'une extradition déguisée.

Boucs-émissaires de la situation intérieure et extérieure actuelle, E. Fedele et G. di Giuseppe sont les premières victimes italiennes de la "raison d'Etat".

Les réactions suscitées par cette ultime décision du gouvernement français vont repousser l'échéance mais, toujours "indésirables", ni Enrico et Giani peuvent prolonger leur séjour forcé au Burundi, leur situation reste précaire et est un antécédent très grave pour le devenir de tous les réfugiés en France. Plus que jamais, la lutte contre toutes extraditions et expulsions reste nécessaire et chacun se doit d'être vigilant

Contre l'amnistie

Ceux qui s'intéressent aux luttes des années 70 en Italie et aux problèmes posés par la génération politique emprisonnée, comme enjeu et comme sujet de débat pour ceux qui sont dehors, peuvent se procurer une petite brochure fort intéressante: Et nous serons toujours prêts à nous emparer encore une fois du ciel contre l'amnistie

Alfredo M. Bonanno
Publications Révolte et Liberté
BP 1104 - 69202 Lyon Cédex 01

dont voici un extrait assez significatif des propositions avancées:

"... L'énorme pression morale des 4000 corps qui sont pratiquement en train de mourir dans la solitude, ne peut nous faire fermer les yeux devant l'évidence. Choisissant la voie du pacte, de la négociation avec l'Etat, nous ne réussirons jamais à les tirer réellement de là. Nous mettrons dehors 4000 simulacres de femmes et d'hommes qui tomberaient dans une dimension où ils ne feraient que retrouver des barreaux d'une autre prison: la prison de la propre inutilité, ou propre abattement, se sentant constamment "ailleurs", dans le lieu où ils ont cautionné la propre identité de révolutionnaires.

Il faut retourner l'ignoble thèse qui a été proposée: négocier la libération des copains pour reprendre la lutte; par l'affirmation beaucoup plus logique et conséquente: reprendre la lutte pour pouvoir imposer la libération des copains. Mais cette reprise ne doit pas être la répétition maladive des mœurs monolithiques ou parti armé, mais un développement critique dans une autre direction..."

Etat espagnol

UN REGARD SUR LA CNT

Le 26 novembre 1984, en application du décret-loi antiterroriste en vigueur en Euskadi, des militants de la CNT étaient arrêtés dans la province d'Alava. Trois d'entre eux sont toujours détenus à la prison de Carabanchel (Madrid) en attente de leur procès. Rappelons que les chefs d'inculpations sont « appartenance à groupes armés » (Fédération Ibérique des Groupes Anarchistes, Commandos Autonomes Anticapitalistes) et tout ce qui s'y rattache (attentats, recouvrement d'un impôt révolutionnaire, hold-up...). Il s'agit d'un montage policier visant à combattre une organisation anarcho-syndicaliste, pôle de regroupement radical à Vitoria (cf. C.A. n° 46).

Des comités de soutien se sont créés en France en particulier à Paris et à Longwy, qui ont organisé du 24 au 27 avril des meetings d'informations-débats dans différentes villes françaises. Parmi les nombreux thèmes abordés, il en est un qui nous intéresse plus particulièrement : celui de la position de la CNT face aux restructurations.

Au-delà de la répression spécifique au Pays basque (où les luttes menées par la CNT ont été les plus fortes et les plus offensives : implantation réelle et quasi unique de la CNT dans la région de Vitoria) et dans un contexte d'acharnement sauvage pour briser tout mouvement social contestataire, il nous est apparu intéressant de présenter une approche du rôle de la CNT rénovée dans les luttes sociales actuelles.

L'article qui suit n'est donc pas un compte rendu fidèle des différents débats organisés en avril en Fance, mais une analyse faite par un militant de la CNT pour *Courant Alternatif,* sur l'influence et le cheminement de son organisation dans la situation générale actuelle.

Une nouvelle CNT

Depuis le « congrès extraordinaire d'unification » de la CNT rénovée à Madrid les 29, 30 juin et 1er juillet 1984, la réalité de la CNT s'est renforcée.

Si les deux CNT — CNT rénovée ou « congrès de Valence » et CNT-AIT ou historique — continuent de coexister, ce congrès d'« unification » a vu la fusion entre le secteur « congrès de Valence » et de larges pans de la CNT-AIT (formés de militant(e)s exclu(e)s ou l'ayant quitté pour des raisons similaires à celles qui avaient provoqué l'éclatement de 1979 — stratégie syndicale différente notamment sur la participation aux élections syndicales). Aujourd'hui, après ce dernier congrès, la CNT s'est renforcée essentiellement parce que l'unification s'est réalisée entre deux secteurs avant tout syndicaux, c'est-à-dire présent dans un certain nombre de secteurs industriels au sein desquels le poids des militants historiques est minime.

Sans faire de prosélytisme, il est évident que l'unification et les objectifs déterminés au dernier congrès, plus proches de la réalité sociale des travailleurs et de leurs problèmes quotidiens, ont permis une remontée succincte mais réelle de la CNT avec une plus grande présence dans les conflits sociaux, un accroissement lent mais continu du nombre de ses membres et une participation de plus en plus importante dans les comités d'entreprises tels Michelin, Ford, CASA (constructions aéronautiques), transports urbains à Séville...

... mais minoritaire

Mais ces "avancées" ne doivent pas occulter la réalité; la force et la présence de la CNT restent réduites. La CNT se situe très loin derrière les syndicats "majoritaires" et, dans la situation actuelle, il est difficile d'envisager un changement notable autrement qu'à travers un processus lent qui analyse et tente d'annihiler les conditions objectives qui ont créé cet état de fait.

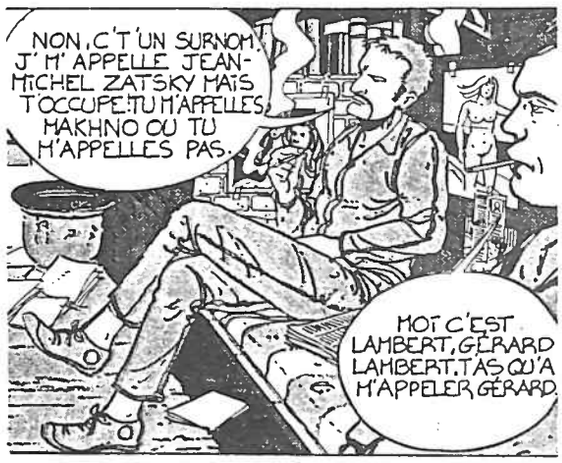
La désagrégation du mouvement révolutionnaire dans son ensemble et du courant libertaire en particulier est lié à plusieurs facteurs qu'il convient de dégager :

- la présence des deux CNT et des luttes internes qui ont conduit à la scission sont des événements que les ouvriers n'ont pas compris et qui les ont conduits le plus souvent à un rejet total de l'organisation;

- l'absence de la CNT dans les luttes syndicales à la fin du franquisme, due à une vision erronée de la CNT en exil et de ses divisions internes; héritage lourd de conséquences dans la "nouvelle" CNT de 1976;

- la trop grande diversité dans l'important afflux de l'après-franquisme (1976) qui allait du travailleur préoccupé par son quotidien à l'intérieur de l'entreprise au "marginal" vivant une autre réalité et favorable à l'abolition immédiate du salariat. Le consensus réel ne s'est opéré, de fait, que dans la contestation du système en place mais la disparité entre les différentes composantes et le déplacement des préoccupations et des objectifs prioritaires n'ont abouti qu'à l'incompréhension totale entre tous.

L'atomisation des groupes, le sectarisme des anarchistes ne voulant voir dans la CNT que des anarchistes prêts à une révolution immédiate, n'ont conduit qu'à l'éclatement du mouvement.



- la conception maximaliste des luttes alors qu'il n'existait aucune force sociale réelle, due à la présence de jeunes militant(e)s non syndicalistes, souvent influencé(e)s par les thèses bakouninistes et excessivement idéologues. A contrario, les "vieux militants" tournés vers le passé, se sont montrés incapables de s'adapter aux nouvelles réalités. Cette situation a eu des conséquences néfastes à l'intérieur des luttes, y compris celles où la CNT était majoritaire comme celle des pompistes de Barcelone, la ROCA, et a provoqué désillusions et désenchantement général;

- le manque de conscience sociale et d'esprit associatif chez les travailleurs; conséquence de quarante années de fascisme : sources d'un plus grand égoïsme, d'une absence de solidarité et d'un sentiment de peur;

• enfin, il faut signaler la volonté généralisée des institutions et du pouvoir, d'empêcher le développement d'un syndicalisme révolutionnaire en prise avec la réalité, en provoquant et en créant des divisions au sein du mouvement ouvrier.

A partir de cette analyse, il faut se poser la question sur les nouvelles manières d'avancer et d'agir.

Elections syndicales

La CNT ne possède pas encore aujourd'hui les capacités suffisantes pour mener de front une lutte généralisée contre la société. Ses forces sont trop limitées et le fonctionnement de son organisation est précaire.

Ce qui est prioritaire actuellement, c'est la défense des intérêts immédiats des travailleurs ; et pour cela, il faut être présent, partout où c'est nécessaire, en s'efforçant de regagner la confiance des travailleurs et de faire participer ceux-ci à toutes les décisions qui les concernent.
Les positions de la CNT ne sont pas encore définitives ; ce sont des points d'accord larges, susceptibles d'évoluer.

La participation aux élections syndicales est l'un des thèmes les plus importants. C'est une manière de prouver jusqu'où peuvent aller les propositions de la CNT pour être là où se discutent et se décident les problèmes de travailleurs.

La participation aux comités d'entreprise, acceptée par les travailleurs comme une forme de représentativité, marginalisait la CNT lorsqu'elle proposait le boycott parce qu'elle n'avait pas la force suffisante pour imposer une autre stratégie.

Bien entendu, sa présence dans les comités d'entreprise ne suppose pas une volonté de se substituer aux sections syndicales, ni à l'action directe des travailleurs, mais au contraire à mieux connaître les manœuvres des syndicats pactistes, CCOO *(Commissions Ouvrières)* et UGT *(Union Générale des Travailleurs)* et mieux expliquer aux travailleurs ce qui se trame dans leur dos. C'est aussi un moyen de renforcer et de développer les assemblées, et de stimuler ainsi l'esprit de participation des travailleurs jusqu'à la substitution des comités d'entreprise par des sections syndicales véritablement représentatives.

Les prochaines élections syndicales qui se dérouleront en 1986 seront un test important pour la CNT. Elles permettront de mesurer les possibilités réelles de son développement et de savoir si la CNT deviendra ou non, la troisième force syndicale du pays.

La CNT contre la crise

Les positions de la CNT sur le chômage, la crise économique et les restructurations industrielles sont essentiellement celles-ci :

• contre le chômage : répartition du travail, suppression des heures supplémentaires et des doubles emplois, journée de 35 heures en y parvenant de manière échelonnée, retraite à 55 ans ;

• contre la reconversion industrielle : maintien des postes de travail (non-diminution), pas d'augmentation du chômage et refus d'accepter les accroissements de la productivité, lutte pour un salaire suffisant.

Bien entendu, il s'agit là de points généraux qui peuvent varier suivant les secteurs de production, les entreprises, suivant aussi les circonstances, et la force du mouvement syndical, etc.

Pour la CNT, il est clair que les problèmes du chômage, de la reconversion, etc., ne peuvent trouver de solution véritable sans un changement radical de société, lequel ne pourra être obtenu que par des avancées dans les luttes, dans l'organisation et la conscience des travailleurs, et bien entendu d'autres couches sociales.

La CNT n'est pas opposée aux reconversions d'une façon maximaliste, en contestant le développement technologique par exemple. La CNT est contre les reconversions sauvages au bénéfice du capital, qui visent à accroître l'exploitation, à obtenir de plus grands bénéfices et à réprimer davantage. Dans cette mesure, la CNT est contre les reconversions et, en fonction de ses possibilités, elle lutte contre et propose des alternatives (création de coopératives...).

Les reconversions contre les travailleurs

Les reconversions sont actuellement pratiquement terminées en Espagne, seules des précisions sont encore à formuler ; à l'époque du congrès d'unification, seuls les chantiers navals n'avait pas été restructurés.

Au début, la CNT, lorsqu'elle est présente dans les secteurs concernés, s'engage dans la lutte contre les reconversions, en posant celles-ci comme un problème de solidarité, comme un problème de tous les travailleurs, qui va s'appliquer secteur par secteur, et à l'intérieur même des secteurs, de façon parcellaire dans l'intention de parcelliser les luttes, une situation de changement social n'existant pas.

Depuis que se sont posés la question des reconversions industrielles et le début de leur application, la solidarité des travailleurs aurait dû se développer afin de parvenir à les rendre moins sauvages et le plus favorable possible aux travailleurs.

Dans ce contexte, la CNT pose le problème du maintien du poste de travail, ce qui signifie étudier la viabilité de l'entreprise et le recyclage de l'industrie vers d'autres produits du même type, en tenant compte du fait que les reconversions se font avec l'aide de fonds publics.

L'UGT soutient les reconversions et négocie les licenciements avec le gouvernement et le patronat en essayant d'obtenir une période de chômage de trois ans et la garantie de retrouver un travail au bout de cette durée. (En fait de garantie, il s'agit d'une promesse non tenue.) Les CCOO ont, elles aussi, participé aux négociations des pactes, arrivant à certains accords mais se rangeant au côté de l'UGT. Les autres forces de gauche, là où elles ont une réelle audience, le **Mouvement Communiste** (MCE), le syndicat basque LAB qui fait partie de la coalition aberztale **Herri Batasuna**, et quelques autres forces ont mené la lutte jusqu'au bout, mais l'absence d'alternative possible a mené à une impasse. Les travailleurs, qui après une lutte très dure, l'ont finalement perdu, se sont retrouvés dans une situation de profond désenchantement.

Des luttes difficiles...

La lutte contre les reconversions a été une victoire pour le capital et le pouvoir et une piteuse déroute pour les travailleurs. Plusieurs raisons à cet échec : une absence de solidarité du fait de la démobilisation organisée par l'UGT, suivant en cela les directives du PSOE au pouvoir, et de l'incapacité des CCOO d'animer la lutte après cinq années de pactes sociaux et de trahisons envers les travailleurs. Les autres composantes (MCE, abertzales) n'étaient pas assez fortes pour mobiliser et pour faire comprendre aux travailleurs que la réponse devait être généralisée et unie. Par ailleurs, les luttes parcellaires (par secteur, voire par entreprise) et une situation de chômage important ne permettent pas d'obtenir des améliorations. Les entreprises ont profité des licenciements pour faire des renvois sélectifs des travailleurs les plus combatifs.

La CNT a été dans la mesure du possible dans ces luttes, sur les bases citées.

La CNT ne propose pas seulement aux travailleurs des revendications de type salarial mais elle pose le problème de la lutte contre l'augmentation de la productivité par personne, celui de l'amélioration de la qualité de la vie (le travail en faisant partie), refuse d'admettre l'instauration de la quatrième équipe.

... parfois victorieuses

Il y a eu certaines luttes importantes allant dans ce sens. Un exemple : la lutte de Michelin à Vitoria contre les augmentations de la productivité et la création de la quatrième équipe qui supposait faire tourner l'usine 365 jous par an à plein régime et transformer les travailleus en machine à produire de façon rotative et discontinue, rompant leur rythme de vie avec des répercussions sur leur vie sociale et familiale, alors qu'une telle réorganisation de la production supposait une réduction de l'horaire de travail.

La lutte dans *"Gráficas Solvat de Estella"* contre l'instauration de l'équipe de nuit, dans laquelle la CNT a expliqué de façon systématique sa position d'améliorer les conditions de vie, a empêché le patronat d'imposer ses objectifs. A la suite de cette lutte, en 1984, la CNT s'est présentée aux élections syndicales et les a gagnées; CCOO et UGT n'ayant aucun représentant au comité d'entreprise.

A Michelin, la lutte commence à la fin 1979 et très vite s'affonte durement à cette multinationale. Alors que dans les autres usines du groupe en Espagne, la quatrième équipe est introduite, à Vittoria, les travailleurs parviennent à l'empêcher. Dans cette usine, la CNT était et continue d'être majoritaire. Dès le début de la lutte, les positions défendues par la CNT sont majoritairement reprises par l'assemblée des travailleurs. Face à cette grève, la réponse du patronat fut la répression à laquelle les travailleurs répondirent avec dureté; les manifs se multipliaient et les femmes des ouvriers s'incorporaient à la lutte. Ainsi, ce qui, au départ, était un conflit d'entreprise, se convertit en conflit social et, dans la mesure où le conflit descend dans la rue, se transforme en lutte politique.

Toutes les méthodes de luttes sont utilisées, légales et illégales. La violence apparut rapidement jusqu'à des attentats assumés par les travailleurs. Les "jaunes" sont battus... Et dans cette situation, les cadres qui assurent le fonctionnement de l'usine, c'est-à-dire le contrôle et la répression, furent aussi attaqués, de sorte que disparut de l'usine tout ce qui était autorité, discipline... C'est de cette manière que le conflit réussit à être une victoire pour les travailleurs.

... à court terme

Bien entendu, ce ne sont que des victoires partielles et ponctuelles qui, à la longue, peuvent retomber si l'organisation ne progresse pas et si les luttes ne se généralisent pas.

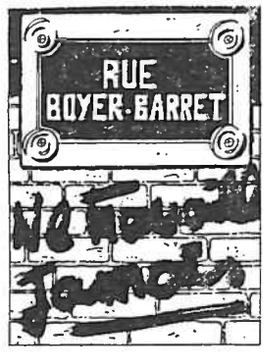
Car avec le temps, le patronat va imposer ses critères. Ce phénomène, sans être encore important, commence à se sentir chez Michelin. De plus, la lutte de Michelin ne peut être considérée comme un modèle reproductible dans d'autres lieux; ceci dépend d'une série de facteurs : la force du syndicat où s'est développée la lutte, l'ambiance sociale qui entoure le conflit, l'audience des alternatives proposées aux travailleurs par la CNT, les caractéristiques du syndicat.

Le devenir, les perspectives

La CNT, dans sa nouvelle démarche et dans l'esprit de se fixer de nouveaux objectifs correspondant aux caractéristiques de la société actuelle, a créé un secrétariat d'action sociale avec comme but d'intervenir peu à peu dans de nouveaux domaines comme l'écologie, le féminisme, l'antimilitarisme, le pacifisme, l'antinucléaire... C'est pourquoi elle prend des contacts avec les différents collectifs qui, en plus, ont généralement un caractère libertaire. Peu à peu la CNT va participer à toutes ces luttes dont dernièrement dans les comités pro-référendum sur l'OTAN. De la même manière, elle participe aux commissions de chômeurs.

Je pense que si la CNT poursui dans cette voie, en contact avec les travailleurs et leur quotidien en prise avec les problèmes sociaux..., avançant dans l'organisation des travailleurs, développant la solidarité, pratiquant l'action directe, et permettant aux travailleurs de participer à la décision et la solution des problèmes, tout ceci dans un esprit libertaire, sans dogmatisme, respectant l'autonomie des syndicats et leurs caractéristiques, respectant les positions à l'intérieur des limites de la tolérance et sans renoncer à aucun de nos présupposés révolutionnaires, la CNT redeviendra ce qu'elle fut et le prolétariat espagnol rejouera un rôle important dans l'avancée vers une nouvelle société et chassera de nouveau les syndicats bureaucratiques et "pactistes" dépendant des intérêts des partis politiques (PCE et PSOE) que sont les CCOO et l'UGT.

Antonio



Le mouvement indépendantiste à un tournant décisif

Interview d'un militant du FLNKS

Depuis le 18 novembre 1984, date du boycott actif des élections à l'Assemblée territoriale, le mouvement indépendantiste kanak a parcouru "au pas de charge" un chemin qui a vu s'accélérer le cours de l'histoire et laisser entrevoir matériellement la possibilité d'une prochaine souveraineté sur sa terre.

Désorienté dans un premier temps, le gouvernement réagissait ensuite très vite. L'envoi massif de forces de répression (près de 7 000) et de Pisani constituait une première réponse visant à mater la révolte. Simultanément s'élaborait une réponse plus globale, intelligente et à plus long terme afin de reconduire, sous des formes plus modernes, la domination coloniale du territoire.

Nous avons rencontré un militant de la section FLNKS de France, en contact direct avec le mouvement indépendantiste là-bas. Il nous informe sur la situation dans laquelle se trouve le Front actuellement. Il livre ici également son point de vue, ses certitudes, mais aussi parfois ses doutes sur la période nouvelle créée par l'imminence des élections aux conseils régionaux et d'un retour possible dans les institutions.

Les comités de luttes et d'autodéfense

C.A. – Est-ce que tu peux faire le point sur les événements que se sont déroulés en Kanaky depuis le congrès de Nakety (février), les mobilisations, le boycott scolaire et également sur la structuration du mouvement indépendantiste, notamment la marge de manœuvre importante donnée aux comités de base ?

Au congrès de Nakety, nous avions adopté un certain nombre de résolutions pour permettre au FLNKS, au peuple kanak et aux travailleurs de Nouvelle-Calédonie de faire face à la situation qui avait été créée depuis le 18 novembre. Faire face aussi à l'avenir, assez défavorable pour nous puisque les rapports de force sur le terrain ne l'étaient pas.

La principale des résolutions concernait effectivement l'autonomie, le pouvoir accordé à notre peuple qui a dirigé pratiquement la lutte depuis le début : donner la pleine autonomie de gestion, d'organisation, de décision à nos comités de lutte et d'autodéfense qui sont les structures de base dans les régions qu'ils contrôlent. Bien sûr, cette pleine autonomie doit s'insérer dans le cadre d'une stratégie impulsée par des "structures directionnelles" : le bureau politique et le gouvernement provisoire qui servent de relais essentiellement avec le pouvoir colonial. Ces comités de lutte avaient trois objectifs pour la période qui s'ouvrait :

- Assurer l'autodéfense compte tenu de ce qui s'était passé où la répression s'est abattue (opérations coups de poing, ratissages dans les tribus...).
- Dans la confrontation avec le pouvoir et la bourgeoisie coloniale, permettre à notre peuple, dans ses actions, d'assurer sa propre survie; mettre en place des structures que l'on avait déjà essayé de créer depuis que le mot indépendance a commencé à apparaître, comme les coopératives, et mieux organiser la gestion de la vie dans les tribus puisque les comités de lutte prennent la configuration des tribus. On a demandé aux gens de ne pas laisser tomber certains types d'activités comme l'agriculture vivrière, de boycotter le circuit colonial dans la mesure du possible, ce qui est très difficile. En période de confrontation, c'est facile et c'est comme ça que l'on a réussi à mettre en place les écoles populaires, mais quand il y a normalisation, comme c'est un peu le cas aujourd'hui, c'est beaucoup plus difficile.
- On a demandé aussi aux comités de luttes de mener des actions de déstabilisation économique : nous pensions que c'était l'arme qui pouvait nous permettre de passer à un autre niveau. Et pour éviter cette idée qu'il n'y aurait que la lutte armée ou les élections, nous disions qu'il y avait d'autres moyens intermédiaires comme le boycott économique.

Nous avons lancé aussi le boycott de l'alcool qui est quelque chose de très important. L'alcool est le fléau du peuple kanak, c'est devenu le refuge de toute cette contestation. C'est une grande victoire pour nous et cela aura permis aussi de faire comprendre aux gens que la solution de leurs problèmes n'était pas dans ce type de moyens.

Boycott scolaire, insoumission

Le boycott scolaire : nous étions conscients de la délicatesse de ce type de démarche. C'était surtout lié à un sentiment de sécurité pour nos enfants. L'année scolaire, là-bas, finit au mois de décembre et depuis le 18 novembre, les enfants avaient arrêté l'école. Le 1er mars (rentrée scolaire) arrivait et il fallait voir comment aborder le problème : les enfants étaient toujours menacés et Pisani voulait en faire la preuve que la vie redevenait normale; c'était donc aussi un conflit politique.

Compte tenu de tout cela, nous avons décidé de ne pas envoyer les enfants à l'école et d'essayer aussi de mettre en place autre chose, avec beaucoup de difficultés, c'est vrai. Dans cinq ou six régions, nous avons des écoles populaires (Yaté, Ouvéa, Canala, Ponérihouen...) mais cela ne s'est pas fait de la même manière partout, pour des raisons organisationnelles surtout (manque de moyens) et c'est pourquoi nous sollicitons un soutien international. Nous avons fait un bilan de la question scolaire. Ce problème a divisé le mouvement; c'est un problème délicat, surtout quand il s'agit des enfants et quand on connaît la place des enfants dans la société kanake, cela accentue le problème. Au congrès de Hienghène, nous avons décidé d'arrêter le boycott passif, l'objectif maintenant est d'envoyer les enfants à l'école et de travailler à l'intérieur pour la restructuration du contenu de l'enseignement et de la pédagogie. Les parents ont le choix entre l'école populaire et l'école traditionnelle. Les écoles populaires vont continuer à marcher, car le point positif, malgré les lacunes et les erreurs qu'on a commis, c'est que les gens ont pris conscience de

pas mal de choses à ce niveau-là. Avant le 18 novembre, cela aurait été inconcevable que les parents n'envoient pas leurs enfants à l'école. Le boycott et les écoles populaires sont la preuve de notre maturité, de notre prise de conscience.

C.A. – A Hienghène, vous avez confirmé le mot d'ordre de boycott du service militaire pour les futurs appelés kanaks. Comment cela se passe-t-il?

C'est effectivement un mouvement qui ne date pas du congrès de Hienghène puisque depuis le 18 novembre, beaucoup de jeunes ne sont pas allés à l'armée. Comme on est loin, avec peu de moyens, souvent les jeunes qui viennent ici (en France) le font par l'intermédiaire de l'armée — pour voir un peu autre chose. Des étudiants viennent comme cela, puisque nous faisons partie des couches les plus défavorisés de la Nouvelle-Calédonie.

Beaucoup de jeunes qui étaient avec Eloi ne sont pas allés au service militaire. Nous avions lancé le mot d'ordre à Nakety, mais ce n'était pas encore une mobilisation constante et le problème ne se posait pas de la même manière. Aujourd'hui, nous pensons faire de la contestation du service militaire une arme de mobilisation. S'ils viennent chercher les insoumis, on se mobilise. On va bientôt avoir un test avec les premiers contingents qui arrivent, voir si effectivement, les jeunes suivent, mais c'est toujours très difficile en période calme.

Outre l'aspect mobilisation et contestation de la base militaire, ce boycott permet de défendre ceux qui sont déjà insoumis dans un cadre beaucoup plus large. Nous voulons prendre en charge, assumer toutes les conséquences qui découlent et c'est une décision très importante puisque nous décidons de participer en même temps aux élections. Cela éclaire le sens avant tout tactique que nous donnons à ces élections.

La lutte armée est un choix très difficile à envisager et il y a d'autres moyens pour avancer.

C.A. – Pour l'instant, c'est surtout chez certains Caldoches et les forces de répression qu'il y a une lutte armée...

Ce sont eux qui incitent les Kanaks à prendre ces positions. On ne peut pas se permettre d'arriver à l'indépendance avec autant de morts, proportionnellement à la population, que nos frères algériens.

Solidarité des peuples du Pacifique

Au congrès de Hienghène, nous avons aussi décidé de boycotter le festival des Arts du Pacifique. Le culturel a toujours joué un rôle important dans les luttes de décolonisation.

C.A. – Dans tous les mouvements de libération, c'est souvent une revendication culturelle qui, au départ, soude les gens...

... Qui soude les gens et que le pouvoir colonial voudrait récupérer : *« Vous revendiquez votre culture? Pas de problème, nous nous en occupons. »*

Nous avons déjà boycotté le festival qui se passait à Nouméa l'année dernière. Aujourd'hui, il est organisé à Tahiti. Nous avons demandé non seulement aux Kanaks de le boycotter, mais aussi aux peuples du pacifique, parce qu'ils nous apportent leur soutien. Dernièrement, il y a eu une discussion au Vanuatu entre notre représenant et les ministres des Affaires étrangères des autres pays mélanésiens. Le mouvement se déclenche assez bien. C'était aussi un souhait formulé par les camarades indépendantistes tahitiens, présents à notre congrès.

Hienghène

C.A. – Malgré ces consignes de boycott, le congrès de Hienghène est apparu en retrait par rapport à celui de Nakety. Comment l'analyses-tu?

La simple différence, pour nous conjoncturelle, c'est qu'on participe aux élections. Cela peut ressembler effectivement à un retour à ce que nous faisions avant le 18 novembre, mais nous étions dans une situation où le rapport de force n'était pas favorable. Nous y allons et je ne te cache pas que le débat a été très dur. Nous avons encore l'image de nos vingt-deux camarades qui sont tombés et, du jour au lendemain, s'asseoir avec certaines personnes, c'est pas évident.

Le congrès a pensé que certains éléments du projet Fabius peuvent nous permettre de mieux nous organiser, de mieux continuer le travail de sensibilisation de notre peuple. Donc, utiliser ce moment de répit pour mieux définir notre stratégie et voir comment on peut encore accentuer le combat. Ce n'est pas une décision stratégique, mais plutôt tactique.

Le projet de loi donnait les pleins pouvoirs aux conseils régionaux, donc on n'était pas obligé de siéger à ce congrès qui est l'équivalent de l'Assemblée territoriale actuelle. Le pouvoir colonial a modifié cela et a redonné les attributions de l'ancienne Assemblée territoriale au Congrès ce qui fait que tout ce qui concerne les régions devra passer obligatoirement par le congrès.

C.A. – On a la nette impression que cela vise à refaire rentrer le mouvement indépendantiste dans les institutions, pour casser une dynamique.

La journée du 8 mai a, semble-t-il, été déterminante sur l'ambiance du congrès et, vu de France, la mobilisation du 8 juin n'a pas été très forte, comme si on assistait à un reflux, à une démobilisation. Est-ce que les gens ont peur, ne savent pas très bien où ils vont maintenant, pensent que la mobilisation n'est plus très rentable?

Effectivement, le 8 mai a joué un rôle important même pour la nouvelle génération. C'était quelque chose qu'on n'avait jamais imaginé. Le 8 mai a pesé énormément sur les décisions du congrès, à tous les niveaux. Et même des mouvements politiques, comme le parti de Libération kanake, par exemple, ont poussé pour qu'il n'y ait rien à Nouméa, le 8 juin.

Gagner Nouméa

Il faut que le mouvement de libération nationale se donne les moyens de faire de cette stratégie, quelque chose d'offensif et faire un pas en avant et non un recul par rapport à ce qui a été fait. Beaucoup de choses sont possibles : définir des objectifs pour l'avenir, par exemple, faire quelque chose le 24 septembre (anniversaire de la prise de possession de l'île en 1853). La Kanaky ne sera vraiment indépendante que lorsqu'on aura gagné Nouméa.

C'est une période de repli pour mieux nous organiser, car il y a des problèmes d'organisation au sein du mouvement (exemple, le 8 mai). Les gens ont été déçus qu'on ne fasse rien à Nouméa, mais on ne pouvait pas les envoyer à l'abattoir. La dernière semaine avant le congrès, les fachos tiraient encore sur certaines maisons habitées par des Kanaks. Exemple aussi, cette bombe qui a failli exploser dans un bus entre Nouméa et Poindimié où il n'y avait pratiquement que des Kanaks.

Il y a toute une situation entretenue par les fascistes locaux qui nous fait dire que l'on n'a pas d'illusion à se faire sur ces élections. Si cela nous permet de prendre quelque chose, on le prend, mais dans tous les cas il faut rester mobilisé.

La participation aux élections n'est pas encore tout à fait acquise puisque notre Convention nationale doit se dérouler fin juillet ou début août pour définir ce que l'on fait car beaucoup de choses ont été remaniées.

Alors que le gouvernement avait comme stratégie de casser le FLNKS, cet outil que l'on a réussi à mettre en place depuis le 18 novembre a été préservé.

C.A. – De tous temps, cela a été le but des socialistes, diviser et faire émerger une "troisième voie". Pisani a visiblement poursuivi dans cette voie somme toute classique : casser le front et chercher à en dégager peut-être certaines composantes plus "modérées".

Ils avaient déjà fait apparaître ça quand Eloi avait été assassiné, relayé par les médias. Et il faut le dire, c'est quelque chose qui existe aussi chez nous, certains militants du front ont cautionné cette politique de division.

Unité, organisation, élections?

Au congrès de Hienghène, je te dirais que ce n'était pas avec un grand enthousiasme que l'on a décidé de participer aux élections. C'était l'unité du mouvement qui était en jeu. Le contexte du congrès était particulier; les prises de positions de l'Union Calédonienne (U.C.) et du Front Uni de Libération Kanake, ils n'auraient pas dû, c'était encourager la stratégie de division du pouvoir colonial. Et la façon dont cela a été relayé par les médias, tout le monde s'est figé sur la question de l'unité du mouvement, ce qui a empêché de nous concentrer sur les moyens, les formes de mobilisation.

Les camarades qui ont été assassinés forgent la mémoire collective de notre peuple et la décision du congrès est interprétée comme un retour en arrière par nos militants de base.

Mais, il y a des réflexions dans le mouvement, des bilans qui sont tirés depuis 1976, pour mettre en place un outil, le FLNKS. Ce n'est pas le Front indépendantiste qui était un truc d'état-major, mais un outil de base, pour la lutte. On ne va pas se mettre à le casser comme ça, sur un simple problème élections/pas élections. C'est un peu l'état d'esprit des militants. Juste avant le congrès, j'ai téléphoné à Nouméa et les militants disaient : est-ce que le FLNKS va exister lundin prochain, et ça, c'était une question très lourde.

Nous sommes sortis grandis de ce congrès et nous avons montré une certaine maturité dans les décisions. Et surtout, on va aborder une période dont on ne connaît pas encore les contours. La décision du congrès nous laisse un éventail très large dans les choix pour apprécier l'avenir, et c'est très important. Si bien que la question élections/pas élections devient à la rigueur un faux problème; c'est à nous de nous donner les moyens, tout repose sur notre organisation et aussi la solidarité

internationale. Comme nous avons peu de moyens, si le mouvement ouvrier international et surtout français pouvait nous donner un coup de main, tout à fait naturel puisque nous défendons les mêmes causes, contre le système capitaliste qui, en plus de formes archaïques de la domination coloniale, sévit aussi chez nous, à forger les structures anticapitalistes et anticolonialistes que nous essayons de construire là-bas, nous pourrions aller jusqu'au bout.

C.A. – Le PS, Pisani se sont taillés une indépendance à leur mesure. Ne craignez-vous pas quand même qu'un retour de la droite en France modifie les données du problème, en révisant encore un peu plus à la baisse les projets déjà néo-colonialistes des socialistes? N'y a-t-il pas une menace qui vous fait accepter le moins mauvais?

Je ne pense pas que la menace de la droite nous fasse accepter quelque chose. il faut nous organiser un peu plus. Nous ne croyons pas que Mitterrand soit une garantie en cas de changement de majorité.

Droite, gauche et indépendance kanake

Notre objectif, c'est comment combler les lacunes, les erreurs de notre organisation et avancer le plus possible; ça c'est un objectif interne. Par rapport au combat que nous menons, comment faire pour affronter la droite, car effectivement, à partir de 1986, cela va être beaucoup plus dur. Si nous avons pu engager des actions, le 18 novembre, c'est bien parce que les socialistes étaient le dernier rempart par rapport à la constitution, au schéma politique national.

Maintenant, on ne se fait plus d'illusion là-dessus. Il faut que nous soyons en mesure d'affronter non seulement les socialistes, puisque Mitterrand sera encore au pouvoir avec un souci de rencentrer un peu plus sa politique pour ne pas arriver à la fin de son septennat avec tout le monde contre lui, mais aussi la droite.

Maintenant pour nous, c'est compter sur nos propres forces et au niveau international, développer des relations qui nous permettraient de casser le mythe de la réputation de la France au niveau du tiers monde et des masses des pays occidentaux.

Certains dirigeants du front avaient des illusions sur les socialistes et on a même pu savoir que Pisani n'y croit pas tellement lui-même à cette nouvelle stratégie du gouvernement.

La droite, la future majorité, il faut qu'elle se dise que ce ne sera pas aussi facile qu'elle le prétend. Il y a un pas que l'on a franchi depuis le 18 novembre, que l'on aurait mis dix ans de plus à faire si l'on avait continué de travailler dans les institutions. Une chose est sûre : personne ne peut rien faire en Nouvelle-Calédonie sans nous, que ce soit la droite ou la gauche.

Pour l'instant, il faut surtout que l'on ne tombe pas dans le travers des élections, c'est-à-dire un retour à l'ancien front indépendantiste qui était une structure de gestion du pouvoir et de l'économie coloniale.

C.A. – Trouver une articulation entre une présence dans les institutions et la poursuite des mobilisations.

Cela ne sert à rien qu'on aille aux élections, qu'on mette des gens dans les conseils régionaux qui n'auraient aucune assise et seraient en train de gérer la vie quotidienne.

Il y a des limites, encore aujourd'hui, à certaines décisions prises au congrès : comment faire que les militants qui siègeront aux conseils régionaux luttent pour jeter les bases de la Kanaky indépendante de demain?

C.A. – On peut envisager quelque chose d'intermédiaire : une participation aux élections et les élus ne siègent pas, boycottent les conseils régionaux, le congrès?

Il y a tout cela qui est possible. Si on ne cautionne pas la politique du gouvernement, ce dernier ne pourra rien faire. Je peux même dire que son plan devient caduc. Tout dépend de nous.

Récupération des terres et contrôle de la production

C.A. – La récupération des terres, n'est pas une revendication toute récente, elle remonte au début des années soixante-dix, mais elle prend tout son sens dans la période actuelle car elle devient un des enjeux fondamentaux de la lutte du FLNKS et pose le problème de la maîtrise du développement agricole et économique par les Kanaks. Peux-tu préciser aussi si le Front a des positions aussi claires sur le tissus industriel, ou du moins, quels sont les débats autour de cette question ?

Pour te dire franchement, la réflexion continue à ce niveau-là. Le Front est un front, c'est une étape stratégique, à un moment donné, de notre lutte de libération et, comme dans tout front, il y a un débat interne entre les différentes composantes, débat dans lequel on essaye d'intégrer toutes les structures de base du mouvement.

Nous avions commencé à en discuter à notre convention, au début de l'année dernière, et les militants du Palika l'ont impulsé lors des congrès en parlant des réflexions qu'ils avaient sur un projet de société. Le débat continue.

Sur la question des terres, notre objectif, c'est évidemment l'appropriation des moyens de production dans les mains du peuple kanak et des travailleurs de Nouvelle-Calédonie. Certaines choses qui transparaissent et dans les arguments de Pisani ne sont pas acceptables, notamment quand il dit qu'il faudra garantir les intérêts des Caldoches, les 16 000 ha de Lafleur, non, c'est pas possible. Ce serait aller à contre-courant de ce que nous voulons, à savoir réduire les inégalités et permettre une redistribution des richesses du territoire.

Sur la question des terres, notre objectif, c'est évidemment l'appropriation des moyens de production dans les manis du peuple kanak et des travailleurs de Nouvelle-Calédonie. Certaines choses qui transparaissent et dans les arguments de Pisani ne sont pas acceptables, notamment quand il dit qu'il faudra garantir les intérêts des Caldoches, les 16 000 ha de Lafleur, non, c'est pas possible. Ce serait aller à contre-courant de ce que nous voulons, à savoir réduire les inégalités et permettre une redistribution des richesses du territoire.

La terre doit revenir à la nation kanake et à partir de là, un système, sur lequel nous sommes en train de travailler, pourra se mettre en place.

Nous encourageons le système coopératif car nous pensons que c'est la structure la plus proche de l'organisation de la vie en tribu, de la vie communautaire : les champs d'igname, de manioc, nous les travaillons soit par le système clanique, soit par des regroupements affinitaires. Nous avons aussi le souci, dans la mesure où c'est quelque chose qui est propre à la société kanake et qui a un sens particulier, de sauvegarder certaines zones.

L'enjeu de la Kanaky de demain, c'est justement, comment permettre aux différentes communautés, de garder leur propre culture, leur spécificité, tout en participant à la satisfaction de l'ensemble des besoins de la nation.

Comment permettre à notre peuple de passer d'une agriculture traditionnelle, vivrière, sans machines, à un autre stade qui réponde mieux aux besoins et qui nous obligera à nous intéresser à d'autres cultures qui, actuellement, sont importées. C'est ce qui s'est passé dans certains pays "nouvellement industriels", comme le Brésil qui a tout misé sur les cultures d'exportation (ou comme le Sénégal avec l'arachide) au détriment de l'agriculture vivrière qui est l'élément de base de l'alimentation des populations locales.

Nous encourageons donc, non seulement les formes d'organisation comme les coopératives, mais aussi des expériences d'introduction de nouvelles cultures, dès lors qu'elles font baisser les importations et la dépendance. On voit, par exemple, l'intérêt de l'Australie pour notre pays.

De même pour la pêche, il y a la pêche industrielle développée par les Japonais, à partir d'accords conclus entre le gouvernement du territoire, l'Etat français et des sociétés nippones. Il y a aussi la pêche côtière où nous portons nos efforts depuis très longtemps, mais qui a été récupérée un peu par le pouvoir colonial, par l'intermédiaire d'*Office de développement de l'intérieur des Iles*. Essayer de faire des regroupements de pêcheurs suivant les tribus, les clans, ce sont des modalités que nous sommes en train de discuter.

L'objectif est de donner la possibilité à tous ceux qui ont envie de travailler dans des structures de type coopérative, de participer à la production nationale et de continuer à assurer l'autosubsistance de notre peuple. On mesure l'indépendance d'un pays à sa capacité de nourrir sa population.

En ce qui concerne le secteur industriel, il est évident pour nous qu'on ne pourra pas le laisser aux mains des multinationales ; le secteur minier, puisque c'est de lui dont il s'agit, est la principale ressource du territoire et alimente le tissus industriel de la Nouvelle-Calédonie. Pour le moment, nous n'avons pas les moyens (cadres, techniciens...) d'avoir une main-mise sur l'ensemble de la production (en amont et en aval). Nous devons contrôler déjà le type d'exploitation que nous avons sur notre pays et l'orientation que l'on donnera à la production. Le nickel est un capital qui doit nous revenir et ensuite, nous signerons des accords avec les pays qui voudront nous donner un coup de main. Voilà le gros les réflexions qu'il y a en Nouvelle Calédonie. Il y a aussi un débat, propre à tous les pays industrialisés, sur l'importance et la lourdeur accordée au secteur des services, qui fait vivre beaucoup de monde mais qui bouffe aussi beaucoup de pognon au détriment de certains secteurs de production. Aujourd'hui, les gens dépendent essentiellement de ce secteur-là.

La question du développement implique donc un contrôle sur l'industrie et la maîtrise de terres. Mais il faut aussi réorganiser le marché intérieur en fonction de nouveaux critères, développer des circuits de distributions adéquats, exporter ce qui est exportable... Pour le secteur industriel, nous pensons le nationaliser essentiellement...

C.A. – Oui, mais avec quelles formes d'organisation du travail ? Est-ce qu'il y a des thèmes comme l'autogestion qui sont discutés ?

Le débat sur la société future n'est pas vraiment engagé. Actuellement, il s'agit de s'organiser pour la survie de notre peuple. Toute la réflexion continue, pour l'instant sur l'espace que nous contrôlons, c'est-à-dire essentiellement agricole. On essaie d'impulser ce type de stratégie qui est de permettre à notre peuple de s'autogérer lui-même. C'est un mot qui effectivement apparaît dans la Charte du FLNKS, ainsi que la planification économique. Il y a beaucoup de choses que l'on a perçu qui sont très encourageantes pour nous, mais reste la pesanteur de l'idéologie coloniale, l'assistanat qu'il faut combattre.

Paris, le 20 juin.

PAYS-BAS :

3 mois de luttes parmi d'autres

Lors de la C.J. de Champigny (24-25/05), l'actualité braquait ses projecteurs sur les Pays-Bas. Le spectacle était le show papal de Jean-Paul II et sa virée en Hollande.

Après nombre d'actions, Utrecht, archevêché du primat de Hollande, fut le lieu central du rassemblement et des affrontements. Des "anti-papistes" décident de faire sa "fête" à Jean-Paul II.

Aussi, plutôt que de ressasser ce que le presse a déjà relaté sur l'accueil réservé (voir Libé du 13/5/85), nous avons préféré, par une chronologie des "faits" arrêtés sur 3 mois (novembre 84 - Janvier 85), faire ressentir dans quelle ambiance le pape allait arriver en Hollande.

Après une première vision des Pays-Bas au travers du syndicat OVB (voir C.A. n° 45), ce deuxième aspect, plus mouvementiste, peut-être plus informé mais complémentaire, se devait d'être connu.

Le décalage dans le temps n'enlève rien à l'intérêt qui doit être porté à ce mouvement social actif, car, comme il est dit dans le préambule, il s'agit d'un trimestre ni plus ni mois "chaud" que les autres.

Depuis quelques années, ça "remue" pas mal aux Pays-Bas. A tel point qu'il est impossible de relater tout ce qui s'y passe. En voici quand même un petit aperçu, pris sur un trimestre ni plus ni moins "chaud" que les autres.

DE NOVEMBRE 84...

• 15 novembre 84 :
A Beverwijk, le ministre de la Justice inaugure le nouveau commissariat de police en présence de 200 manifestants. Charges des M.E. (Unités mobiles). Nombreux blessés et arrestations.

• Nuit du dimanche 18 au lundi 19 nov. :
Un groupe d'anti-militaristes pénètre dans la "Knoopkazerne" à Utrecht. Dans cette caserne se trouve un détachement (le 450e) du "Contra-Inlichtingen-Dienst" de l'Armée de terre (C.I.D. : service de contre espionnage). Le C.I.D. s'occupe de "tous les ennemis possibles de l'armée en temps de guerre comme de paix". Les anti-militaristes emportent nombre de documents classés Secret, Confidentiel, etc. La présence de ce détachement étant tenue secrète, la surveillance de la caserne était réduite et l'action réussit. Aucune arrestation. Comme dans l'affaire des "PMC papers" (voir C.A. n° 15), le butin est riche. On découvrira ainsi que le CID ne se contente pas de surveiller les espions ou les terroristes mais possède lui aussi des fichiers très détaillés sur l'extrême gauche hollandaise, les militants et sympathisants du mouvement pacifiste, les anti-nucléaires, les étrangers et leurs activités, les syndicalistes, etc. Même des listes **par quartier** de ceux et celles qui votent extrême gauche. De plus, le CID dresse des contre-plans très détaillés en cas de sabotage, d'insurrection... L'ensemble des documents piqués au CID-450 est photocopié et publié dans la presse radicale. Bien sûr, les libertaires ne sont pas oubliés par ces messieurs qui s'intéressent même de très près à leurs activités. L'action est signée : Groupe d'action anti-militariste "Onkruit bestaat niet" (Onkruit n'existe pas ; peut-être pour se moquer de certaines déclarations sur la disparition d'Onkruit).

• 27 novembre :
Amsterdam. Actions liées à la politique de Reagan au Guatemala et au Nicaragua. Le consulat US est entouré de pneus enflammés à l'essence et bombardé de projectiles divers. Dans l'après-midi du 29, c'est le tour de plusieurs banques et sociétés yankees : City Bank, Mac Donald's Family Foods, Clipper Games and Toys, Chase Manhattan's Overseas Corporation, Bankers Trust Company, American Express.

• Novembre 84 :
On annonce une prochaine visite du pape aux Pays-Bas, souvent remise car il n'est aimé ni des protestants, ni par les athées ni même beaucoup par les catholiques que le trouvent trop à droite. Création de "comités anti-Wojttila".

• Décembre 84 :
Amsterdam est, on le sait, candidate aux Jeux Olympiques. Est-ce là le dernier truc des autorités pour mener à bien le "City Vorming" (restructuration de la ville) ? C'est-à-dire liquider le mouvement des squatters ? On parle de grands travaux pour accueillir les J.O. (hôtels, centre de presse, 2ème stade olympique). De plus, on veut donner au monde l'image d'une ville propre et calme. Il faut donc en finir avec ces bâtiments où flotte le drapeau noir...

La coordination des squatters déclare que si la ville était choisie, les Jeux "ne seront qu'un vaste chaos". Courant décembre, le secrétaire d'Etat Van der Reijden intervient au Parlement de la Haye : "La municipalité d'Amsterdam présente des estimations douteuses sur le coût de ces Jeux... il ne faut pas négliger les **conséquences sociales** qu'entraînerait la tenue de ces Jeux..."

• 15 décembre :
"Tribunal public" à Amsterdam contre le maire Van Thijn et plusieurs spéculateurs connus, organisé par le mouvement des squatters.

• Mi-décembre 84 :
Suite à l'affaire du CID, "Bluf !", l'hebdomadaire radical, publie des listes de noms de mouchards du CID infiltrés dans divers groupes. Le même journal poursuit depuis un an la publication des noms, adresses et photos des flics en civil du BVD (RG-DST).

• 29 décembre :
Vol de documents secrets dans une caserne de Grave.

... A JANVIER 85

● **Vendredi 4 janvier 85 :**
L'ANP (AFP hollandaise) signale qu'un attentat à la bombe vient d'avoir lieu contre un transformateur à Medemblik et qu'il aurait été revendiqué par "Onkruit Pays-Bas". Or, il n'existe pas d'Onkruit NL mais des groupes autonomes qui interviennent sous le sigle Onkruit. Et aucun de ces groupes ne revendique l'attentat. Provocation? Onkruit-Amsterdam réussit dans la soirée à faire passer un communiqué dementant le premier.

● **7 janvier :**
Deux attentats contre le domicile de John Deuss, importateur de prétrole d'Afrique du Sud. Signé : "Les pyromanes contre l'Apartheid".

● **Mi-janvier :**
Actions multiples contre les ambassades et biens Ouest-allemands en solidarité avec les grévistes de la faim de la RAF.

● **19 janvier :**
Création de la Burgerlijke Onge hoorzaamheid Non Koöperatie (BONK) au cours d'une réunion à Driebergen. Le BONK (Désobéissance civile et non coopération) veut rassembler les milliers de militants du mouvement pacifiste écœurés par la passivité et le réformisme des "leaders". En dépit des gigantesques manifestations de ces dernières années, le gouvernement maintient, sous la pression de l'Otan, sa volonté d'implanter les Pershings II sur le sol hollandais ; ne tenant bien entendu aucun compte de l'opinion publique. Les chrétiens de l'IKV et autres réformistes ne veulent pas entendre parler d'actions directes, toujours persuadés qu'il sont que l'on doit se contenter de faire pression sur le Parlement. Le BONK souhaite regrouper des dizaines de groupes de base pour passer à des formes d'action plus radicales en collaboration avec d'autres groupes (anti-militaristes, anti-nucléaires, etc.). Leur adresse (provisoire) :
BONK - Leliegracht 54 - Amsterdam

● **Fin janvier :**
— Début des grandes manœuvres militaires US "Reforger" aux Pays-Bas. Des collectifs de tout le pays décident de s'y opposer.
— Solidarité avec le "IO Z", un squatt de Wageningen menacé d'évacuation. Des vitres de la banque NMB volent en éclat à Hilversum, Alkmaar, Tiel, Veenendal, Zeist, Zutphen, Doesburg, Apeldoorn, Nijmegen et dans 4 filiales d'Amsterdam. Stratégie de riposte nationale de la part des squatters.
— Fermeture de l'ADM (chantiers navals) en crise depuis presque 10 ans. Le syndicat social-démocrate FNV n'a pratiquement rien fait pour s'y opposer si ce n'est canaliser par tous les moyens la colère des travailleurs.
— Evacuation du "IO Z" de Wageningen le 28 janvier. Affrontements et arrestations.

De plus, tout au long de ces mois, il faut mentionner les très nombreuses actions entreprises en solidarité avec la grève des mineurs anglais. Manifestations, collectes, occupations de consulats, concerts de soutien, etc. dans plusieurs dizaines de villes. L'OVB (syndicat ouvrier révolutionnaire) ainsi que divers groupes d'action ont tenté par endroit de boycotter le transit du charbon (venant souvent de Pologne) par les ports hollandais vers la Grande-Bretagne. La FNV prétendait bien soutenir les mineurs mais n'a jamais rien fait concrètement, sinon dénoncer à la police ceux et celles qui agissaient! Au cours de la dernière semaine de janvier, une centaine de sympathisants des mineurs (dont 4 mineurs anglais) ont occupé le siège central de la FNV à Amsterdam. Ils ont pu apprécier pleinement la "solidarité" des sociaux-démocrates qui ont... téléphoné aux flics.

l'MOUVement

***Sherwood* n° 2 est sorti.**

Au sommaire :
- La saga des réfugiés italiens (suite et pas fin).
- Le procès des extradés basques.
- Pologne : encore et toujours, la répression du mouvement social.
- Irlande :
  - La stratégie des mouchards contre le mouvement républicain.
  - Interview d'un responsable du Sinn Fein.
- Vol au-dessus de l'"espace judiciaire européen" : les projets des parlementaires de Strasbourg.
- **Dossier Prisons** (7 pages) :
  - Intérieur/extérieur.
  - Luttes, discours, contradictions.

15 F - 24 pages.
A commander :
Sherwood, c/o Ruptures,
B.P. 1, 94501 Champigny-sur-Marne Cedex
(Chèques sans ordre).

Valse des inculpations à Toulouse

Plusieurs attentats avaient été commis depuis juin 84 à Toulouse, contre des lieux devant accueillir Le Pen se se meetings.

Ces actions faisaient écho à des mobilisations importantes et rejetées contre la présence du Front national et de ses thèses racistes-nationalistes.

Le 14 avril, c'est un transformateur EDF qui est visé, "soufflant les lampions du bal bleu blan rouge" que le lampions du bal bleu blanc rouge" que le Front national organise à Colomiers (Haute-Garonne).

Le 16 avril, la police interpelle 23 personnes employées ou proches de l'Imprimerie 34 et procède à des perquisitions.

Résultat : 4 inculpés de destruction de biens immobiliers, acquisition, transport et détention d'armes, munitions et explosifs.

Aussitôt se constitue un comité de soutien aux "4 anti-fascistes" qui rappelle que le danger se situe "dans l'instauration d'un climat social jouant sur l'insécurité, le racisme, et programmé par les différents gouvernements comme une manière de conjurer la crise". L'inculpation des 4 camarades toulousains entre dans cette logique-là.
Ecrivez-leur :

Danièle Chenal
M 149-28 quartier 5
18 bis Gd rue St-Michel
31400 TOULOUSE

Marcel Pley
M 149-26 Quartier 4
18 bis Gd rue St-Michel
31400 TOULOUSE

Gérard Fabre
M 149-27 Quartier 2
18 bis Gd rue St-Michel
31400 TOULOUSE

Gérard Mossol
M 149-29 Quartier 4
18 bis Gd rue St-Michel
31400 TOULOUSE

Note du trésorier de C.A. « Je ne sais pas si le prix de l'abonnement varie suivant le cours du dollar mais dans le n° 46 le prix annoncé était de 120 F, dans le n° 47 de 100 F (il fallait en profiter, j'enverrais la note aux maquettistes qui se sont trompés) et à la rentrée il devrait atteindre 140 ou 150 F afin de pallier aux carences des lecteurs qui se démerdent pour ne pas le payer et des diffuseurs qui boivent l'argent des ventes... »

Coup pour Coup

N° 17, juin 85, 10 F
Au sommaire :
— Editorial « Le consensus... encore et encore »
— Le nouveau look cablé du capitalisme ;
— La rentabilité dans les entreprises
— Les TUC, un truc pour les patrons
— La rentabilité à l'école
— L'anti-racisme, c'est la lutte active contre les crimes racistes et les mesures de l'Etat ;
— Vive la lutte des prisonniers pour leurs droits ;
— Guerre Iran-Irak (un million de morts au bénéfice des grandes puissances) ;
— Un créneau de l'impérialisme français : le militarisme ;
— Indépendance totale pour la Nouvelle Calédonie ;
— Pour l'indépendance des dernières colonies françaises.

Abonnez-vous. 5 numéros : 40 F
Chèques libellés à l'ordre de J. Edonel. Pour prendre contact et toute correspondance écrire à P.B. Boîte postale 111 - 59110 La Madeleine.

Les journées libertaires de lyon ont été un succès, par l'affluence tout d'abord , plus de 1 000 personnes se sont rencontrées autour de nombreux stands, expositions ou débats proposés. Les medias régionaux ne s' y sont d'ailleurs pas trompés en reservant une bonne place aux compte rendu de ces deux journées : FR3 Rhône-Alpes nous consacra même trois minutes de son journal le samedi 18 au soir! (Voir aussi l'article du Progres ci-joint.)
Un succès aussi pour la Coordination Libertaire de Lyon qui reussit à rassembler dans ce cadre de verdure du Centre P. Valdo la quasi totalité de la presse libertaire exagonale: I.R.L., C.A. bien sur!,

Agora, Lutter, Le combat syndicaliste, L'entraide, etc. ainsi que les fanzines militants telles que : Kanai, Molotovs et Confettis. De plus des stands de maisons d'éditions étaient au rendez-vous: Les éditions des 4 sous, Révolte et Liberté, Atelier de Création Libertaire, Nautilus (certes toutes les éditons libertaires n' étaient pas présentes malgré les invitations que la Coordination Libertaire avait envoyées) et des éditions liés à la Féderation Anarchiste. Divers groupes locaux avaient tenus à être présents tel le Réseau Santé, le Comité de soutien au FLNKS la revue Continent, le groupe Urgence (anti -Le Pen), Silence revue écologiste; bref tout ce qui bouge sur Lyon était présent. Il faut remarquer aussi que un certain nombre de camarades d'autre pays étaient venus à ces deux jours et nottament de Suisse, Italie une délégation de mineurs Anglais qui continuent à se battre contre la repression animèrent une discussion, des camarades grecques
firent le point sur la situation dans leur pays, des contacts furent établis avec des militants turques, sénegalais et tunisiens.
Par ailleurs de nombreuses cassettes videos sur les squatts, Mai 68, les mineurs anglais, les insoumis, ou même la Ferme des animaux, constituerent un importan t pôle d'attraction.
Les débats malgré leurs côté rituel virent de belles envolés, nottament à propos de la Kanakie ou l'éducation libertaire.
La seule fausse note (il en faut bien une), concerna le choix de la musique: priorité fut donné à la musique punk, ce qui on s' en doute ne fit pas l'unanimité.
Le dimanche après-midi, quelques skins attirés par le groupe Bérruriers Noirs affollérent le service d'ordre, mais sans gravité.
A la fin de ces journées il apparait évident qu'entre Rhone et Sâone les libertaires occupent une place importante du fait du passé libertaire dans cette ville, de l'investissement de militants, et également grace aux structures que nous avons mises en place depuis dix ans.

lyon

JOURNEES LIBERTAIRES

PA KIN

Le coq qui chantait dans la nuit par J. J. Gandini. 24 F A.C.L. 13, rue Pierre Blanc 69001 Lyon.
CCP 5724-59L.

« Depuis 3 ou 4 ans, un nom revient avec insistance lorsque s'établissent les pronostics pour le Prix Nobel de littérature : celui de l'écrivain chinois Pa Kin, dit aussi Ba Kin.

Voilà qui permettrait à l'actuel régime chinois de redorer son blason, passablement terni depuis la Révolution culturelle et son cortège d'atrocités, révolution qui a, en fait, transformé la Chine en... désert culturel.

Ce n'est donc pas par hasard si Pa Kin est actuellement poussé sur le devant de la scène internationale. Mais le régime communiste oublie de mentionner à son sujet deux petits détails : les convictions anarchistes, au moins jusqu'en 1949, de l'actuel président de l'Union des Ecrivains, et le fait que TOUS ses romans qui l'ont rendu célèbre ont été écrits AVANT 1949.

C'est donc à cette re-découverte de Pa-Kin qu'est ici convié le lecteur »

Du même auteur, à paraître fin 1985 : aux origines de la révolution chinoise : Les anarchistes. (Contribution hsitorique 1902-1927)

Prix de souscription **60 F** (futur prix librairie 80 F). Chèques à adresser à A.C.L. 13, rue P. Blanc 69001 Lyon CCP 5724-59L.

Jamais Mobylettes n'ont tant fait parler

Convergence 84 n'a pas été une initiative comme les autres. Elle a tenté de mettre à l'épreuve une stratégie adaptée à une conjoncture difficile et qui corresponde à la volonté de faire émerger dans l'opinion un mouvement social et politique pour l'égalité, indépendant, et associant toutes les communautés.

Cette stratégie prenait donc pour interlocuteur privilégié l'opinion publique et tentait d'y relancer un débat d'idées.

Partant des inégalités et des exclusions vécues par les « communautés immigrées », elle mettait en avance, l'exigence de l'égalité pour tous y compris pour les français vivant les mêmes situations.

Elle a pratiqué cette stratégie à l'intérieur d'elle même associant, comme partenaires à part entière, dans une initiative pour l'égalité, des gens qui vivent l'inégalité et l'exclusion dans leur chair et d'autres qui ont choisi ce combat politique là, toutes les communautés confondues. Force est de constater que l'initiative a été vécue de manière différenciée par l'opinion. Certains n'y ont vu qu'une nouvelle édition de la Marche (le rassemblement annuel des Beurs...), d'autres n'ont encore aujourd'hui pas compris le sens et le contenu de la démarche.

Convergence s'était fixé des objectifs qui se sont parfois révélés contradictoires ou inatteignables dans l'immédiat : mobilisation des communautés qui sont habituellement en retrait du débat politique en France, objectif de constitution d'une carte de France des revendications, lien avec la première génération des travailleurs immigrés.

En désignant sur la place publique — principalement voire uniquequement — le rôle négatif du discours et des pratiques de l'antiracisme traditionnel, la fin de Convergence a pu apparaître comme une négation des aspirations qu'elle portait. Ceci étant, Convergence 84 reste une initiative originale jusque et dans la manière dont elle a fait écho au niveau national d'une crise idéologique de la gauche et de ses institutions. Pour ces raisons Convergence 84 a fait et fera date, marque une avancée, quoi qu'en disent ses détracteurs, dans la capacité d'initiatives et de débats qu'elle a suscitée.

« La Ruée vers l'Egalité »
Un livre réalisé par Nelson Rodrigues, Josée Chapelle, Olga Najgelborn et José Vieira aux éditions Mélanges, 44, rue Ramponneau 75020 Paris.
Avec au sommaire :
APPEL
L'Etranger c'est celui qui n'habite pas en France
Prendre la France comme une scène de théâtre
L'égalité, un idéal ringard ?
PRESSE
« Ce n'est pas le chemin qui est difficile, c'est le difficile qui est chemin
Tant qu'il y aura des rouleurs...
Les rouleurs sont sympas..?
Les mobylettes en travers de la Gauche
Rencontre du troisième type
ARRIVÉE
Lettre ouverte aux gens convaincus
Des contradictions du discours de la République
Grandeurs et misères de convergence
DÉBATS
Le racisme vise les immigrés. L'antiracisme doit viser l'ensemble de la société. Les Barbares de l'égalité.

Prix : 20 F plus frais de port 6,50 ; chèques à l'ordre de José Vieira.

L'INSPECTICIDE : 98 pages qui rassemblent foule de textes et illustrations contre l'inspection. Edité par le Collectif des enseignants de Paris refusant l'inspection et la notation. 20 F (plus 5 F frais de port).
Passez les commandes : SGEN-CFDT, 67 rue de Dunkerque 75009 PARIS (16.1.282.11.96)
— Ecole émancipée, 8 imp. Crozatier 75012 Paris (16.1.628.50.49)
— Feu follet / Zéro de conduite, 18 bis, rue Belle Fond - 75009 Paris

IM'MÉDIA Magazine

N° 2/3 trimestriel - Printemps 1985 20 F.

Au sommaire « Découvrez le pote aux roses »
— Chronique judiciaire
— Nantes « la poursuite infernale » affaire Radouane Farhane.
— Paris « meurtre à l'arme blanche » affaire A. Lallouni
— Vaux en velin « Barded assassiné à la paix des lotiers » affaire B. Barka
— L'affaire Aoudache à œuf
— Logement : 12 familles (s'en)occupent à Lyon ;
— Les enjeux d'une occupation.
— Convergence 84 : nous nous sommes tant aimés ;
— Spécial Angleterre : « self détermination », l'expérience anglaise (Brixton) ;
— Les limites du bluff
— L'immigration sur la bande FM.
— Zone'Art
Abonnement 1 an : 150 F comprenant :
— le magazine trimestriel
— le bulletin des associations et les suppléments justice
— les dépêches d'actualité
Pour contacter l'agence IM'MÉDIA 164, rue saint-Maur 75011 Paris - Tél. (1) 338.47.30

5 anti-militaristes en procès à Agen 10-11 juillet

Quatre d'entre eux pour renvois de papiers militaires en mai et juillet 1984. L'autre Thierry Dubuisson considéré comme déserteur pour avoir refusé le règlement du service civil après s'être présenté à son affectation. Relaxé une première fois, le parquet a fait appel !

Tous au procès les 10 et 11 juillet à 14 h, place Armand Fallière à Agen. Hébergement possible pour ceux qui viendront pour les deux jours. Téléphoner au 67.45.35.

L'ascenseur

(réincarnation de 'Bonjour l'ascenseur' vient de paraître. Au sommaire de ce numéro :
— Fermeture de classes
— Défense d'afficher (BD)
— Restaurants japonais
— Trouble
— Rêves noirs (poème)
— Herculanum Express
— Horizé Bouchon (BD)
— Frimas Noches (Nouvelle)
— Un vidéo-club au Bois l'Abbé? (interview)
— AAAARRRGGHH !!! (fanzine)
— Xylène dans les veines (rubrique BD)
— Homo Sapiens / Qui étais-tu? (poèmes)
— Vite fait entre 2 étages
— Réincarnation (BD)
Tout cela photocomposé, pour 15 F (chèque à l'ordre d'A. Poirier).
L'ascenseur BP 22 - 94430 Chennevières / Marne.